

REGARDS

Etude annuelle 2015

**La gestion de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en
Lettonie : des victimes peuvent-elles aussi être
partiellement coupables ?**

Par Linda Bernere

Revue Regards

Centre Communautaire Laïc juif David Susskind

Rue de l'Hôtel des Monnaies 52 - 1060 Bruxelles

☎ 02/543 02 81 - 02/543 02 82 📠 02/537 55 65

regards@cclj.be - www.cclj.be/regards

Table des matières

1. Introduction	1
Une problématique à différents niveaux	2
<i>Niveau historique</i>	2
<i>Niveau individuel</i>	5
<i>Niveau politique</i>	6
<i>Niveau médiatique</i>	8
<i>Niveau culturel</i>	10
2. La mémoire de la Shoah dans les recherches	12
2.1. La Shoah	12
2.2. La Shoah en Lettonie	12
2.3. La Shoah en Lettonie par les chercheurs lettons	18
3. Aspects théoriques.....	20
3.1. La mémoire collective	20
3.2. Le rôle identitaire de la mémoire collective.....	23
3.3. La mémoire collective et les musées.....	25
4. Méthodologie.....	29
4.1. Grille analytique	29
4.2. Enquête sur le terrain.....	31
4.3. Entretiens	31
5. La mémoire de la Shoah par les musées	33
5.1. Le Musée de la guerre	33
5.1.1. <i>Le musée</i>	33
5.1.2. <i>Les visiteurs</i>	34
5.1.3. <i>La mémoire de la Shoah</i>	35
5.2. Le Musée de l'Occupation	37
5.2.1. <i>Le musée</i>	37
5.2.2. <i>Les visiteurs</i>	39
5.2.3. <i>La mémoire de la Shoah</i>	40
5.3. Le Musée « Juifs en Lettonie »	42
5.3.1. <i>Le musée</i>	42
5.3.2. <i>Les visiteurs</i>	43
5.3.3. <i>La mémoire de la Shoah</i>	44
5.4. Le Musée du Ghetto de Riga	47
5.4.1. <i>Le musée</i>	47
5.4.2. <i>Les visiteurs</i>	48
5.4.3. <i>La mémoire de la Shoah</i>	48
5.5. Le Mémorial de Žanis Lipke	49
5.5.1. <i>Le musée</i>	49
5.5.2. <i>Les visiteurs</i>	50
5.5.3. <i>La mémoire de la Shoah</i>	51
5.6. Résumé des résultats	52
<i>Caractéristiques principales des musées</i>	52
<i>Les visiteurs</i>	53
<i>La mémoire de la Shoah</i>	54
6. Conclusion : la position victimaire entre poids du passé et choix du passé	56
Bibliographie.....	59
Ouvrages.....	59
Articles scientifiques	60
Articles de presse	62

Sites internet	63
Conférence	64
Documentaire.....	64
Sondages	64
Entretiens	65
Autres	65

1. Introduction

La mémoire de la Seconde Guerre mondiale dans les pays de l'Europe de l'Est témoigne de peu d'écho en Belgique. Toutefois, l'étude de cas de la mémoire de la Shoah, dans un pays comme la Lettonie, peut dévoiler que ce passé fait toujours l'objet de problématiques, alors même que pour la communauté juive, la commémoration et la prise de responsabilité sont des revendications mémorielles fondamentales. Pourtant, la nation lettone semble être davantage attachée à la mémoire de l'occupation soviétique, la position d'un peuple victime de l'histoire étant devenue un élément essentiel de l'identité nationale. La commémoration de la Shoah et la reconnaissance d'une responsabilité dans les atrocités nazies seraient un véritable basculement pour l'identité lettone fondée sur cette position victimaire. Cette complexité de la mémoire des répressions soviétiques et des crimes nazis, d'une identité nationale fondée sur la position de victimes amène, aujourd'hui, la Lettonie à se retrouver au cœur de controverses douloureuses.

Il existe deux façons de s'intéresser à la manière dont un groupe pense le passé. Il est possible de se concentrer sur le niveau individuel, notamment, en effectuant des sondages publics et en analysant ce que pensent des individus qui répondent à des questions spécifiques. L'autre façon est d'étudier le niveau collectif. Le niveau collectif implique de regarder selon une perspective « *top-down* », généralement en étudiant les instances qui pourraient avoir une influence sur la manière dont le groupe gère le passé. Dans cette perspective, nous nous intéresserons à la mémoire collective, définie par Pierre Nora comme « le souvenir d'une expérience vécue ou fantasmée, portée par des groupes vivants, ouverte à toutes les transformations, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les manipulations, susceptible de longues latences et de brusques réveils »¹. Il est alors possible de se concentrer sur la politique de l'Etat, les médias, la culture, ou encore sur des institutions de la mémoire comme, par exemple, les musées. Il s'agit d'imaginer la représentation du passé véhiculée parmi la société, de voir comment un groupe gère le passé et l'inscrit dans le présent ; tout cela en vivant dans une dynamique sociale guidée par différents processus d'influence.

Cette recherche s'intéresse à la manière dont un groupe pense la Seconde Guerre mondiale et notamment à la mémoire collective de la Shoah, « terme par lequel on désigne l'extermination d'environ six millions de Juifs par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale »². Si en Europe de l'Ouest, la Shoah est devenue un devoir de mémoire à vocation universelle, qu'en est-il à l'Est, en Lettonie ? En tout cas, depuis son indépendance en 1991 et encore plus depuis son accès à l'Union européenne, il existe en Lettonie un travail de réappropriation de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, ce travail apparaît difficile, car il est dominé par une relation complexe entre la mémoire des répressions soviétiques et celle des crimes nazis.

La citation, qui introduit cette étude, est de Jacques Le Goff, historien médiéviste français, qui souligne l'existence d'une dynamique entre la mémoire et l'histoire, une dynamique se nourrissant des intérêts du présent et de l'avenir. Par conséquent, derrière le processus de l'inscription du passé dans le présent et dans l'avenir, on retrouve de nombreux acteurs, différents intérêts et des problématiques plus profondes.

Dans ce travail, l'analyse de la mémoire collective permettra d'éclairer la façon dont la société lettone imagine sa place dans le présent, ceci au vu des événements historiques de la Seconde Guerre mondiale qui sont fondamentaux pour l'identité collective lettone. Par l'étude du cas de la Lettonie et du musée de l'histoire qui, « aujourd'hui, est bien davantage un musée

¹ NORA, Pierre, « Mon métier d'historien », entretien, Paris : Le monde, 17 février 2006.

² Site internet de l'Encyclopédie Larousse, « la Shoah », http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/la_Shoah/144183, consulté le 10 février 2015.

du présent qu'un musée d'histoire au sens traditionnel du terme »³, il s'agira de faire la lumière sur la façon dont les musées inscrivent le passé dans le présent et, par conséquent, sur les acteurs, les intérêts et les problématiques qui façonnent cette représentation du passé.

La question de recherche de cette étude – « Des victimes peuvent-elles aussi être partiellement coupables ? » – nous aidera à mettre en avant la relation complexe qui existe entre la mémoire des répressions soviétiques et la mémoire de la Shoah. Cette relation façonne l'identité nationale lettone, mais en même temps rend le travail de mémoire difficile. Nous testerons alors l'hypothèse suggérant qu'en Lettonie la mémoire de l'occupation soviétique et de ses répressions occulte la mémoire de la Shoah.

En guise d'introduction, nous verrons que la problématique de la mémoire de la Shoah est présente à différents niveaux de la société (historique, individuel, politique, médiatique et culturel) : cela en fait une question actuelle et vivante. D'ailleurs, notre état de l'art montrera qu'il s'agit d'un objet d'étude largement examiné par la communauté scientifique, surtout en Occident.

Nous proposerons ensuite un cadre théorique qui s'inscrit dans le constructivisme autour du concept pluridisciplinaire de la mémoire collective, un concept qui permet d'appréhender un champ très large de thématiques en privilégiant tantôt une approche psychologique, philosophique, historique, sociale ou encore politique. Ces aspects théoriques mettront en avant les caractéristiques principales du concept de mémoire collective, son rôle identitaire et les implications pour l'étude des musées. Cela nous permettra ensuite de construire une grille d'analyse qui constitue la base de la méthodologie. En effet, cette grille orientera l'enquête sur le terrain et les entretiens effectués lors d'un séjour à Riga. Des interviews⁴ ont pu être conduites avec les représentants de différents musées de la capitale se rapportant directement ou indirectement à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah. De plus, des personnes spécialisées dans notre objet d'étude ont pu être rencontrées.

Dès lors, la partie empirique de cette recherche se fonde sur l'analyse du Musée de la Guerre, du Musée de l'Occupation, du musée « Juifs en Lettonie », du Musée du Ghetto qui est couplé au Musée de l'Holocauste et enfin du musée-mémorial de Žanis Lipke. Après avoir présenté les résultats de l'analyse, nous concluons par les enseignements principaux mis en lumière par ce travail, la valeur ajoutée de la recherche, mais aussi ses possibles approfondissements.

Une problématique à différents niveaux

Niveau historique

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Lettonie peut expliquer les fondements de la problématique actuelle qui existe entre la mémoire des répressions soviétiques et la mémoire de la Shoah. Cette période est aussi déterminante dans la formation de l'identité nationale lettone qui se fonde sur les Lettons ethniques (cf. Annexe 1 : Composition de la population de Lettonie selon ses groupes ethniques).

La première occupation soviétique s'établit de 1940 à 1941. Le 23 août 1939 est signé le traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique, plus connu sous le nom de pacte Ribbentrop-Molotov⁵. Dans un protocole secret du pacte, l'Union soviétique et l'Allemagne

³ POULOT, Dominique, « Une approche historique des musées d'histoire » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 25.

⁴ Les interviews ont été conduites en letton pour favoriser une approche par l'intérieur, elles ont ensuite été traduites par mes propres soins.

⁵ Encyclopédie Larousse, « le Pacte germano-soviétique », http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/pacte_germano-sovi%C3%A9tique/121239, consulté le 20 février 2015.

se divisent l'Europe de l'Est, laissant les Pays baltes⁶ aux Soviétiques. En septembre et octobre 1939, le gouvernement soviétique fait signer un pacte d'assistance mutuelle avec les Pays baltes qui permet à l'armée rouge de se retrouver sur le territoire des Pays baltes, tout en leur laissant une indépendance formelle. Enfin, en août 1941, le gouvernement soviétique « accepte » la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie comme les 14^e, 15^e et 16^e républiques de l'Union soviétique. Cette occupation s'établit sans violence puisque tout s'est déroulé au niveau politique : « *In fact, Moscow's special agents, who arrived in the baggage of the Red Army, had directed „revolutions from above” that had incorporated the republics into the Soviet part-state long before they were formally incorporated into the government structure of the USSR* »⁷.

Au commencement de cette occupation, les Lettons ne se rendent pas compte de la « terreur » qui allait suivre sous la loi soviétique. Pour eux, l'occupation soviétique est une meilleure solution que l'invasion par les Allemands. On notera également que la communauté juive, qui représente 5 %⁸ de la population lettone en 1940, réagit plutôt favorablement à l'occupant soviétique : « *upon the establishment of Soviet rule the Jews felt much greater physical security than previously* »⁹. Les Soviétiques utilisent cette situation pour trouver un soutien parmi les minorités lettones : « *the Jews who supported the new regimes gained an unprecedented prominence in public life in all three Soviet republics* »¹⁰. Parallèlement, un ressentiment envers la communauté juive lettone peut naître chez l'élite lettone : « *the majority populations who had dominated public life in the Baltic republics now perceived the Jews as the new executive elite that was destroying the social institutions on the national states, and anti-Jewish sentiments intensified* »¹¹. Ces ressentiments seront ensuite utilisés par l'occupant allemand à des fins de propagande nazie : « *the Jewish population of Lithuania as well as of Latvia became the target of strong anti-Soviet passions and emotions, and Jews had all the reason to fear the prospect of German invasion* »¹². Néanmoins, pendant cette première occupation soviétique, une fois que les déportations commencèrent, une « terreur » s'installa et toucha toutes les couches de la société de Lettonie. En effet, le 14 juin 1941, lors de la première déportation de masse, quelque 15.000 Lettons ethniques et 2000 à 3000 Juifs ont été déportés¹³ (proportionnellement parlant il s'agit davantage de Juifs). D'après l'historien letton Guntars Abols, le traumatisme de cette première occupation soviétique n'est toujours pas guéri¹⁴.

En 1941, l'occupation soviétique est suivie par l'occupation de l'Allemagne nazie. Le 22 juin 1941, peu de temps après les déportations soviétiques, la région baltique devient un champ de bataille entre l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique. Le 1^{er} juillet 1941, les forces allemandes pénètrent sur le territoire letton. Les événements se succèdent rapidement :

⁶ Dans un premier temps, seulement l'Estonie et la Lettonie sont attribuées à l'URSS. Le territoire de la Lituanie sera ensuite acheté à l'Allemagne par l'URSS le 10 janvier 1941.

⁷ ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » dans Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p.18.

⁸ *Ibid.*, p.22.

⁹ Dov Levin cité par ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » dans Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p.23.

¹⁰ ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » in Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p.24.

¹¹ *Ibidem*.

¹² ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » in Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p. 25.

¹³ ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nacionālais apgāds, 2003, p. 204.

¹⁴ *Ibid.*, p. 210.

« *within these 3 weeks in June 1941 two dramatic events - soviet deportations and German occupation had hit Latvia in rapid succession* »¹⁵. Cependant, avec l'arrivée allemande qui a suivi de très près les déportations soviétiques, les Allemands seront accueillis en tant que libérateurs par le peuple letton : « *a fundamental misunderstanding pervaded the Latvian-German relations. The sudden release from Soviet rule created on the Latvian side optimistic and false expectations* »¹⁶. Dans ce contexte agité, s'en suit facilement la mise en place d'une propagande allemande efficace mettant en avant le « Juif bolchévique » et pouvant créer ainsi un antisémitisme letton : « *most authors agree that the experience of the Soviet occupation probably constituted the strongest factor in the explosion of violence against the Jews in the Baltics* »¹⁷. En revanche, malgré ces ressentiments lettons contre les Juifs, il n'existe pas d'accord sur les motivations expliquant les débuts de cette phase sombre de l'histoire : « *whether spontaneous, misled, or calculated, the killings constitute a horrendous chapter in the history of the Baltic region* »¹⁸. Rapidement, l'Holocauste débute : « *Nazi occupation policies became a package of forced labor, executions, deportations, and death camps* »¹⁹. A la fin de l'année 1941, 66.000²⁰ Juifs ont été exécutés. Alors que le massacre contre les Juifs lettons continue, quelque 20.000²¹ Juifs ont été transférés de l'étranger vers le Ghetto de Riga pour être exploités dans du travail forcé ou, dans le pire des cas, exterminés. On notera aussi, en 1943, la création de la division lettone de la *Waffen-SS* qui deviendra ensuite la figure la plus problématique et polémique de l'histoire lettone de la Seconde Guerre mondiale.

Une estimation du bilan de la Shoah en Lettonie est proposée par E. Jäckel, P. Longerich, J. H. Schoeps comptabilisant 70.000 à 71.500²² morts, mais les chiffres diffèrent selon la source. Ainsi, selon l'« Atlas de la Shoah »²³ de Martin Gilbert, la Lettonie compte 80.000 victimes. Malgré cet apparent génocide contre les Juifs, pour le peuple letton, l'occupation allemande est apparue moins horrible que la première occupation soviétique : « *the German occupation lasted for three years. With the notable and serious exception of the Latvian Jewish population, which is treated separately, this occupation appeared less harsh than the preceding one* »²⁴. Il semble que les Lettons ne se rendirent pas compte qu'un véritable génocide contre les Juifs eut lieu sur leur territoire, un génocide qui concerne les Lettons puisque la majorité des Juifs tués étaient de nationalité lettone.

En 1943, le cours de la guerre prend un autre tournant. Durant l'été de 1944, les troupes soviétiques sont de retour sur le territoire et repoussent progressivement l'armée allemande. Il s'en suit une deuxième occupation soviétique, longue de plus de 40 années, pendant lesquelles les déportations de la population lettone continueront (43.000²⁵ Lettons furent déportés en mai 1948). Une politique de dénationalisation et de russification est mise en

¹⁵ *Ibid.* p. 219.

¹⁶ *Ibid.*, p. 211.

¹⁷ ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » in Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p.26.

¹⁸ *Ibidem.*

¹⁹ *Ibid.*, p.27.

²⁰ ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nacionālais apgāds, 2003, p. 214.

²¹ *Ibid.*, p. 215.

²² JÄCKEL, E., LONGERICH P., SCHOEPS, J. H. (dir.), *Enzyklopädie des Holocaust*, Argon, 1993; première édition israélienne : Israel Gutman (dir.), 1990.

²³ GILBERT, Martin, *Atlas de la Shoah*, l'Aube, 2005, p. 102.

²⁴ ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nacionalais apgāds, 2003, p.218.

²⁵ ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » in Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p.29.

place. Le bilan de la Seconde Guerre mondiale dévoile que la Lettonie a perdu un quart de sa population d'avant-guerre²⁶.

C'est n'est qu'en récupérant son indépendance, formellement en 1991, que la Lettonie commence à faire son travail de mémoire : « *only in the 1990s, after the reestablishment of independence, could the survivors and their progeny even begin to study the nature and consequences of that grim decade when they could not control their own history* »²⁷. En effet, pendant l'occupation, une mémoire officielle de l'URSS était mise en place et la Shoah y était une thématique absente. Dès lors, c'est en 1991 qu'on commence à assister à la réappropriation par la Lettonie de son histoire. Pour cela, il s'agit d'abord de faire un travail historique. La Lettonie commence alors son travail de mémoire collective de la Seconde Guerre mondiale, notamment par la mise en place d'une Commission d'historiens. Néanmoins, cela place la Lettonie en décalage par rapport aux pays de l'Europe de l'Ouest qui ont pu faire ce travail dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Ces occupations – soviétique et allemande – avec leur idéologie respective, ont laissé des effets sur la scène nationale et internationale. En effet, les deux régimes ont pu jouer le rôle de libérateurs : « *after the first Soviet occupation, it was easy for the Germans to play the role of liberators and manipulate Latvian patriotism; it was just as easy for the Soviet Union to play the same role in the eyes of the world after the Nazi occupation* »²⁸. En Lettonie, la mémoire des déportations de la population lettone lors des deux occupations soviétiques, le fait que les deux régimes se suivirent immédiatement et les longues années de guerre froide de la seconde occupation soviétique font que c'est l'occupation soviétique et ses répressions qui ont tendance à dominer dans la mémoire collective des Lettons, laissant alors la mémoire des crimes nazis perpétrés sur le territoire letton dans l'ombre. L'histoire de la Seconde Guerre mondiale a pour conséquence de représenter la Lettonie comme victime avec le destin d'un petit pays se retrouvant entre les intérêts, la manipulation et la propagande de deux superpuissances. Si bien que certains aspects de l'histoire, qui pourraient nuancer cette position victimaire, restent non-dits.

Niveau individuel

Au vu de ces faits historiques, la relation qu'entretiennent les Lettons avec la Shoah apparaît complexe et, par conséquent, intéressante à étudier. L'analyse du niveau individuel, en examinant certains sondages, peut conclure à l'identification d'un problème collectif. Ainsi, certains sondages sur l'identité nationale lettone mettent en exergue l'existence, en Lettonie, d'une problématique plus large concernant la gestion de la mémoire collective de la Shoah. Dans le cadre d'un programme national de recherche, une conférence²⁹, donnée à l'Université de Lettonie le 12 février 2015 sur la mémoire sociale et l'identité, a mis en avant ces aspects individuels à travers plusieurs sondages.

Ainsi, un sondage de 2008³⁰, commandé par l'Université de Lettonie, s'interroge sur le fait historique dont les Lettons ont le plus honte. Les crimes nazis se retrouvent en deuxième place avec 26 % des habitants de Lettonie qui ont honte de la participation des Lettons dans les crimes nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Ce sentiment de honte diminue avec

²⁶ ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nacionālais apgāds, 2003, p.218.

²⁷ ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nacionālais apgāds, 2003, p.17.

²⁸ Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, p. 16.

²⁹ 73e conférence de l'Université de Lettonie, conduite par ZELČE, Vita, „Recherche sur la mémoire sociale et l'identité, programme national de recherche « Identité nationale », Riga, 12 février 2015.

³⁰ Pētījumu centrs SKDS, « Latvijas sociālās atmiņas monitorings », Valsts pētījumu programmas «Nacionālā identitāte» ietvaros, 2008.

l'âge. Cependant, il importe de noter que la majorité des jeunes éprouvent toujours moins de ressentiments que les adultes par rapport aux faits historiques³¹. Ce constat va à l'encontre de l'éventuelle hypothèse que la problématique de la mémoire collective de la Shoah en Lettonie pourrait s'améliorer avec la génération qui est née après l'année 2000 et qui aura grandi dans un pays membre de l'UE et de l'OTAN. L'autre aspect intéressant à noter est que le sondage révèle une différence entre deux groupes : les Lettons ethniques ont plus honte de la collaboration aux crimes commis lors de l'occupation soviétique alors que les autres minorités habitant en Lettonie, comme les russophones, ont plus honte de la collaboration aux crimes nazis commis lors de l'occupation allemande.

En 2012, un autre sondage sur l'identité nationale³² s'interroge sur les fêtes ou commémorations que les habitants lettons célèbrent. Nonante pour cent ne commémorent pas le 4 juillet, la journée de commémoration du Génocide contre les Juifs. A la question de savoir si la Lettonie devrait prêter davantage d'attention à la date du 4 juillet, 36 % ont répondu que oui et 40 % que non. Ce qui est pertinent est, de nouveau, la différence sociolinguistique : dans les 36 % ayant répondu oui, 27 % sont des Lettons ethniques et 49 % sont des minorités. La façon dont la Lettonie gère son passé peut alors dépendre des groupes ethniques qui composent la population du pays.

Enfin, on peut s'intéresser au sondage international de 2013³³ établissant un index global de l'antisémitisme. Si cette enquête est fortement critiquée à cause de sa méthodologie³⁴, elle a l'avantage d'être internationale avec 100 pays participants. La méthode de l'enquête permet d'établir qu'il y a 28 % des habitants de Lettonie qui sont antisémites, ce qui place le pays dans le milieu du classement européen. Ce qui est intéressant de noter est que la Lettonie se trouve en première place du classement européen quant au nombre de personnes qui sont plutôt d'accord (53 %) avec le stéréotype qui suggère que les Juifs parlent trop de ce qui leur est arrivé durant l'Holocauste. On imagine alors que les Lettons peuvent partager le sentiment que la Shoah leur est imposée, qu'on en parle trop. La Lettonie se retrouve également à la première place dans le classement européen sur la question de savoir si l'histoire relate correctement l'Holocauste : 55 % des Lettons pensent que non. Ce résultat peut être dû au fait que, durant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à son indépendance, la Lettonie était confrontée seulement à l'histoire qui leur était imposée par l'occupant avec une logique de propagande omniprésente. De plus, aujourd'hui les historiens lettons eux-mêmes ne sont pas d'accord sur certains événements, par exemple, sur l'incendie de la synagogue de Riga par le Commando de Arājs du 4 juillet 1941 : certains affirment que 100 personnes ont été brûlées alors que d'autres avancent qu'il n'y a eu aucune victime³⁵. Il semble qu'il n'existe pas encore de consensus sur les vérités historiques.

Niveau politique

Ces sondages montrent qu'il existe bien une problématique sur la mémoire de la Shoah en Lettonie, du moins dans les consciences individuelles. Pour comprendre ce qu'il en est du point de vue collectif, on peut examiner le niveau politique, notamment la position officielle du Ministère des Affaires étrangères de Lettonie. Le site officiel du Ministère insiste beaucoup sur la condamnation par la Lettonie de l'Holocauste, propose des lectures sur les

³¹ Entretien avec Didzis Bērziņš, Riga, 16 février 2015.

³² Pētījumu centrs SKDS, « Latvijas sociālās atmiņas monitorings », 2012, http://www.km.gov.lv/lv/doc/jaunumi/jaunumi_2013/socialas_atminas_monitorings.pdf, consulté le 13 février 2015.

³³ Anti-Defamation League, « ADL GLOBAL 100 », 2014, <http://global100.adl.org/>, consulté le 13 février 2015.

³⁴ La méthodologie du sondage implique un questionnaire avec 11 affirmations dont les réponses possibles sont « plutôt d'accord », « plutôt pas d'accord », « pas d'avis ». Si le répondant est « plutôt d'accord » à 6 affirmations ou plus, il est catégorisé comme arborant des attitudes antisémites.

³⁵ Entretien avec Didzis Bērziņš, Riga, 16 février 2015.

événements historiques de la Seconde Guerre mondiale, tel qu'un documentaire sur la légion lettone, explique la position sur les sujets controversés comme la marche du 16 mars des anciens *Waffen-SS* lettons. On identifie aisément que la thématique de l'Holocauste est prépondérante dans l'onglet «*Information on the History of Latvia*»³⁶. Dès lors, il est possible de remarquer une position plutôt défensive dans le contenu du site du Ministère, on devine alors que le pays doit faire face à de nombreux reproches. On remarque aussi la tendance à rappeler les crimes commis par l'occupation soviétique. Par exemple, le Ministère rappelle: «*Latvia has regularly and consistently condemned the crimes against humanity which were committed by Nazi Germany and the Soviet Union. Latvia condemns the Holocaust and commemorates its victims, as well as supporting education, remembrance and research on the Holocaust*»³⁷. De même, en ce qui concerne la marche du 16 mars, le site du Ministère prend ses distances: «*16 March is not an official state remembrance day. The senior officials and members of government do not participate in 16 March events at the Freedom Monument*»³⁸. Pour justifier le déroulement de cette marche, le Ministère se réfère à la liberté d'expression: «*As a democratic country, Latvia respects and also guarantees freedom of expression and freedom of assembly*»³⁹.

A côté de la position officielle indiquée dans des espaces publics tels que sur le site officiel du Ministère des Affaires étrangères de la Lettonie, il y a aussi un traitement interne au Ministère de ces questions. Ainsi, parmi les enjeux considérés comme sensibles par le Ministère des Affaires étrangères⁴⁰, il y a tout d'abord la thématique de la gestion actuelle par le pays des minorités russes. Mais directement derrière, on retrouve les questions découlant de l'histoire de la Lettonie et des régimes totalitaires que le pays a vécus. Parmi les sujets délicats, on retrouve ainsi celui de l'Holocauste qui décline souvent en questions sur l'antisémitisme en Lettonie. La position officielle à défendre avec des réponses déjà formulées sur les questions concernant ces thématiques est envoyée régulièrement à tous les diplomates lettons dans le monde⁴¹. Ce sont ces mêmes questions auxquelles s'intéressent la communauté scientifique, les organisations internationales, les médias et bien sûr le champ politique. Toutes ces questions sont d'ailleurs celles qui participent à la définition de l'identité nationale de la Lettonie. Le Ministère des Affaires étrangères de Lettonie a donc tout intérêt à minimiser les polémiques concernant les thématiques sensibles sur le plan international et œuvre sans cesse pour une représentation appropriée du pays. Ceci afin d'entretenir ses relations internationales, puisqu'«à l'issue d'un conflit, la manière dont le passé sera présenté par les représentants officiels des groupes - les versions choisies pour constituer leurs mémoires officielles - orientera en grande partie l'évolution de leurs relations»⁴².

A côté des efforts du Ministère des Affaires étrangères pour rappeler chaque année que le gouvernement condamne la Shoah et ne se joint pas aux manifestations telles que celle des anciens légionnaires de la *Waffen-SS*, on peut remarquer qu'un débat politique sur les questions et les conséquences de la Shoah existe. Actuellement, une discussion se déroule sur la question de la restitution des biens à la communauté juive. Le 18 mars 2015, au Parlement letton, le secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires étrangères, Andrejs Pildegovičs, a souligné qu'«en restituant cinq biens à la Communauté juive, la Lettonie montrerait sa bonne

³⁶ Ministère des Affaires étrangères de la Lettonie, <http://www.mfa.gov.lv/en/policy/information-on-the-history-of-latvia>, consulté le 25 février 2015.

³⁷ Ministère des Affaires étrangères de la Lettonie, <http://www.mfa.gov.lv/en/policy/information-on-the-history-of-latvia/the-latvian-government-s-position-on-16-march-events>, consulté le 25 février 2015.

³⁸ *Ibidem*.

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ Documents internes au Ministère des Affaires étrangères de Lettonie.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46(4), p. 572.

volonté pour atténuer les injustices historiques »⁴³. Entre-temps, un membre du Conseil de la Communauté juive de Lettone, Dimitrijs Krupnikovs a déclaré dans une interview à « TV24 Riga » que la communauté juive lettone a droit à 270 bâtiments⁴⁴. Si les discussions apparaissent huileuses au sien du Parlement, elles ont le mérite d'engendrer un débat public sur la question : un projet de loi sur la restitution d'au moins cinq biens, pour lesquels la communauté juive a témoigné le plus d'intérêt, est en cours d'adoption. La majorité des députés du parti nationaliste « Alliance nationale » a voté contre le projet de loi. Le parti conservateur « Du cœur pour la Lettonie » s'est abstenu. Le parti socio-libéral conservateur « Unité », le parti pro-russe « le Centre pour l'Harmonie », le parti écolo « Union des verts et des paysans » et le parti centriste « Association lettone des régions » ont voté pour.

Niveau médiatique

Si au niveau politique, la question de l'Holocauste en Lettonie est classée comme sujet sensible, on peut regarder ce qui en est relaté par la presse internationale.

En examinant les articles de la presse occidentale se rapportant à la Lettonie (rassemblés dans un dossier de presse de la Bibliothèque de Science Po Paris⁴⁵), on peut observer que la thématique de la minorité russophone en Lettonie domine. Néanmoins, en deuxième lieu revient la problématique de la mémoire de la Shoah et ses polémiques les plus sensibles comme la marche du 16 mars. *Le Figaro* du 18 mars 1998 consacre un article au défilé du 16 mars, en évoquant une « manifestation (qui) en dit en tout cas fort long sur les rapports complexes que les Lettons, en plus généralement les Baltes, entretiennent avec leur histoire »⁴⁶. L'article souligne que « victimes de Staline, les Lettons ont bien du mal à reconnaître qu'ils se mirent du côté des bourreaux, quand en 1941, ils accueillirent Hitler à bras presque ouverts, acceptant de se battre sous le drapeau allemand et de participer à l'extermination de dizaines de milliers de Juifs »⁴⁷. *Le Figaro* met déjà en avant le défi difficile auquel doit faire face le pays dans sa réconciliation avec l'histoire : « la redécouverte d'une identité nationale bafouée par 45 ans d'occupation soviétique rend éminemment difficile une lecture objective du passé »⁴⁸.

The Herald Tribune du 31 mars 2000 publie un article intitulé « *Latvians Still Choosing sides in World War II* » et évoque la création d'une concurrence entre la mémoire des crimes soviétiques et nazis. En se référant à Armands Gūtmanis, secrétaire d'Etat adjoint en 2000, l'article explique sa position : « *he made clear, that many Latvians feel Soviet crimes are being underplayed by Western countries* »⁴⁹. En se référant aux propos d'Armands Gūtmanis, l'article évoque que la Lettonie n'a aucun problème à gérer la mémoire de l'Holocauste ; en fait, ce qui inquiète les Lettons c'est que les Occidentaux ne payent pas assez d'attention aux crimes soviétiques. Dans une logique similaire, *The Economist* du 24 juin 2000 met en avant l'occultation de la mémoire de la Shoah par la mémoire de l'occupation soviétique : « *having experienced both kinds of occupation, no doubt many Latvians did think the Soviet type was worse. For Latvia's many Jews, of course, nearly all of whom perished, it was the other way* ».

⁴³ Baltic News Service, « Atdodot piecus īpaumus ebreju kopienai, Latvija noverstu vesturisko netaisnību », <http://www.bns.lv/topic/1113/news/49133291/>, consulté le 18 mars 2015.

⁴⁴ Finance Net, « Krupņikovs : daļa no 270 īpašumiem jāatdod ebreju kopienai; par pārējiem jāmaksā atlīdzība », http://financenet.tvnet.lv/viedokli/545661-krupnikovs_dala_no_270_ipasumiem_jaatdod_ebreju_kopienai_par_parejiem_jamaksa_atlidziba, consulté le 29 janvier 2015.

⁴⁵ « Vie politique en Lettonie : dossier de presse », Fondation nationale des sciences politiques, Centre de documentation contemporaine (France), Bibliothèque de Science Po Paris, (consulté le 30 janvier 2015).

⁴⁶ MANDEVILLE, Laure, « Riga : le défilé des vétérans de la Waffen SS », *Le Figaro*, 18 mars 1998.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ MANDEVILLE, Laure, « Riga : le défilé des vétérans de la Waffen SS », *Le Figaro*, 18 mars 1998.

⁴⁹ WILLIAMS, Daniel, « Latvians Still Choosing sides in World War II », *The Herald Tribune*, 31 mars 2000.

round - and Latvia has shown regrettably little enthusiasm so far for prosecuting those who did collaborate zealously with the Nazis »⁵⁰. La perception du passé diffère alors selon le positionnement adopté.

La presse du début des années 2000 se consacre beaucoup au travail de l'ancienne Présidente Vaira Vīķe-Freiberga dans l'amélioration de la situation. Dans ce contexte, *Le Monde* du 18 octobre 2000 publie un article sur la conférence internationale sur la Shoah du 16 octobre 2000 organisée à Riga par la présidente de l'époque Vaira Vīķe-Freiberga. L'article présente le discours de la présidente et évoque « le processus long et douloureux de réappropriation de la mémoire »⁵¹ qui a commencé en Lettonie après l'absence de toute explication de la Shoah durant l'occupation soviétique.

Récemment, *Le Monde* du 17 mars 2015, le lendemain de la marche du 16 mars des anciens légionnaires à Riga, publie un article « Bataille de mémoires en Lettonie », mettant également en avant le rapport complexe que le pays entretient avec son histoire. L'auteur, Benoît Vitkine, y met en perspective la mémoire des russophones de Lettonie qui commémorent le 9 mai, célébration de la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie, et la mémoire des Lettons ethniques qui célèbrent le 16 mars, commémoration des soldats lettons ayant combattu l'URSS au sein des divisions *Waffen-SS* allemandes : « deux fois par an, l'histoire bafouille en Lettonie. Le 9 mai et le 16 mars, les blessures anciennes de ce pays de 2 millions d'habitants entrent dans une dangereuse collision avec ses divisions actuelles »⁵². Derrière cette « bataille de mémoires », et comme l'ont montré quelques sondages (cf. section *Niveau individuel*), il existe ainsi des aspects sociolinguistiques qui divisent la mémoire lettone en deux perceptions différentes de l'histoire – celle des russophones et celle des Lettons ethniques.

Cette année, suite à la polémique désormais annuelle qui apparaît dans la presse internationale sur le défilé du 16 mars des anciens légionnaires de la *Waffen-SS* – polémique largement alimentée par la presse russe comme *La Voix de la Russie*⁵³, *RIA Novosti*⁵⁴ ou *RuBaltic*⁵⁵ – des historiens lettons proposent un document informatif intitulé « 16 March explained » dans lequel ils mettent en avant l'utilisation par la Russie de cette date pour discréditer l'image du pays : « *These actions are part of Russia's information war which has significantly intensified following the Russian Federation's aggressive acts and overt violations of international law carried out against Ukraine* »⁵⁶. Dans ce contexte de « guerre de l'information », l'historien de l'Université de Lettonie, Inesis Feldmanis, souligne clairement que le 16 mars est utilisé à des fins de propagande russe⁵⁷. La presse française ne cache pas le caractère indignant de cette marche, mais est d'accord sur l'apparente utilisation par la Russie : « la procession de

⁵⁰ *The Economist*, « Andris Berzins, a hard-pressed Latvian », 24 juin 2000.

⁵¹ VERNET, Daniel, « La réappropriation de notre mémoire est un processus douloureux que nous avons commencé », *Le Monde*, 18 octobre 2000.

⁵² VITKINE, Benoît, « Bataille de mémoires en Lettonie », *Le Monde*, 17 mars 2015, http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/03/17/bataille-de-memoires-en-lettonie_4595064_3214.html, consulté le 18 mars 2015.

⁵³ La voix de la Russie, « L'UE autorisera-t-elle la Lettonie à récompenser les anciens Waffen SS ? », 6 mars 2013, http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2013_03_06/LUE-autorise-la-Lettonie-a-embellir-les-anciens-SS/, consulté le 15 mars 2015.

⁵⁴ RIA Novosti, « Шествие легионеров СС: марш в отставку », 11 mars 2015, <http://ria.ru/analytics/20150311/1051960676.html>, consulté le 15 mars 2015.

⁵⁵ BOLDOVA, Elizabeth, « Шествия на День независимости пятнают литовскую демократию », *RuBaltic*, 10 mars 2015, <http://www.rubaltic.ru/article/politika-i-obshchestvo/10032015-shestviya/>, consulté le 15 mars 2015.

⁵⁶ Latvijas vēstures mazās bibliotēkas atbalsta fonds, « 16 March explained », http://demoshistoria.lv/images/16.marts_en.pdf, consulté le 11 avril 2015.

⁵⁷ Latvijas vēstures mazās bibliotēkas atbalsta fonds, « Vēsturnieki īpašā info materiālā skaidro 16. martu », <http://demoshistoria.lv/vesture-un-politika/vesturnieki-ipasa-info-materiala-skaidro-16-martu>, consulté le 11 avril 2015.

ces “héros” (...) a de quoi surprendre voire choquer. Elle offre aussi l’occasion aux autorités russes de dénoncer “la montée du fascisme” dans les pays baltes». ⁵⁸ On retrouve donc des articles «condamnant» la situation en Lettonie, mais qui mettent parallèlement en avant la complexité de la relation qu’entretient le pays avec son histoire et identifient les aspects actuels comme la propagande russe.

Niveau culturel

Un fait illustrant parfaitement la question de la propagande russe est l’annulation d’un évènement culturel : une exposition intitulée « Enfance volée. Victimes de l’Holocauste vues par les enfants détenus dans le camp de concentration nazi de Salaspils » au siège de l’UNESCO à Paris. Selon *La voix de la Russie*, « Riga a expliqué sa décision d’annuler une exposition sur l’Holocauste à Paris par le préjudice que cette manifestation porterait atteinte à l’image de la Lettonie pendant sa présidence de l’UE » ⁵⁹. Le 26 janvier 2015, Sanita Pavluta-Deslandes, Ambassadeur de Lettonie en France, écrit une note verbale adressée à Roger Cukierman, Président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, dans laquelle elle explique :

La Lettonie n’a ni annulé, ni interdit la tenue de l’exposition « L’Enfance volée » à l’UNESCO. (...) Nous avons pu constater qu’il s’agissait d’une exposition et d’un film de M. Alexander Dyukov et sa fondation „ Mémoire Historique », déjà exposés à Moscou en 2012 et ayant créé un scandale à l’époque à cause de la déformation clairement tendancieuse et venimeuse de l’histoire lettone. (...) Compte tenu également du fait que son auteur A. Dyukov a publiquement menacé de faire exploser une ambassade lettone et d’exécuter nos citoyens, nous avons informé la Délégation permanente de Russie de nos observations et indiqué qu’il était impossible à la Lettonie de s’associer à une telle manifestation. Toutefois, dans l’esprit de commémorer la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l’Holocauste, nous avons proposé à la Délégation de Russie une coopération pour présenter au siège de l’UNESCO une exposition de qualité et en rapport direct avec le thème de l’Holocauste, notamment en proposant la projection d’un documentaire „Controversial History » (...). A ce jour, nous n’avons pas reçu de réponse. ⁶⁰

Un autre évènement culturel a suscité l’indignation dans le milieu international : le spectacle musical sur la vie de Herberts Cukurs, aviateur letton ayant été membre du Commando de Viktors Arājs, responsable de l’extermination de Juifs durant la Shoah en Lettonie. Ce spectacle, dont l’avant-première s’est produite le 11 octobre 2014, suscite de vives polémiques en Lettonie et à l’étranger. Le 24 octobre 2014, le Ministère des Affaires étrangères d’Israël condamne le spectacle qui glorifie un letton nazi, criminel de guerre ⁶¹. Le directeur du Centre Simon Wiesenthal de Jérusalem, Efraim Zuroff, en fait de même ⁶². En

⁵⁸ JACOB, Antoine, « Une marche d’anciens SS fait polémique en Lettonie », la Croix, 16 mars 2015, <http://www.la-croix.com/Actualite/Europe/Une-marche-d-anciens-SS-fait-polemique-en-Lettonie-2015-03-16-1291560>, consulté le 20 mars 2015.

⁵⁹ La Voix de la Russie, « Exposition sur la Shoah annulée : la Lettonie craint pour son image », 20 janvier 2015, http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/news/2015_01_20/Exposition-sur-la-Shoah-annulee-la-Lettonie-craint-pour-son-image-6813/, consulté le 20 janvier 2015.

⁶⁰ Sanita Pavluta-Deslandes, Ambassade de Lettonie en France, Note verbale adressée à M. Roger Cukierman, Paris, 26 janvier 2015.

⁶¹ The Times of Israel, « Israel slams Latvian musical celebrating Nazi’s life », 24 octobre 2014, <http://www.timesofisrael.com/israel-slams-latvian-musical-celebrating-nazis-life/>, consulté le 15 avril 2015.

⁶² Simon Wiesenthal Center, « Herberts Cukurs: Certainly Guilty », 7 juin 2005, <http://www.wiesenthal.com/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=IsKWlBpJLnF&b=4442249&ct=5853335>, consulté le 15 avril 2015.

Lettonie, certains mettent en avant le droit à la liberté de l'expression comme justificatif⁶³, cependant, le ministre des Affaires étrangères letton, Edgars Rinkēvičs, déclare rapidement que le spectacle est de « mauvais goût », il ajoute que le spectacle est un événement privé qui, en aucun cas, ne représente la position officielle de la Lettonie⁶⁴. La mise en place de ce spectacle montre que, dans leur conscience individuelle, les Lettons peuvent avoir du mal à reconnaître la part de responsabilité des leurs dans la Shoah. Dans ce cas précis, ils voient avant tout en la figure de Herberts Cukurs un « héros » letton et, par conséquent, ont tendance à laisser dans l'ombre le fait que ce « héros » a participé à la Shoah. A travers la figure de Herberts Cukurs, on identifie cette position contradictoire de l'identité qui oscille ici entre héros et coupable.

En passant par les aspects historiques, individuels, politiques, médiatiques et culturels, nous pouvons conclure que la problématique de la mémoire de la Shoah est vivante et actuelle. Tirant ses fondements dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, elle est surtout née avec l'indépendance de la Lettonie après l'occupation soviétique ; moment où le pays a pu commencer à renouer avec son histoire. La résonance de la problématique s'est intensifiée dans les années 2000 avec la volonté de la Lettonie de se joindre à l'OTAN et à l'Union européenne, ce qui parallèlement a poussé l'Occident à s'intéresser à ce pays et a engendré des critiques quant à la gestion par la Lettonie de son passé. Aujourd'hui, cette problématique crée encore de nombreuses polémiques et comporte un réel défi auquel la Lettonie doit faire face. Ceci, alors que la Shoah est pourtant une composante non négligeable de l'histoire de la Lettonie.

Laurent Licata, Olivier Klein et Raphaël Gély nous disent que le défi de la gestion de la mémoire collective est triple : « permettre la reconnaissance et favoriser la guérison des souffrances individuelles ; préserver l'identité sociale des groupes ; leur permettre de vivre ensemble en paix »⁶⁵. Par une analyse des musées, qui peuvent se retrouver au carrefour de ces différentes problématiques, cette étude vise à comprendre comment la Lettonie répond à ce triple défi et à mettre en lumière les enjeux qui peuvent se cacher derrière la gestion mémorielle de la Shoah.

⁶³ AVOTIŅŠ, Viktors, « Autors ņem varoni, kādu grib », *Neatkarīgā Rīta Avīze*, 17 octobre 2014, <http://nra.lv/viedokli/viktors-avotins/127198-autors-nem-varoni-kadu-grib.htm>, consulté le 15 avril 2015.

⁶⁴ Baltic News Service, « Arlietu ministrs : uzvedumi par Cukuru nav laba gaume », 10 octobre 2014, <http://www.bns.lv/topic/1113/news/48353652/print/true/>, consulté le 15 avril 2015.

⁶⁵ LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46(4), p. 583.

2. La mémoire de la Shoah dans les recherches

2.1. La Shoah

Dans l'Europe occidentale et les Etats-Unis, la thématique de l'Holocauste est nettement présente dans la vie culturelle, littéraire, artistique avec des œuvres hautement reconnues par la société : « *The Holocaust is currently the subject of enormous popular interest. Films, novels and paintings explore its horrors and mysteries* »⁶⁶. C'est donc naturellement que l'Holocauste est devenu un objet d'étude de plus en plus analysé par un corps scientifique pluridisciplinaire, et ce depuis les années 1960⁶⁷. Dans ces sociétés, il s'agit clairement d'une thématique témoignant d'un grand intérêt permanent surtout de la part des sciences humaines, Mark Roseman, historien anglais, affirme cela déjà en 2001 : « *the Holocaust continues to be a moving and fruitful area of research (...). Traditional questions about its origins have been complemented by new lines of enquiry about its personal and collective impact, about memory, and about the way it is commemorated and represented* »⁶⁸. L'étude de la Shoah n'est donc pas épuisée et offre encore un large champ de possibilités d'approches pour les chercheurs. Ces recherches peuvent même apparaître plus fructueuses à l'heure actuelle, car permettant de prendre le recul nécessaire : « *Above all, the passage of time has allowed an 'engaged detachment' to emerge that is the prerequisite of the best scholarship. (...) That is why it is only now, half a century later, that such a rich and mature set of historical discourses is emerging* »⁶⁹.

En conséquence, la commémoration de la Shoah est devenue une partie fondamentale de la définition de l'humanisme européen et un concept dominant dans les discours culturels occidentaux. Certains avancent l'idée qu'il s'agit même d'une condition d'adhésion à l'Union européenne. Emmanuel Droit, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Rennes II, explique que l'Union est un « entrepreneur de mémoire »⁷⁰ qui prescrit des critères mémoriels sur le modèle des critères d'adhésion de Copenhague de 1993, ainsi « la Shoah représente un critère implicite d'entrée dans le "club", une sorte de critère mémoriel de Copenhague »⁷¹. Par conséquent, la mémoire des pays candidats à l'adhésion devrait se soumettre à une occidentalisation pour pouvoir faire partie de la communauté européenne – ce que les sociétés de l'Est perçoivent négativement, en y voyant un « impérialisme culturel occidental »⁷² et qui pourrait être aussi une conséquence de la mondialisation.

2.2. La Shoah en Lettonie

Dans ces recherches occidentales sur la Shoah, on retrouve également des études sur la façon dont l'Europe de l'Est et notamment les pays baltes pensent la Seconde Guerre mondiale. La problématique de la gestion de la Shoah dans les pays baltes apparaît récemment, à partir des années 2000, mais les chercheurs présentent déjà de nombreux cadres d'approche possibles. En 2005, Béatrice Madiot, Maître de conférences en Psychologie sociale à l'Université de Picardie Jules-Verne, adopte une approche générale et étudie les principales composantes de l'identité nationale et de la mémoire collective de la Lettonie en mettant en avant « la nature

⁶⁶ ROSEMAN, Mark., « Recent writing on the Holocaust », *Journal of Contemporary History*, 36 (2), 2001, p. 361.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ *Ibid.*, p.372.

⁶⁹ *Ibidem*.

⁷⁰ DROIT, Emmanuel, « Tout citoyen européen doit garder en mémoire Auschwitz et Kolyma », *Nouvelle Europe*, Mercredi 31 octobre 2007, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/295>, consulté le 30 mars 2015.

⁷¹ DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, p. 105.

⁷² *Ibid.* p. 107.

comme axe de l'identité nationale »⁷³ et « le chant comme véhicule de la mémoire et de l'identité collective »⁷⁴. Elle analyse les expressions culturelles de la Lettonie toujours en les mettant en perspective par rapport aux événements historiques que le pays a vécus. Elle explique que « l'identité de ce peuple a sans cesse été battue en brèche, sinon muselée en ses fondements »⁷⁵. Béatrice Madiot met particulièrement en avant le côté actuel victimaire de l'identité et le recours à la nostalgie « pour affirmer une identité en souffrance dans le présent »⁷⁶. Les réflexions de Béatrice Madiot nous apportent un éclaircissement essentiel pour comprendre l'identité nationale de la Lettonie avec ses souffrances vécues qui ont tendance à se manifester actuellement dans un romantisme national et dans l'attitude visant à adopter une position victimaire. Le problème est que des faits historiques se retrouvent hypertrophiés alors que d'autres restent dans l'oubli. Cela mène à une « omission (qui) peut s'expliquer par la difficulté à gérer un passé douloureux »⁷⁷. L'identité nationale s'en retrouve brouillée avec « ce passé (qui) renvoie les Lettons à un statut de vaincus, de victimes et/ou de collaborateurs »⁷⁸. Par cette approche, Béatrice Madiot met particulièrement bien en lumière les paradoxes qui constituent actuellement l'identité collective lettone, oscillant tantôt entre victime et coupable.

En 2007, Emmanuel Droit étudie les mémoires de l'Europe. Il identifie une concurrence entre la mémoire des crimes nazis et la mémoire des crimes soviétiques et parle du « Goulag contre la Shoah »⁷⁹. Pour lui, la mémoire collective de l'Europe de l'Est se différencie de celle de l'Ouest, à un tel point qu'il existe un « rideau de fer mémoriel »⁸⁰ qui place les pays de l'ex-URSS « en décalage par rapport aux pays de l'Europe occidentale où la mémoire de la Shoah occupe les trois quarts de l'espace mémoriel lié à la Seconde Guerre mondiale, tandis que le Goulag constitue un véritable trou de mémoire »⁸¹. Emmanuel Droit explique, qu'à l'Ouest, le paradigme de la Shoah est devenu universaliste : « la Shoah est désormais considérée comme une rupture civilisationnelle si forte qu'Auschwitz est devenu aujourd'hui la signature de toute une époque, celle du 20^e siècle »⁸². En réponse, les pays de l'Est, où n'existe pas cette mémoire universalisant la Shoah, souhaitent obtenir la reconnaissance d'une égalité entre les crimes nazis et les crimes soviétiques. Dans ce contexte, Emmanuel Droit rappelle les paroles de Sandra Kalniete en 1990 alors qu'elle était ministre des Affaires étrangères : « Ils [les chercheurs] prouvent que les deux régimes totalitaires – nazisme et communisme – étaient criminels. Il ne doit jamais y avoir une différence entre eux sous prétexte qu'une partie était rangée du côté des vainqueurs »⁸³. Cette fracture de la mémoire collective entre l'Ouest et l'Est amène à des « soupçons réciproques de négationnisme »⁸⁴. Emmanuel Droit affirme le côté victimaire du peuple letton que Béatrice Madiot avait déjà identifié dans son étude de l'identité lettone, par conséquent, « lorsque l'Occident leur (aux pays de l'Europe postsocialiste) demande de se souvenir de la Shoah, ces pays songent avant tout à mettre en lumière leur rôle de victime et à prendre leur distance vis-à-vis de la mémoire officielle

⁷³ MADIOT, Béatrice, « La Lettonie et l'Europe : identité nationale et mémoire collective », *Connexions*, 2005/2 no 84, p. 114.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 116.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 111.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 126.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 118.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 120.

⁷⁹ DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, p. 101.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 103.

⁸¹ *Ibidem.*

⁸² *Ibid.*, p. 104.

⁸³ Sandra Kalniete citée par DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, p. 101.

⁸⁴ DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, p. 102.

soviétique »⁸⁵. On assiste alors aux excès de la nationalisation de l'histoire qui est intervenue après l'indépendance des pays de l'ex-URSS.

Catherine Coquio, professeur de littérature comparée à l'Université de Paris IV-Sorbonne, enseignant actuellement à l'université de Poitiers et responsable du groupe de recherches « Littérature et savoirs à l'épreuve de la violence politique : génocide et transmission », s'inscrit dans la même lignée qu'Emmanuel Droit, en étudiant en 2008 les camps nazis et soviétiques d'Europe. Elle met en lumière la « guerre des mémoires », terme aussi utilisé par Eva-Clarita Onken, pour qui ces guerres mémorielles sont inévitables dans le processus de réconciliation des républiques postsocialistes avec leur histoire : « *these 'memory wars'(..), as well as recurrent uses of the past for political claims among policy-makers, can be seen as inevitable in a process by which the young nation-states seek to establish 'historical truth' after 50 years of totalitarian memory manipulation and historical falsification* »⁸⁶.

Pour Catherine Coquio, il s'agit surtout d'une « guerre des monuments » présente en Europe de l'Est, notamment dans les Pays baltes où, « le poids des milliers de déportations en Sibérie rend l'histoire nazie d'autant plus légère que l'existence de la collaboration avec la *Waffen-SS* est difficile à avouer »⁸⁷. Il s'en suit même une « guerre des mots », par exemple, concernant les termes de camps, déportations et génocides dont l'interprétation se différencie selon qu'on soit en Europe de l'Ouest ou de l'Est. Tout comme Emmanuel Droit, elle identifie alors cette rupture qui divise l'Europe. A l'Ouest, le travail de mémoire est orienté vers les crimes nazis et on assiste à une marginalisation de la mémoire de l'occupation soviétique qui, néanmoins, « n'est pas due seulement à la part croissante faite à la mémoire de la Shoah. Elle constitue un fait social, culturel et aussi politique, même s'il relève de l'impensé plutôt que de l'acte »⁸⁸. De fait, dans les pays occidentaux, on parle moins des crimes communistes, que ce soit de ceux commis en Europe ou ailleurs comme en Chine. En revanche, dans les pays de l'ex-URSS, « le travail de mémoire s'effectue bien en direction des crimes communistes, sur fond d'une montée des nationalismes que ne saurait endiguer la fragile entente européenne »⁸⁹. La mise en avant des crimes communistes peut alors s'accompagner d'une mise à l'écart des crimes commis sous l'occupation nazie, ce qui peut amener une problématique de l'antisémitisme. Catherine Coquio souligne finalement le caractère très actuel de la problématique plus générale de la gestion de la mémoire collective de la Shoah dans les pays baltes : « Si la guerre froide est un vieux souvenir, la mémoire des déportations nazies et soviétiques continue, elle, d'ulcérer les consciences, et de peser sur l'Europe d'aujourd'hui, entamant la confiance dans l'avenir »⁹⁰.

Luc Lévy, ancien responsable des Relations internationales du Mémorial de la Shoah de Paris, adopte une approche plus ciblée en étudiant spécifiquement la communauté juive de Lettonie. Il retrace son histoire qui s'inscrit dans un processus d'évolution « de l'oubli à la mémoire »⁹¹. La mémoire de la Shoah est devenue plus centrale à partir de l'indépendance, mais surtout des années 2000, notamment grâce aux actions de l'ex-présidente Vaira Vīķe-Freiberga, qui durant ses deux mandats, « s'est fixée pour objectif de faire comprendre et de faire accepter à ses concitoyens la centralité de la mémoire de la Shoah, tout en donnant des gages de sa volonté de rappeler sans cesse à l'extérieur combien fut douloureux le passé de la Lettonie »⁹².

⁸⁵ *Ibid.*, p. 107.

⁸⁶ ONKEN, Eva-Clarita, « Memory and democratic pluralism in the Baltic states – rethinking the relationship », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 41, No. 3, 2010, p. 277.

⁸⁷ COQUIO, Catherine, « La mémoire des « camps » en Europe : surdité et chassés-croisés », *Hermès, La Revue*, 2008/3 No. 52, p. 124.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 120.

⁸⁹ *Ibidem*.

⁹⁰ *Ibid.* p. 124.

⁹¹ LÉVY, Luc, « Les Juifs de Lettonie. De l'oubli à la mémoire », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/3 n° 1061, p.76.

⁹² *Ibid.*, p. 83.

Néanmoins, s'il y a un processus d'inscription de la mémoire de la Shoah dans la mémoire collective de la Lettonie, Luc Lévy identifie une ignorance quant aux crimes du nazisme : « les tentatives lettones pour mettre en parallèle les crimes du nazisme et du communisme, ainsi que l'emploi du terme de génocide pour qualifier la terreur communiste témoignent surtout de l'ignorance collective des crimes spécifiques du nazisme »⁹³. Si le terme d'« ignorance collective » de Luc Lévy apparaît plutôt radical, finalement, il rappelle bien les enjeux principaux de la Lettonie à l'heure de son appartenance à l'Union européenne qui sont : « l'ancrage européen de ce pays à travers la reconnaissance de la diversité de ses racines, la réconciliation entre la construction identitaire de l'Etat-nation et la pluralité des univers culturels, ainsi que l'acceptation d'une représentation nationale faite d'ombres et de lumières »⁹⁴.

Tout comme Luc Lévy, Juliette Denis, qui a achevé une thèse sur « La soviétisation de la Lettonie (1939-1949) » à l'Université de Paris Ouest Nanterre, propose une approche ciblée en étudiant un groupe précis. En 2013, elle s'interroge sur le statut idéologique des déplacés baltes en Allemagne après la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, qui sont tantôt considérés comme complices de Hitler, surtout par l'URSS, tantôt comme des victimes de Staline, et ce dans les discours baltes. L'intérêt de l'approche de Juliette Denis, particulièrement pertinente pour cette recherche, est la mise en avant du paradoxe qui peut exister dans l'identité d'un groupe : « Du fait de leur double expérience, une année de soviétisation en 1940-1941 puis trois à quatre ans d'occupation nazie de 1941 à 1945 avant la reconquête soviétique, les DPs [déplacés] baltes incarnent un "entre-deux européen" au profil ambigu »⁹⁵. Ce profil comporte un paradoxe qui se traduit par deux rôles contradictoires attribués aux mêmes individus d'un groupe – les déplacés baltes d'après-guerre peuvent être considérés comme coupables, mais aussi comme victimes. Pour prolonger la pensée de Juliette Denis, on peut s'interroger sur la manière dont ces deux positionnements coexistent aujourd'hui dans les sociétés baltes et dans leur identité nationale. On notera que Juliette Denis s'intéresse aussi au cas de la Lettonie dans l'étude de la propagande, prenant l'exemple russe durant les débuts de la seconde occupation soviétique ou encore l'exemple du processus de « resoviétisation » qu'a connu la Lettonie⁹⁶.

Le cas de la Lettonie et de la désinformation intéresse aussi des auteurs étrangers comme le journaliste finlandais, Jukka Rislakki, qui en consacre le livre « *The Case for Latvia: Disinformation Campaigns Against a Small Nation* » (largement reconnu par les Lettons et même traduit en letton). Jukka Rislakki y déconstruit de nombreux stéréotypes comme les questions relatives à la minorité russophone de Lettonie. Le livre aborde aussi la question de la participation des Lettons à la Shoah. L'auteur explique : « *Everything was ordered, organized and directed by the Germans (..), there was no "Germanless Holocaust"* »⁹⁷. Il continue en mettant en avant l'impossibilité des lettons d'agir : « *many Latvians watched what occurred during the German occupation with indifference, horror or helplessness. The vast majority of the population respected the rule of law* »⁹⁸. Selon Jukka Rislakki, s'il y avait des antisémites en Lettonie dont nombreux ont rejoint le Commando de Arājs qui a effectivement participé à la Shoah, la nation n'était pas antisémite en elle-même. Quant aux légionnaires lettons de la *Waffen-SS*, l'auteur rappelle le caractère forcé du recrutement : « *When far too few Latvians volunteered, compulsion was resorted to: from March 1943 Latvian young men*

⁹³ *Ibid.*, p. 82.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 83.

⁹⁵ DENIS, Juliette, « Complices de Hitler ou victimes de Staline ? Les déplacés baltes en Allemagne de la sortie de guerre à la guerre froide », *Le Mouvement Social*, 2013/3 n° 244, p. 81

⁹⁶ DENIS, Juliette, « Identifier les « Éléments ennemis » en Lettonie, Une priorité dans le processus de resoviétisation (1942-1945) », *Cahiers du monde russe*, 2008/2 Vol 49, pp. 297-318.

⁹⁷ RISLAKKI, Jukka, *The Case for Latvia: Disinformation Campaigns Against a Small Nation : Fourteen Hard Questions and Straight Answers about a Baltic Country*, Rodopi, 2008, p. 114-115.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 112.

were conscripted into the Lettische SS-Freiwilligen Legion »⁹⁹. De plus, la légion était SS que de par son nom, car l'objectif était avant tout de combattre l'armée rouge : « *They did not take part in guarding concentration camps or ghettos; they fought exclusively at the front, and only against the Red Army, not against the Western allies* »¹⁰⁰. On notera que la Lettonie utilise ces mêmes aspects pour justifier l'existence de la marche du 16 mars.

Sophie Wahnich, historienne française, propose une analyse des musées d'histoire européens consacrés aux tragédies que l'Europe a vécues. Ce faisant, dans son article « Transmettre l'effroi, penser la terreur » elle met en avant le fait que les formes muséales se rassemblent, mais qu'une sélectivité influence la reconstruction du passé, « comme si chacun des peuples ne pouvait monumentaliser qu'une part de son expérience propre, continuant à se détourner de certaines des têtes de Méduse (Heer 2005) qui hantent l'Europe »¹⁰¹. Par cette sélectivité présente dans les musées, Sophie Wahnich met en doute « leur capacité à dire l'histoire complexe, faite de décisions individuelles et collectives, de positions contradictoires, de discontinuités, au profit de mémoires majoritaires qui se veulent consensuelles »¹⁰². Finalement, elle discerne la diversité dans la manière de transmettre l'effroi et de penser la terreur : « cette diversité est celle non seulement des mémoires, mais aussi des manières de construire au présent l'espace réservé à l'histoire critique que Jürgen Habermas appelait de ses vœux, l'histoire critique des terreurs qui ont sévi en Europe »¹⁰³.

Plus tard, en 2010, Sophie Wahnich décide de se concentrer sur cette diversité des mémoires en analysant la mémoire de la Shoah des pays de l'Europe de l'Est et particulièrement de la Lituanie. Dans son article « Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe », elle s'interroge sur la ville de Vilnius, considérée avant comme la Jérusalem du Nord, mais « où cette histoire [juive] est recouverte par celle de l'oppression communiste »¹⁰⁴ et où désormais est présente « une falsification de la langue qui est aussi une falsification de l'histoire »¹⁰⁵. Sont alors créés des nids propices à la naissance d'attitudes antisémites avec des habitants qui « ne supportent plus qu'on cache les souffrances des Litvaniens au profit des souffrances juives »¹⁰⁶. Sophie Wahnich explique que dans les Pays baltes, la mémoire de la Shoah est loin d'être une priorité, cela même après leur adhésion à l'Union européenne, « s'il est interdit de taire le génocide des Juifs quand on appartient à l'Europe élargie, ces versions de l'histoire hybride conduisent à ne plus considérer le génocide des Juifs comme un événement singulier »¹⁰⁷. Condamnant la politique mémorielle de tous les Pays baltes, Sophie Wahnich s'intéresse aussi à la Lettonie et au Musée de l'Occupation avec sa présentation de l'extermination des Juifs qui « n'est pas absente, plutôt silencieuse que tue (..), traitée sur un mode standard et informatif, elle conduit *in fine* à ne pas vraiment interroger les conditions de possibilité de la disparition de 25 000 Juifs »¹⁰⁸. Sophie Wahnich conclut de nouveau par l'existence en Europe de mémoires multiples, « si l'histoire européenne est commune, l'expérience de cette histoire se démultiplie dans des hybridations pour le moins ambiguës à l'égard du nazisme et de la culture antinazie classique »¹⁰⁹.

Bella Zisere, ayant étudié à l'Université de Paris-Est Créteil, a fait de la mémoire collective de la Shoah dans les pays baltes un de ces principaux objets d'étude. Elle a étudié l'évolution de la mémoire de la Shoah en Lettonie et propose une approche spécifique, en étudiant les

⁹⁹ *Ibid.*, p. 127.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 129.

¹⁰¹ WAHNICH, Sophie « Transmettre l'effroi, penser la terreur », *Gradhiva*, N° 5, 2007, p. 26.

¹⁰² *Ibid.*, p. 36.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 27.

¹⁰⁴ WAHNICH, Sophie, « Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe », *Vacarme*, N° 52, 2010, p. 80.

¹⁰⁵ *Ibidem*.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 81.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 81.

¹⁰⁸ WAHNICH, Sophie, « Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe », *Vacarme*, N° 52, 2010, p. 82.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 82.

changements intervenus dans l'attitude de la communauté juive de Lettonie. Durant l'occupation soviétique qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la communauté juive pouvait se remémorer le génocide seulement de manière privée dans l'illégalité : « *the majority of them never talked about the Shoah in public, afraid of trouble from the authorities. While refusing to forget, many Latvian Jews nonetheless conformed to the Soviet policy of official silence* »¹¹⁰. Depuis l'indépendance de la Lettonie, la communauté a pu officiellement commencer le travail de mémoire, mais non sans se heurter à certaines difficultés. En effet, si la Lettonie condamne officiellement la Shoah et commémore ses victimes, des événements perturbent cette mémoire comme la parade annuelle du 16 mars des anciens légionnaires de la *Waffen-SS* : « *Such events refresh the memory of the genocide within the Jewish community, and provide an incentive for Latvian Jews to continue the work of memory and show the importance of this work in contemporary Latvia* »¹¹¹. Dès lors, si le travail de la mémoire de la Shoah est devenu légitime après l'indépendance de la Lettonie, il n'en reste pas moins qu'il fait face à des difficultés : « *Most Latvian Jews remain generally inactive, reluctant to discuss or promote the issue, or to support education about the Shoah in Latvian schools (...). They perceive themselves as being implicitly excluded from a wider society that is Antisemitic in its essence and therefore potentially dangerous* »¹¹². En conséquence, non seulement la gestion de la mémoire de la Shoah apparaît difficile parmi les Lettons ethniques, mais cette difficulté concerne aussi la communauté juive de Lettonie.

Céline Bayou, professeur à Institut français des langues et civilisations orientales, et Eric Le Bourhis, journaliste français, analysent également la situation en Lettonie en prenant le cas du camp de concentration de Salaspils. Les auteurs mettent en avant les désaccords internes au pays quant à certains faits historiques comme « des évaluations disparates du nombre des victimes »¹¹³ selon les sources. Cela s'explique notamment par le fait que les sources historiques premières ont disparu. Ils identifient alors des positions internes très diverses. Il semble qu'en Lettonie il n'existe pas de consensus historique, « les débats, qui impliquent des parties très diverses (...) aux approches très différentes débouchent sur de nombreux quiproquos »¹¹⁴. Ces désaccords reflètent les difficultés de la Lettonie à écrire elle-même son histoire, à construire son identité nationale.

En prenant l'exemple du camp de concentration de Salaspils en Lettonie qui a fait 53.700¹¹⁵ victimes, Céline Bayou et Eric Le Bourhis identifient un « rendez-vous manqué entre histoire et mémoire »¹¹⁶. La polémique de ce camp se fonde sur le fait que le mémorial de Salaspils utiliserait les victimes des crimes nazis pour commémorer les victimes des crimes soviétiques, l'aspect commémoratif se mouvant « en double dédicace aux victimes des deux oppressions »¹¹⁷, allemande et soviétique. Céline Bayou et Eric Le Bourhis concluent que le mémorial de Salaspils traduit le rapport complexe qu'entretient la Lettonie avec son histoire : « En ne parvenant pas à rassembler la population autour d'une histoire qui ne serait plus ni faussée ni mutilée, il révèle bien l'existence de mémoires *a priori* incompatibles qui se

¹¹⁰ ZISERE, Bella, « The memory of the Shoah in the post-soviet Latvia », *East European Jewish Affairs*, Vol. 35, No. 2, 2005, p. 160.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 161.

¹¹² *Ibid.*, p. 163.

¹¹³ BAYOU, Céline, LE BOURHIS, Eric, « Rendez-vous manqué entre histoire et mémoire, Le camp de concentration de Salaspils en Lettonie », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/6 n°1064, p. 69.

¹¹⁴ *Ibidem.*, p. 71.

¹¹⁵ Ville de Salaspils, « le Mémorial de Salaspils », <http://www.salaspils.lv/ru/apskates-objekti/25-pieminas-vietas/240-salaspils-memorialais-ansamblis>, consulté le 11 février 2015.

¹¹⁶ BAYOU, Céline, LE BOURHIS, Eric, « Rendez-vous manqué entre histoire et mémoire, Le camp de concentration de Salaspils en Lettonie », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/6 n° 1064, p. 65.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 74.

croisent sans parvenir à se rencontrer, tant les interprétations de l'histoire qu'elles impliquent sont différentes »¹¹⁸.

On notera que Fabrice Virgili, dans son article « Des sites sans visiteurs : les mémoriaux du camp de Salaspils et de la forêt de Bikernieki en Lettonie » s'inscrit dans la même approche que Céline Bayou et Eric Le Bourhis. Si une politique mémorielle de la Shoah est bien présente en Lettonie, elle présente de nombreuses polémiques, voire problématiques. Pour Fabrice Virgili, historien et directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), le problème se trouve surtout dans le désintérêt de la population lettone. Il constate « une activité commémorative non négligeable, des enjeux politiques, symboliques et financiers, mais un désintérêt de la part des Lettons (.), il n'y a pas d'appropriation par les habitants »¹¹⁹.

Les recherches de ces auteurs occidentaux tendent vers les mêmes conclusions. Premièrement, les recherches qui portent sur la mémoire collective de la Shoah en Europe avec une approche plus générale montrent qu'il y a une différence entre l'Ouest et l'Est. A l'Ouest, domine la mémoire de la Shoah et à l'Est, la mémoire des crimes soviétiques. Les recherches plus spécifiques sur les pays baltes démontrent qu'il existe une compétition victimaire avec la tendance d'inscrire dans les mémoires davantage les répressions soviétiques, que les victimes de la Shoah. Comme le décrit Nicole Lapierre, sociologue et anthropologue française, « le combat juif pour la mémoire du génocide et la reconnaissance finalement obtenue sont devenus un modèle et un cadre référentiel pour d'autres populations persécutées »¹²⁰. Dès lors, les pays de l'ex-URSS cherchent à faire reconnaître leurs souffrances sur le plan international, mais cela résulte en une condamnation par l'Occident des politiques mémorielles de ces pays postsoviétiques. De plus, ces premières réflexions montrent qu'il existe des aspects contradictoires dans l'identité de certains groupes lettons menant à caractériser la société lettone tantôt comme nation victime de l'histoire, tantôt comme nation coupable dans l'histoire. Dans tous les cas, il existe clairement une difficulté de ces pays à se réapproprier leur histoire ce qui en fait un objet d'étude intéressant.

2.3. La Shoah en Lettonie par les chercheurs lettons

En Lettonie, les recherches sur la Shoah existent, mais ne débouchent pas sur la Shoah comme objet d'étude pluridisciplinaire. D'ailleurs, il s'agit avant tout de recherches d'historiens. Ces recherches ont commencé après l'indépendance de la Lettonie et peuvent donc être caractérisées comme récentes puisque sous l'occupation soviétique, la mémoire de la Shoah n'existait pas et une vision soviétique de l'histoire était imposée.

Le travail le plus important a été fait par la Commission d'historiens lettons, créée en 1998 à l'initiative de l'ancien Président Guntis Ulmanis. L'objectif principal de la Commission était « d'identifier et explorer la thématique des crimes contre l'humanité au cours des deux occupations de 1940 à 1956, ainsi que d'organiser la rédaction du rapport final »¹²¹. L'essentiel du travail a été fait par quelque 25 historiens professionnels qui ont cherché de nouveaux matériaux d'archives lettons et étrangers pour proposer « la vision la plus objective et impartiale de l'histoire lettone »¹²². A l'heure actuelle, le nombre de volumes publiés par

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 74-75.

¹¹⁹ VIRGILI, Fabrice, « Des sites sans visiteurs : les mémoriaux du camp de Salaspils et de la forêt de Bikernieki en Lettonie », *Les cahiers Irice*, n° 7, 2011, p. 110.

¹²⁰ LAPIERRE, Nicole, « Le cadre référentiel de la Shoah », *Ethnologie française*, 2007/3 Vol. 37, p. 475.

¹²¹ Cabinet du Président de la République de Lettonie, « Président de Lettonie »,

http://www.president.lv/pk/content/?cat_id=2766, consulté le 20 janvier 2015.

¹²² *Ibidem*.

cette Commission est de 27¹²³, le dernier datant de 2011 – le travail des historiens n'est donc pas fini et continue à l'heure actuelle.

On notera aussi l'œuvre de l'historien letton Guntars Ābols qui, en retraçant l'histoire de la Lettonie, met en avant les contributions pour l'identité lettone. Dans son ouvrage « *The contribution of History to Latvian Identity* », ce qui paraît particulièrement pertinent pour notre recherche est le fait que Guntars Ābols montre que l'identité nationale de la Lettonie a nécessairement dû être forte pour prétendre à l'indépendance par rapport à l'Empire russe et même aujourd'hui elle doit continuer à l'être face à son « grand » voisin qu'est la Russie et qui lui rappelle le passé de l'occupation soviétique : « *consequently clear, strong and recognisable national identity is the condition for survival and the foundation of the right to independence* »¹²⁴. Il apparaît alors primordial pour la Lettonie de favoriser une représentation consensuelle de l'histoire qui renforcerait l'identité nationale. Néanmoins, une telle logique peut s'avérer être un obstacle au travail de mémoire de la Shoah qui comporte de nombreuses problématiques et polémiques.

A côté de ce travail d'historiens, la Shoah en Lettonie est souvent abordée sous l'angle des enjeux de propagande. Comme expliqué dans notre problématique, la question de la propagande mérite d'être prise en compte dans l'étude de la gestion de la mémoire collective de la Seconde Guerre mondiale, période durant laquelle elle était omniprésente en Lettonie. Aujourd'hui, lorsqu'on parle de la Shoah en Lettonie, nous avons vu que la propagande, surtout russe, continue d'être d'actualité. C'est pourquoi la thématique de la propagande et celle de la création de mythes liés à l'histoire de la Lettonie sont largement étudiées. De nombreux auteurs lettons cherchent à mettre en lumière les dispositifs de propagande qui ont été destinés à manipuler la société lettone. Il s'agit aussi de démentir certains stéréotypes et d'éclaircir des questions sensibles telles que la question des minorités russes de Lettonie, mais aussi la question de la participation des Lettons à la Shoah.

L'ouvrage collectif, sous la direction de l'historien letton Kaspars Zellis, « Les mythes dans l'histoire lettone » illustre la question des mythes qui ont été notamment créés suite à des processus de propagande, comme le « *Baigais Gads* »¹²⁵, l'année terrible de 1940-1941 pendant laquelle la nation lettone a été détruite par les bolcheviks, qui ont utilisé une terreur cruelle contre le peuple letton. Ce mythe précise que les auteurs de ces crimes étaient les communistes et les Juifs; les victimes – les Lettons. Le fait que parmi les victimes il y avait des minorités nationales ne cadrerait pas dans le schéma¹²⁶. Des composantes de ce mythe se retrouvent aujourd'hui dans les fondements de l'identité lettone actuelle.

L'œuvre la plus reconnue en Lettonie traitant de la propagande, écrite par Kaspars Zellis, est : « *Illusion et machinerie de la peur* »¹²⁷. L'auteur y expose les enjeux de la propagande allemande durant la période d'occupation de la Lettonie par l'Allemagne nazie (1941-1945). L'auteur y montre que, d'une part, la propagande nazie a eu un effet assez minime sur la société, puisque l'Allemagne a dû utiliser des politiques coercitives en parallèle à la politique de propagande¹²⁸. D'autre part, l'auteur reconnaît que, si les nazis ont réussi à obtenir un certain contrôle de la société, ce fût par une propagande anti-bolchévique, particulièrement efficace auprès des Lettons¹²⁹.

¹²³ Cabinet du Président de la République de Lettonie, « Président de Lettonie », http://www.president.lv/pk/content/?cat_id=2766, consulté le 20 janvier 2015.

¹²⁴ ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nationalais apgads, 2003, p. 11.

¹²⁵ ZELLIS, Kaspars (dir.), *Miti Latvijas vesture*, Rakstu krajums, Latvijas Universitātes zurnala "Latvijas vesture" fonds, 2006, p. 92.

¹²⁶ ZELLIS, Kaspars (dir.), *Miti Latvijas vesture*, Rakstu krajums, Latvijas Universitātes zurnala "Latvijas vesture" fonds, 2006, p. 98.

¹²⁷ ZELLIS, Kaspars, Ilūziju un baiļu mašīnērija. Propaganda nacistu okupētajā Latvijā : vara, mediji un sabiedrība (1941-1945), *Rīga : Mansards*, 2012, 363 p.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 329.

¹²⁹ *Ibid.*, p. 330.

Hormis ces recherches lettones ayant comme objectif premier de faire lumière sur les faits historiques, peu de recherches ont été faites sur la gestion actuelle de la mémoire de la Shoah par les lettons. A notre connaissance, la seule recherche mettant partiellement en avant la problématique actuelle du travail de la mémoire de la Shoah d'un point de vue sociopolitique est effectuée par le Centre de recherche de la mémoire sociale de l'Université de Lettonie qui, en 2013, en participant au programme national de recherche « Identité nationale », débute le projet intitulé « La mémoire sociale et l'identité de la Lettonie » sous la direction de la professeure Vita Zelče¹³⁰. Le projet consacre une partie à la mémoire de la Shoah, étudiée par le doctorant Didzis Bērziņš, qui en fait sa thèse de doctorat, mais dont les recherches sont en encore en cours. Pour ce chercheur, l'atteinte du point culminant de l'intérêt en Lettonie pour la mémoire collective de la Shoah commence seulement à être visible aujourd'hui ou est encore à venir¹³¹.

Cet état de l'art nous montre que la mémoire de la Shoah est quelque chose qui dépasse la simple conception d'un évènement historique tragique qu'il faut commémorer. Par l'étude de la mémoire de la Shoah sous une perspective internationale, il est possible de mettre en avant des points de rupture dans l'Union européenne avec ses conflits de mémoire ou encore des forces d'influence ou même des jeux de propagande. Dans ce contexte, Norman Finkelstein parle même de la création d'une « industrie de l'Holocauste »¹³² qui peut s'avérer être un obstacle à la compréhension et à la commémoration sincère et authentique de l'Holocauste qui s'avère alors être utilisé comme un instrument à des fins diverses, par exemple, pour de la propagande.

Sous une perspective nationale, l'étude de la mémoire de la Shoah peut mettre en avant les fondements mêmes de l'identité nationale d'un pays et ses contradictions, dont la source se trouve dans la Seconde Guerre mondiale, mais qui habitent encore aujourd'hui les consciences individuelles et collectives.

Dans tous les cas, la Shoah est devenue un objet d'étude porteur de sens et continue à susciter l'intérêt constant du corps scientifique.

3. Aspects théoriques

Dans cette recherche, la Shoah est approchée par le concept de mémoire collective qui s'inscrit dans le courant du constructivisme. Il s'agit dans cette partie de comprendre les implications théoriques de ce concept et d'en analyser sa relation avec l'identité collective d'un groupe. Enfin, nous verrons les résultats qui en découlent pour le rôle des musées.

3.1. La mémoire collective

Tout d'abord, afin de faire la lumière sur le rapport entre la mémoire collective et l'histoire, il faut distinguer trois représentations du passé : l'histoire telle qu'elle est enseignée à l'école, l'histoire de « tous les jours » et l'histoire académique ou l'historiographie. Ces trois formes correspondent à trois narrations du passé qui peuvent s'avérer complètement différentes avec leur propre processus de construction de sens. La mémoire collective se rapporte à « l'histoire de tous les jours » : *« everyday history : an element of collective memory that, in one way or another, is permanently inscribed - through experience and formation - in the minds and*

¹³⁰ Faculté des sciences sociales de l'Université de Lettonie, <http://www.szf.lu.lv/petnieciba/sppi/socialas-atminas-petniecibas-centrs/>, consulté le 11 février 2015.

¹³¹ Média « Chaula TV », https://chaula.tv/lv/chaula_video/7970x9KKKdvxKwK/, consulté le 7 avril 2015.

¹³² FINKELSTEIN, Norman, *Holocaust Industry : Reflections on the Exploitation of Jewish Suffering*, Verso, 2003, 286 p.

bodies of each society's members, articulating shared narratives about identity, value systems and common beliefs »¹³³.

La représentation du passé telle qu'elle s'établit dans la mémoire collective ne peut pas témoigner de la même objectivité que l'histoire académique, la véracité historique n'étant d'ailleurs pas son objectif : « *collective memory establishes liturgies and characters, defines who the « good » and the « bad » guys are, and institutes a canon allowing a community of citizens to interpret many of the surrounding social and historical phenomena* »¹³⁴. De ce fait, l'étude de la mémoire collective n'implique pas une précision ou un examen des faits historiques, elle consiste plutôt en « l'exploration de la construction de ces mêmes faits, des éléments qui les composent et des modalités de leur organisation, car si la mémoire est sélective, cette sélectivité n'est pas due à des carences dans la mémorisation de leur orientation spécifique »¹³⁵. Cette forme de représentation du passé peut alors s'inscrire de façon naturelle dans la mémoire collective d'un groupe à travers différents instruments « du quotidien » tels que les musées : « *it is materially inscribed in the human bodies, minds and environments, such as museums, historical films and concomitant narratives* »¹³⁶.

Après ce lien avec l'histoire, notons que la mémoire collective peut être étudiée sous l'angle de plusieurs disciplines, comme l'histoire, la sociologie, les sciences politiques, l'anthropologie, la philosophie ou encore la psychologie. Les définitions de la mémoire collective sont, par conséquent, nombreuses, faisant de la mémoire collective un terme polysémique qui invite à adopter une approche pluridisciplinaire.

Le point commun entre toutes les disciplines analysant le concept de mémoire collective est de partir des approches théoriques proposées par le sociologue Maurice Halbwachs, considéré comme le père fondateur du concept de la mémoire collective¹³⁷. Ses œuvres remontent principalement à la période précédant la Seconde Guerre mondiale, mais ont été retravaillées et analysées dans des éditions critiques par de nombreux chercheurs contemporains tels que Jean-Hugues Déchaux¹³⁸ ou Gérard Namer¹³⁹. Les ouvrages de référence de Halbwachs sont « *Cadres sociaux de la mémoire* » (1925) et « *La mémoire collective* » (1950) où la lecture du concept de mémoire collective s'inscrit dans la lignée du constructivisme. En effet, pour Halbwachs, la mémoire collective n'est pas un processus de restitution des événements du passé, « il s'agit davantage d'une reconstruction du passé à partir de préoccupations actuelles »¹⁴⁰. La mémoire collective apparaît alors comme un résultat de différents processus sociaux et politiques et de leur influence sur notre perception du passé¹⁴¹. Ces processus sociaux influencent l'institutionnalisation de la mémoire dans une société.

Dans « *Les cadres sociaux de la mémoire* », Halbwachs met en question le concept de mémoire individuelle. Il renonce à l'individualisme et ne souhaite pas établir une dichotomie entre mémoire individuelle et collective. La mémoire collective n'est pas non plus la somme des mémoires individuelles. D'ailleurs, pour lui, il n'y a pas de mémoire individuelle, car « se souvenir, c'était faire s'identifier une mémoire individuelle avec une mémoire collective qui

¹³³ CARRETEREO, Mario, *Constructing patriotism, teaching history and memories in global worlds*, Clark Univeristy, 2011, p. 3.

¹³⁴ CARRETEREO, Mario, *Constructing patriotism, teaching history and memories in global worlds*, Clark Univeristy, 2011, p. 6.

¹³⁵ VIDAL-BENEYTO, José, « La construction de la mémoire collective. Du franquisme à la démocratie », *Diogène*, Vol. 1, No. 201, 2003, p. 17.

¹³⁶ CARRETEREO, Mario, *Constructing patriotism, teaching history and memories in global worlds*, Clark Univeristy, 2011, p. 6.

¹³⁷ LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, p.67.

¹³⁸ DÉCHAUX, Jean-Hugues, « La mémoire collective par Maurice Halbwachs », *Revue française de sociologie*, Vol. 39, No. 3, 1998, pp. 624-625.

¹³⁹ HALBWACHS, Maurice, « La mémoire collective - Éd. critique par Gérard Namer », *Albin Michel*, 1997, 295 p.

¹⁴⁰ HALBWACHS, Maurice, « La mémoire collective - Éd. critique par Gérard Namer », *Albin Michel*, 1997, p.167.

¹⁴¹ HALBWACHS, Maurice, *On Collective Memory*, London: University of Chicago Press, 1992, p. 53.

est extérieure à la conscience individuelle »¹⁴². Ainsi, toute mémoire serait collective, car la mémoire d'une personne est toujours le résultat d'un processus d'influences sociales. Halbwachs décrit la mémoire collective comme des « cadres sociaux de la mémoire » avec des points de repère : « un système de représentation des valeurs qui permettent de reconstruire le passé à l'aide de traces matérielles, de textes, de rites, de traditions et de données sociales directement en rapport avec le présent »¹⁴³. On retient principalement des « cadres sociaux de la mémoire » les caractéristiques suivantes : le processus de reconstruction du passé à travers l'influence de processus sociaux et politiques, l'influence de toute conscience individuelle par la mémoire collective des groupes, l'importance des traces matérielles qui matérialisent la représentation du passé.

Plus tard, dans son œuvre « La mémoire collective », Halbwachs met tout de même en évidence l'aspect individuel, principal apport par rapport au premier ouvrage : « la mémoire individuelle se situe au croisement de plusieurs mémoires collectives (..), en fonction des exigences du présent, c'est bien l'individu qui choisit de se placer de tel ou tel point de vue, donc de faire sienne telle ou telle mémoire du groupe »¹⁴⁴. Une interaction s'établit entre les deux mémoires – individuelle et collective. Par conséquent, « l'appartenance à un groupe est la source de la mémoire d'un individu et la mémoire collective est une constituante de l'identité personnelle de l'individu et sociale du groupe »¹⁴⁵. Le groupe est créé grâce à des intérêts communs des individus, mais continue à exister à travers le temps grâce à une mémoire commune – la mémoire collective.

Finalement, Frédéric Le Paumier et Marisa Zavalloni résument bien la valeur ajoutée de l'approche de Maurice Halbwachs qui

aboutit à l'élaboration du premier modèle théorique de la mémoire collective s'appuyant sur un ensemble de données pluridisciplinaires, mais aussi parce qu'elle rompt avec un courant de pensée voulant scinder l'individuel et le collectif en deux champs de recherche distincts, et qu'elle tente avant tout de saisir, et non d'écarter, une complexité qui se joue entre les individus, les groupes et la société par l'intégration de dynamiques spatiales, temporelles et langagières, définies comme les cadres sociaux de la mémoire.¹⁴⁶

Un autre théoricien, cette fois-ci contemporain, largement cité dans l'étude de la mémoire collective est Paul Ricœur avec son œuvre « La mémoire, l'histoire, l'oubli, » en pointant dans ce titre les trois axes pour atteindre le passé. Il met notamment en avant l'utilisation de la mémoire à des fins idéologiques « au service de la quête, de la reconquête ou de la revendication d'identité »¹⁴⁷. Selon cette perspective, la mémoire collective peut s'apparenter à un travail de la société sur elle-même qui fonctionne que s'il constitue un lien social en contribuant à la formation de l'identité collective de la société.

La définition de la mémoire collective qui met pertinemment en évidence les caractéristiques telles que soulignées par Maurice Halbwachs et l'aspect accentué par Paul Ricœur est proposée par Pierre Nora qui souligne que « la mémoire collective est le souvenir, ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par la collectivité vivante de l'identité de laquelle le sentiment du passé fait partie intégrante »¹⁴⁸. En ajoutant le

¹⁴² DÉCHAUX, Jean-Hugues, « La mémoire collective par Maurice Halbwachs », *Revue française de sociologie*, Vol. 39, No. 3, 1998, p. 624.

¹⁴³ COMET, Georges, LEJEUNE, Antoine, MAURY-ROUAN, Claire, *Mémoire individuelle, mémoire collective et histoire*, Collection Résiliences, Solal, 2008, p. 182.

¹⁴⁴ *Ibidem*.

¹⁴⁵ HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950, p. 30.

¹⁴⁶ LE PAUMIER Frédéric, ZAVALLONI Marisa, « Mémoire collective et système identitaire : de Maurice Halbwachs à l'ego-écologie » dans LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 65.

¹⁴⁷ RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Edition du Seuil, Paris, 2000, p. 98.

¹⁴⁸ NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Gallimard (Bibliothèque des Histoires), 2011, p. 300.

caractère mouvant, dynamique et vivant de la mémoire collective, Pierre Nora propose la définition suivante : « le souvenir d'une expérience vécue ou fantasmée, portée par des groupes vivants, ouverte à toutes les transformations, inconsciente de ses déformations successives, vulnérable à toutes les manipulations, susceptible de longues latences et de brusques réveils »¹⁴⁹. Finalement, selon Nora, il y a une multiplicité de mémoires : « il y a autant de mémoires que de groupes : elle est par nature multiple, démultipliée, collective, plurielle et individualisée »¹⁵⁰.

La pluralité des mémoires est aussi mise en avant par Aleida Assmann qui propose une typologie éclaircissante différenciant plusieurs types de mémoires. La mémoire collective que l'on souhaite étudier dans cette recherche est celle participant à une dynamique « *top-down* » comme le montre la Figure 1. En analysant les travaux d'Aleida Assmann, Eva Clarite Onken nous explique : « *the formation of ideologies and collective identities comes into focus when we study the top-down institutionalization of memory in society* »¹⁵¹. Ainsi, c'est au carrefour de la mémoire politique, nationale et culturelle que les musées, comme institutions de la mémoire, proposent une représentation du passé, une mémoire qui est destinée à être véhiculée parmi la mémoire purement individuelle, familiale, de groupe ou sociale et qui participe à la formation de l'identité individuelle, collective ou nationale.

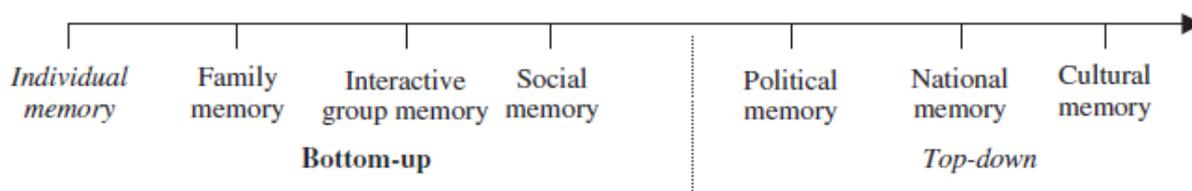


Figure 1 : les formes de mémoire selon Aleida Assmann (2008)¹⁵²

3.2. Le rôle identitaire de la mémoire collective

Les aspects théoriques proposés par les théoriciens de la mémoire collective impliquent de prendre en compte le concept d'identité sociale ou collective. D'ailleurs Maurice Halbwachs retient que « la mémoire collective apparaît ainsi comme une construction sociale renvoyant certes à une connaissance du passé, mais reflétant aussi la manière dont le groupe se perçoit et par conséquent concourt à la construction identitaire des individus »¹⁵³.

Laurent Licata, Olivier Klein et Raphael Gély, se basant sur le travail d'Henri Tajfel (1981), définissent l'identité sociale « par opposition avec l'identité personnelle, comme cette partie du soi qui découle de l'appartenance à un groupe »¹⁵⁴. Tout comme la mémoire collective, l'identité collective peut être également étudiée avec une perspective constructiviste. Cette identité n'est ni donnée ni créée. Elle se construit dans un processus de dynamiques sociales. De ce fait, comme l'explique Monserrat Gibernau, toutes les identités se forment dans le système des relations et représentations sociales¹⁵⁵.

¹⁴⁹ NORA, Pierre, « Mon métier d'historien », entretien, Paris : Le monde, 17 février 2006.

¹⁵⁰ *Ibidem*.

¹⁵¹ ONKEN, Eva-Clarita, « Memory and democratic pluralism in the Baltic states – rethinking the relationship », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 41, No. 3, 2010, p. 281.

¹⁵² ASSMANN, Aleida, « Four Formats of Memory: From Individual to Collective Constructions of the Past », in EMDEN, C., MIDGLEY, D., *Cultural Memory and Historical Consciousness in the German-Speaking World Since 1500*, Peter Lang, 2004, p. 25.

¹⁵³ HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950, p. 177.

¹⁵⁴ TAJFEL, Henri cité par LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46 (4), p. 568.

¹⁵⁵ GIBERNAU, Monserrat, *The identity of Nations*, Cambridge : Polity Press, 2007, p. 10.

Par conséquent, il apparaît que la mémoire collective est dans une relation circulaire avec l'identité nationale. Tout d'abord, la mémoire collective peut être vue comme une composante de l'identité collective d'un groupe. En effet, Laurent Licata, Olivier Klein et Raphaël Gély rappellent que la mémoire peut contribuer à définir l'identité d'un groupe « au sens narratif »¹⁵⁶, car « l'histoire nous procure des récits qui nous disent qui nous sommes, d'où nous venons et où nous devrions aller »¹⁵⁷. La mémoire collective crée aussi une cohésion du groupe : « le passé imaginé crée simultanément une solidarité horizontale entre tous les membres contemporains du groupe et une solidarité verticale avec les membres passés et à venir du groupe »¹⁵⁸. De plus, la mémoire collective peut avoir le rôle de renforcement de l'identité collective, cela en puisant dans les événements historiques des faits qui peuvent valoriser l'identité d'un groupe par rapport à un autre groupe. Ainsi, « les réussites et échecs passés du groupe, ses actes moraux et immoraux contribuent dès lors à définir sa valeur »¹⁵⁹. Plus particulièrement, l'identité nationale se construit souvent à la suite de conflits puisque « les guerres et conflits qui ont menacé la survie de la Nation sont considérées comme les moments fondateurs de ces États »¹⁶⁰.

Dans cette même perspective, Jean Monbourquette parle d'une stratégie de la création d'une mémoire identitaire dominée par la position victimaire, la mémoire est alors « le fait de groupes qui, pour qu'on leur fasse justice ou pour avoir raison de se faire justice, s'arrangent pour qu'on ne voie en eux que des persécutés et des opprimés »¹⁶¹, cela pouvant en fait constituer un danger : « survient alors un grave danger quand une collectivité, au lieu de garder à vue toute son histoire, se fixe obstinément seulement sur les moments malheureux de son passé avec lesquelles elle tentera de s'identifier »¹⁶².

La mémoire collective, avec sa stratégie identitaire, contient des justifications pour les actions du groupe : « à travers le choix d'une représentation du passé, on cherchera à légitimer nos pratiques passées, présentes ou futures »¹⁶³. Dans ce contexte, la mémoire collective a une fonction discursive, car « le passé peut constituer une ressource rhétorique efficace pour des acteurs, en particulier politiques, soucieux de mobiliser une collectivité »¹⁶⁴.

Cependant, pour que les fonctions ou stratégies identitaires de la mémoire collective, qui viennent d'être citées, fonctionnent, il faut que le groupe soit capable d'intégrer cette mémoire. C'est pourquoi, si la mémoire collective participe à la formation de l'identité collective d'un groupe, c'est seulement si le groupe accepte de partager cette mémoire et qu'il s'y reconnaît. Par conséquent, « dès lors qu'elle n'est pas consensuelle au sein d'une société hétérogène, la mémoire peut devenir l'enjeu de conflits »¹⁶⁵.

Le doctorant de l'Université de Lettonie Didzis Bērziņš met en avant cette dynamique en appuyant qu'un groupe donné choisit des faits/événements historiques concrets qui peuvent

¹⁵⁶ LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46 (4), p. 568.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 569.

¹⁵⁸ *Ibidem.*

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 570.

¹⁶⁰ BARCELLINI, Serge, « L'intervention de l'État dans les musées des guerres contemporaines » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 32.

¹⁶¹ MONBOURQUETTE, Jean, « Mémoire collective et pardon collectif », *Théologiques*, vol. 2, n° 2, 1994, p. 99.

¹⁶² *Ibid.*, p. 101.

¹⁶³ LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46 (4), p. 571.

¹⁶⁴ *Ibidem.*

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 566.

faire ressortir au mieux les fondements de l'identité collective du groupe¹⁶⁶. En effet, la mémoire collective ne retiendrait que « ces faits qui sont porteurs des significations particulières que le groupe veut reconnaître comme lui appartenant en propre, c'est-à-dire qui définissent son identité collective »¹⁶⁷. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que la mémoire collective se construit davantage sur les événements historiques consensuels que sur ceux pouvant amener à un conflit. Ainsi, « ce qu'il convient de chercher dans l'étude de la mémoire collective n'est pas tant la coïncidence de la mémoire aux faits qu'elle rapporte que la construction de ces faits eux-mêmes, du choix des éléments à leur agencement, c'est-à-dire également ce que les groupes vont laisser dans l'oubli »¹⁶⁸. Tatiana Emelyanova retient cette stratégie de l'oubli dans sa définition de la mémoire collective qui est vue « comme un processus d'actualisation des représentations sociales du passé, soit comme un processus d'élaboration, de transformation ou d'oubli de ces représentations sociales »¹⁶⁹. Finalement, tel que l'identifie Béatrice Madiot – « la mémoire collective intervient dans cette modification (construction ou reconstruction de l'identité sociale) dans un double mouvement. Le groupe y puise des éléments de son histoire, et, simultanément, en occulte d'autres »¹⁷⁰ – nous pouvons relever que les aspects identitaires de la mémoire collective impliquent forcément une dynamique sélective.

3.3. La mémoire collective et les musées

Les définitions de la mémoire collective impliquent la prise en considération d'une dimension spatiale. Dans ses travaux, Maurice Halbwachs explique qu'une des composantes fondamentales de la mémoire collective est « l'importance de l'espace, des déplacements, des lieux »¹⁷¹. Michel Rautenberg reprend le lien souligné par Maurice Halbwachs entre la mémoire collective et l'espace, et s'interroge si la mémoire pourrait exister sans l'inscription de souvenirs dans des lieux. Pour l'auteur, « les liens entre mémoire et espace sont à la fois des liens logiques, des liens de raison et des liens métaphoriques ou de représentation »¹⁷². Rautenberg propose ainsi une conception de la mémoire collective qui prend en compte l'importance de l'espace, « la mémoire collective résulte d'une production sociale et qui a besoin, pour se construire, de lieux de rencontre, de présentation ou d'exposition, de débats, dans un monde où de tels espaces de discussions deviennent rares »¹⁷³. Etudier l'espace est porteur de sens aussi pour l'identité collective. Comme le stipule Halbwachs, « l'espace est un reflet de la société qui l'occupe, car les conflits et les positions politiques ou sociales s'y trouvent exprimés »¹⁷⁴. Ainsi, selon Pierre Nora, l'analyse de lieux de mémoire peut contribuer à mettre en lumière les traits de l'identité d'une nation : « l'âme

¹⁶⁶ BERZINS, Didzis, « Holokausta sociala atmina : teoretiskas perspektivas un attistibas tendences », dans KAPRANS, Martins, ZELCA, Vita (dir.), *Pedejais kars : Atmina un traumas komunikacija*, LU SZF SPPI, Mansards, 2011, p. 64.

¹⁶⁷ VIDAL-BENEYTO, José, « La construction de la mémoire collective. Du franquisme à la démocratie », *Diogène*, Vol. 1, No. 201, 2003, p. 17-18.

¹⁶⁸ VIAUD, Jean, « Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales », *Connexions*, 2003/2 no80, p. 26.

¹⁶⁹ EMEYANOVA, Tatiana, « Les représentations sociales des événements historiques : les cas de la Deuxième Guerre mondiale » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 140.

¹⁷⁰ MADIOT, Béatrice, « La Lettonie et l'Europe : identité nationale et mémoire collective », *Connexions*, 2005/2 no 84, p. 112.

¹⁷¹ HALBWACHS, Maurice cité par NAMER, Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, Logiques sociales, 2000, p.240.

¹⁷² RAUTENBERG, Michel, *La rupture patrimoniale*, Editions A la Croisée, 2003, p. 42.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 34.

¹⁷⁴ HALBWACHS, Maurice cité par NAMER, Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, Logiques sociales, 2000, p.241.

de la nation est représentée par les lieux de mémoire, tels les musées, les monuments, les livres scolaires, etc. »¹⁷⁵. Il ajoute même que « le patrimoine et ses monuments constituent les représentants les plus matériels de la nation, les plus fortement enracinés dans le sol »¹⁷⁶. C'est dans ce contexte qu'il est utile de s'intéresser aux musées.

Lorsqu'on s'intéresse particulièrement aux musées d'histoire d'un pays, « c'est de "nous", de notre histoire collective, celle de la communauté imaginaire de la nation, que parle désormais le musée d'histoire »¹⁷⁷. Le problème que peut revêtir cette conception est la tendance à vouloir se consacrer seulement à cette communauté imaginée nationale, dans notre cas aux Lettons ethniques, et de cette manière oublier l'histoire de certaines minorités. Selon Sophie Wahnich, si on regarde la mémoire des tragédies européennes, il existe une problématique de hiérarchisation : « chacun pourrait à la fois connaître la violence faite au corps de l'autre et se ressaisir des violences faites aux siens. Or chaque musée d'histoire qui dit ces terreurs en Europe en organise de fait une subtile hiérarchie »¹⁷⁸. En conséquence, à travers les normes véhiculées par les musées, une représentation spécifique du passé est proposée : « ces normes révèlent à quelle terreur il convient d'être particulièrement sensible, quels héros il convient d'honorer et pour quelles victimes il convient d'être chagrin »¹⁷⁹.

Dans ce contexte, les musées apparaissent comme des institutions discursives : « *museums are seen as active creators of discourse, reproducing identity and power relations through their everyday activities, administrative hierarchies, political engagements, interpretations, applications of educational policies, and so forth* »¹⁸⁰. Aro Velvet montre qu'un musée promeut un type d'identité collective et analyse si l'histoire racontée par le musée véhicule une identité multiculturelle regroupant plusieurs groupes et montrant l'interaction entre eux ou s'il s'agit d'une image exclusive de l'identité, hostile envers les « autres »¹⁸¹. En analysant les musées de Lettonie, on peut notamment se demander si c'est l'identité des Lettons ethniques qui est véhiculée ou si sont incluses les minorités.

La mémoire collective dans sa dimension spatiale peut alors être utilisée comme instrument politique, que ce soit par les dirigeants politiques ou par la société civile – les musées peuvent alors servir pour la poursuite de buts politiques. Ainsi, « la mémoire collective a été récupérée à différents moments de l'histoire afin de constituer, de légitimer, l'Etat national et sa délimitation géographique »¹⁸². Dans ce contexte, des acteurs vont essayer d'influencer la fabrication de la mémoire collective qui est alors « destinée à devenir hégémonique, à être partagée par la collectivité tout entière – elle s'actualise dans différentes institutions ou productions collectives, telles que les commémorations, les monuments, les manuels

¹⁷⁵ NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire, La nation*, Gallimard (Bibliothèque des Histoires), 1986, p. 14.

¹⁷⁶ NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire, La nation*, Gallimard (Bibliothèque des Histoires), 1986, p. 14.

¹⁷⁷ POULOT, Dominique, « Une approche historique des musées d'histoire » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 21.

¹⁷⁸ WAHNICH, Sophie « Transmettre l'effroi, penser la terreur », *Gradhiva*, N° 5, 2007, p. 26.

¹⁷⁹ *Ibidem*.

¹⁸⁰ VELMET, Aro, « Occupied identities : national narratives in Baltic museums of occupations », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 42, No. 2, 2011, p. 195.

¹⁸¹ *Ibidem*.

¹⁸² BONARDI, Christine, GALIBERT, Charlie, « Des lieux de mémoire à la mémoire des lieux : approche exploratoire d'une convergence trans-disciplinaire », dans LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 233.

scolaires, les discours politiques »¹⁸³. Subséquemment, « le musée n'est en effet que le vecteur d'une politique plus large »¹⁸⁴.

L'ancrage dans un espace, tel qu'un musée, est donc une composante vitale pour la mémoire collective, mais pour autant que cet ancrage soit efficace et suscite l'intérêt de la société. En effet, « le patrimoine ne prend son sens que lorsqu'il est partagé et surtout transmis. Ce sont des valeurs de partage et de transmission qui déterminent et caractérisent la notion de patrimoine »¹⁸⁵. C'est pourquoi, parfois il peut s'avérer insuffisant de donner une existence aux représentations de la mémoire collective en les stabilisant dans des lieux puisque « l'inscription dans un cadre spatial permet d'en conserver la mémoire pour autant que les lieux ainsi marqués sont l'objet d'une fréquentation qui cherche à y trouver la trace d'évènements ou de significations qui leur sont associés »¹⁸⁶. Dans ce cas, quand la société ne se reconnaît pas dans un lieu de mémoire tel un musée ou n'est pas capable d'intégrer les représentations qui y sont véhiculées, on peut s'attendre à ce que ce musée soit peu fréquenté et par conséquent ait un rôle minime dans la formation de la mémoire collective.

De même, des lieux peuvent souffrir d'une stratégie de l'oubli collective d'un groupe et « les lieux de mémoire d'aujourd'hui peuvent parfaitement devenir les lieux d'amnésie de demain »¹⁸⁷. Ces stratégies d'oubli « seraient moins redevables des capacités humaines que des circonstances, options idéologiques et positions qu'une société valorise ou rejette à un moment donné de son parcours et dans un avenir projeté ; un oubli politique, au sens large comme au sens strict du terme »¹⁸⁸.

Par conséquent, les musées, comme espace où s'enracinent les représentations du passé, peuvent revêtir un rôle important dans l'étude de la mémoire collective. Autant ils participent à l'inscription matérielle de la mémoire collective dans des lieux, sans quoi cette mémoire aurait des difficultés à exister, autant ils peuvent servir d'instruments politiques pour produire ou influencer la mémoire collective et ainsi contribuer à former l'identité collective, pouvant même faire l'objet d'une stratégie collective d'oubli. De sorte que le rôle d'un musée jouit désormais d'une forte complexité puisque « de la notion simple d'un musée comme ensemble cohérent de collections, clairement délimitées et hiérarchisées, agencées dans des buts clairs et univoques, on est passé à une image à la fois plus floue et plus complexe au service d'une multiplicité d'intérêts divergents, sinon contradictoires »¹⁸⁹. Dès lors, en plus de ses fonctions conventionnelles, aujourd'hui un musée doit prendre en compte les problématiques sociétales. Le musée doit « faire entrer la modernité en son sein, de double manière : par les techniques qu'il emploie et les recherches qu'il suscite et conduit, mais aussi en prenant comme objet la complexité des mondes et des questions qui se posent à nous »¹⁹⁰. C'est pourquoi, la définition d'un musée d'histoire oscillerait entre le subjectif et l'objectif : « Il semble que le musée d'histoire oscille toujours entre le dispositif de l'allusion, de la révélation à demi voilée

¹⁸³ LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46 (4), p. 567.

¹⁸⁴ BARCELLINI, Serge, « L'intervention de l'État dans les musées des guerres contemporaines », dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 30.

¹⁸⁵ MEUNIER, Anik (dir.), *La muséologie, champ de théories et de pratiques*, Culture et publics, 2012, p. 268.

¹⁸⁶ CALVEZ, Marcel, « Les lieux comme mémoire des représentations collectives », dans LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 221.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 225.

¹⁸⁸ CALVEZ, Marcel, « Les lieux comme mémoire des représentations collectives », dans LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, p.225.

¹⁸⁹ POULOT, Dominique, *Musée et muséologie*, Repères, La Découverte, 2009, p. 108-109.

¹⁹⁰ KOSTER, Emlyn H., SCHIELE Bernard, *La révolution de la muséologie des sciences : vers les musées du XXI^e siècle ?*, Presses Universitaires Lyon, 1998, p. 3.

d'une identité dans l'histoire, et le dispositif objectif d'exposition de concepts, de faits, de processus – à la manière des musées de science »¹⁹¹. Dans tous les cas, les musées d'histoire peuvent être considérés comme des institutions de la mémoire, les « musées et mémoriaux sont donc conçus comme lieux pour la provocation de la mémoire »¹⁹².

¹⁹¹ POULOT, Dominique, « Une approche historique des musées d'histoire » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 26.

¹⁹² BOURSIER, Jean-Yves, « L'événement, la mémoire, la politique et le musée » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 167.

4. Méthodologie

Sous l'angle du constructivisme, la méthodologie utilisée dans cette recherche consiste en l'analyse de contenu à travers une grille analytique construite avec des indicateurs et se basant sur notre cadre théorique ainsi que sur la littérature utilisée dans cette étude. Cette méthodologie est appliquée à des données empiriques qui sont des entretiens semi-directifs et une enquête sur le terrain.

4.1. Grille analytique

Puisque la mémoire collective est socialement construite, nous souhaitons nous intéresser à la manière dont les musées, en tant qu'institutions de la mémoire, participent à cette construction.

Pour aider à structurer l'analyse des musées par l'enquête sur le terrain et les entretiens, une grille d'analyse, construite sur les enseignements principaux de notre cadre théorique, s'avère utile. Tout comme notre cadre théorique, notre grille analytique se construit en 3 parties. Tout d'abord, en nous rappelant des caractéristiques générales du concept de mémoire collective, nous analyserons les logiques principales du musée qui influencent la reconstruction du passé. Nous avons ensuite vu que la mémoire collective comporte une fonction identitaire ; il s'agira alors de s'arrêter sur des questions relatives au public cible, aux visiteurs et à leur manière d'intégrer le message du musée. Enfin, nous avons retenu les implications de l'étude de la mémoire collective pour l'analyse des musées, nous allons alors voir comment le musée intègre les enjeux liés à la problématique de la mémoire collective de la Shoah.

En premier lieu est établie une catégorie de critères permettant de faire la lumière sur les caractéristiques générales du musée qui peuvent avoir une implication pour l'étude de la mémoire collective. Dès lors, il s'agit d'identifier les logiques globales qui dominent la reconstruction du passé, ce processus intégré dans un contexte plus large qui dépasse le musée et où se jouent des influences entre les individus, les groupes et la société. Ainsi, après une brève présentation du musée, nous allons nous consacrer à l'analyse de l'objectif principal, on mettra en avant le message principal que le musée souhaite véhiculer et qui peut apparaître comme la raison d'être du musée. Après, en étudiant la figure centrale du musée, c'est-à-dire l'élément sur lequel le musée a choisi de se focaliser, nous verrons à travers quel angle de vue le musée représente les événements historiques. Cet angle d'approche est un choix significatif : « *in selecting their thematic focus, museums inevitably privilege certain issues over other, marginalizing or completely excluding some social groups and historical events* »¹⁹³. Ce choix constitue le fil conducteur pour reconstruire le passé, et en découlent des stratégies d'oubli ou des logiques d'hypertrophie. Ensuite, par la manière dont se déroule le choix du contenu à exposer, il sera possible de comprendre les possibilités ou les limites matérielles avec lesquelles le musée doit fonctionner, mais aussi la politique interne du musée : « *choices matter, even within important constraints, museums can still pursue radically different goals, indicative of their implicit policies* »¹⁹⁴. Enfin, on regardera les relations nationales et internationales qu'entretient le musée. Ainsi, sur le plan national, nous verrons les relations avec le niveau politique. Ceci permettra de constater si « des espaces muséaux constituent un instrument politique aux mains de forces politiques qui se transforment en entrepreneurs de mémoire »¹⁹⁵. Sur le plan international, nous pourrons

¹⁹³ VELMET, Aro, « Occupied identities : national narratives in Baltic museums of occupations », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 42, No. 2, 2011, p. 196.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 195.

¹⁹⁵ DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, p. 111.

identifier les conséquences de la mondialisation sur la politique mémorielle du musée ou les stratégies du musée pour faire reconnaître l'histoire de la Lettonie par-dessus les frontières. En deuxième lieu, nous savons que le travail de mémoire collective fonctionne que s'il établit un lien social entre les individus et si ces derniers sont capables d'intégrer les composantes de cette mémoire. Par conséquent, la deuxième catégorie de critères analytiques s'intéresse aux visiteurs et à leur capacité d'intégrer la mémoire collective telle que véhiculée par le musée. En s'intéressant à la fréquentation des musées par son nombre de visiteurs, nous apprendrons si le musée arrive à attirer le public. Ensuite, nous essayerons d'identifier s'il existe des groupes particuliers parmi les visiteurs, par exemple, s'il s'agit d'étrangers, de Lettons ethniques ou de minorités lettones. Ces catégories de visiteurs seront ensuite confrontées au public cible auquel s'intéresse le musée pour voir s'il y a une correspondance. Le choix du public cible pour lequel le « récit » est destiné a, en effet, des implications pour le contenu du musée : « le grand danger que représente la médiatisation des événements se trouve avant tout dans la sélection non critique des "faits" qui seront exposés et qui sont choisis, consciemment ou inconsciemment, en fonction de l'identité symbolique du public qui en prend connaissance¹⁹⁶ ». Ceci nous aidera, enfin, à comprendre si les groupes de visiteurs intègrent le message principal et si le musée crée un récit national qui forme ce lien social essentiel à la fonction de la mémoire collective.

Enfin, la troisième catégorie de critères analytiques se rapporte directement à la mémoire de la Shoah telle que gérée par le musée. Tout en gardant à l'esprit les résultats des deux premières parties de la grille d'analyse, cette dernière section nous permettra de répondre à notre question de recherche « Des victimes peuvent-elles aussi être partiellement coupables ? » et à vérifier notre hypothèse « qu'en Lettonie la mémoire de l'occupation soviétique et de ses répressions occulte la mémoire de la Shoah ». Tout d'abord, on examinera la place de la Shoah dans le musée pour comprendre pourquoi le musée a choisi de consacrer une part de l'exposition à cet événement historique. Ensuite, nous verrons comment le musée gère le rapport entre la mémoire de la Shoah et celle des répressions soviétiques et comment cette relation se matérialise dans le musée. Il peut, en effet, exister un abus de la dichotomie nazisme/stalinisme. Bella Zisere évoque, par exemple le fait, qu'en Lettonie, le terme de génocide est avant tout utilisé pour qualifier les victimes lettones de l'occupation soviétique¹⁹⁷. Sophie Wahnich ajoute qu'« il faudrait selon les pays baltes (...) que l'on mette en équivalence les différents génocides »¹⁹⁸. Cet abus de dichotomie servirait donc à « obtenir des lois équivalentes pour célébrer la mémoire des crimes communistes et celle des crimes nazis, à obtenir qu'on réécrive l'histoire de l'Europe en mettant ces crimes communistes au centre de sa fondation actuelle »¹⁹⁹. Il s'agira donc de voir comment le musée intègre cette problématique de la dichotomie entre les crimes nazis et les crimes soviétiques. Enfin, nous identifierons les obstacles reconnus par les musées dans la gestion de la mémoire collective de la Shoah.

¹⁹⁶ BARASH, Jeffrey, Andrew, « L'abîme de la mémoire. » La mémoire collective entre expérience personnelle et identité politique, *Cités*, Vol.1, No. 29, 2007, p. 114.

¹⁹⁷ ZISERE, Bella, « The memory of the Shoah in the post-soviet Latvia », *East European Jewish Affairs*, Vol. 35, No. 2, 2005, p. 158.

¹⁹⁸ WAHNICH, Sophie, « Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe », *Vacarme*, N° 52, 2010, p. 83.

¹⁹⁹ *Ibidem*.

Notre grille d'analyse se construit comme suit :

1. LE MUSÉE	
Principes de reconstruction du passé	Présentation du musée
	Message principal et objectif du musée
	Figure centrale
	Contenu
	Relations nationales et internationales
2. LES VISITEURS	
Fonction identitaire du musée	Fréquentation
	Catégories de visiteurs et public cible
	Capacité d'intégration du message du musée
3. LA MÉMOIRE DE LA SHOAH	
La mémoire collective de la Shoah par le musée	La place de la Shoah dans le musée
	Le rapport entre la Shoah et les répressions soviétiques
	Obstacles à la mémoire collective de la Shoah

Figure 2 : Grille d'analyse

4.2. Enquête sur le terrain

L'enquête sur le terrain se concentre sur la visite de musées d'histoire et musées-mémoriaux consacrés à l'histoire de la Lettonie et, parallèlement, touchant de près ou de loin, à la question de la Shoah. Le choix des musées à analyser se justifie selon leur emplacement géographique. En effet, tous sont situés à Riga, la capitale de la Lettonie où vit approximativement le tiers de la population totale du pays (698 086 habitants à Riga sur un total de 1 989 500²⁰⁰) – Riga apparaît alors comme l'espace public en Lettonie où se tiennent la majorité des discours sur les problématiques de la société, dans notre cas, de la Shoah. Dans cette perspective, les musées pertinents pour notre recherche sont au nombre de cinq : le Musée de la Guerre, le Musée de l'Occupation, le Musée « Juifs en Lettonie », le Musée du Ghetto qui est couplé au Musée de l'Holocauste et enfin, il y a le musée-mémorial de Žanis Lipke. L'enquête sur le terrain a impliqué une visite de ces derniers – une visite guidée dans le cas du Musée de la Guerre et du musée-mémorial de Žanis Lipke, une visite libre dans le Musée de la Guerre, le Musée de l'Occupation, le Musée du Ghetto et le Musée « Juifs en Lettonie ».

4.3. Entretiens

Les observations personnelles ne suffisant pas pour constituer un matériel empirique suffisant pour cette recherche, des entretiens avec des personnes spécialistes ou proches de la problématique, mais surtout avec des représentants des musées ont été organisés. Pour le Musée de la Guerre, c'est Jānis Tomaševskis, le responsable du département de la Seconde Guerre mondiale, qui a répondu à nos questions. Dans le cas du Musée de l'Occupation, il a été possible de rencontrer le nouveau directeur, Gunārs Nāgels, qui a remplacé Gundega

²⁰⁰ Bureau central des statistiques, <http://www.csb.gov.lv/statistikas-temas/metodologija/iedzivotaju-skaitis-un-galvenie-demografiskie-raditaji-36803.html>, consulté le 19 avril 2015.

Michele le 1^{er} juillet 2014. De même, pour le Musée « Juifs en Lettonie », c'est avec le directeur, Ilja Ļenskis, que l'entretien a eu lieu. Finalement, dans le musée-mémoriel de Žanis Lipke, un rendez-vous a pu également être organisé avec la directrice, Lolita Tomsone. Malheureusement, il n'a pas été possible d'obtenir un entretien avec un représentant du Musée du Ghetto de Riga. Néanmoins ce lieu a été visité et l'analyse sera complétée par d'autres sources d'information. En plus des représentants des musées, une interview écrite a pu être réalisée avec le Dr. Mārgers Vestermanis, survivant de la Shoah, historien et curateur du musée « Juifs en Lettonie ». Il a également été possible de rencontrer le doctorant letton de l'Université de Lettonie, Didzis Bērziņš, qui consacre actuellement sa thèse de doctorat à la question de la mémoire individuelle et collective de la Shoah en Lettonie et le doctorant Jean-François Delangre, candidat au Doctorat en Sciences politiques à Université Libre de Bruxelles.

Un questionnaire (Annexe 3) comportant des questions ouvertes a été établi afin de permettre aux représentants des musées de s'exprimer de façon libre. Les questions sont divisées en trois parties, du général vers le spécifique, parties que l'on retrouve dans notre grille d'analyse (Figure 2). Le questionnaire comporte ainsi des interrogations plutôt générales sur le musée, s'intéresse ensuite aux visiteurs et termine par la thématique de la Shoah. Les interviews se sont déroulées en letton et ont été enregistrées avec l'accord des personnes interviewées. Généralement, les interviewés ont mis 20 minutes à répondre aux deux premières parties et ont consacré 20 minutes à la dernière partie, une donnée qui confirme la sensibilité de la problématique de la Shoah.

5. La mémoire de la Shoah par les musées

5.1. Le Musée de la guerre

« Montrer l'histoire politico-militaire de la Lettonie à des fins d'éducation patriotique nationale »²⁰¹

5.1.1. Le musée

L'un des plus vieux musées de Riga, le Musée de la guerre a été ouvert en septembre 1916 pour commémorer les bataillons lettons « Strelnieki » qui ont combattu durant la Première Guerre mondiale. Après la première indépendance de la Lettonie en 1918 et avec le soutien de l'Etat, le Musée se consacre aux forces armées nationales.

Lors de l'annexion du pays par l'URSS durant la Seconde Guerre mondiale, le musée a été fermé et les expositions ont été transférées à d'autres musées du pays et aux archives de l'Etat. De 1957 à 1990, le bâtiment fut rouvert pour devenir le Musée de la révolution socialiste soviétique lettone, proposant l'histoire du XX^e siècle telle qu'interprétée par l'idéologie soviétique.

Après la restauration de l'indépendance, le Musée est redevenu le « Musée de la Guerre ». Aujourd'hui, il se consacre à représenter les forces armées nationales de l'histoire militaire lettone avec un accent particulier sur les événements du XX^e siècle. Le musée est public et est attaché au Ministère de la Défense.

Selon Jānis Tomaševskis, le responsable du département de la Seconde Guerre mondiale du musée, l'objectif du musée est de « montrer l'histoire politico-militaire de la Lettonie » à des fins d'« éducation patriotique nationale »²⁰². Le site officiel précise : « promouvoir la sensibilisation, l'éducation et le développement de la société à travers la collecte, la conservation, la recherche et la promotion de l'histoire politique et militaire de la Lettonie »²⁰³. Tomaševskis explique qu'à des fins d'éducation, le musée accepte toujours les interviews de recherche, sauf s'il s'agit de promouvoir des valeurs contraires ou une image négative de la Lettonie. On peut alors imaginer que le musée reconstruit le passé selon une logique favorable au renforcement du patriotisme national, du moins cherche à véhiculer une image positive du pays.

La figure centrale du musée est le « soldat letton qui a été forcé de servir dans différentes armées »²⁰⁴. La représentation du passé se fait donc à travers la figure du soldat avec la mise en avant des éléments personnels lui ayant appartenu qui permettent de retracer l'histoire de sa vie et de favoriser une empathie du visiteur à son égard.

Le musée se constitue d'expositions partant de l'histoire militaire du Moyen-âge, passant par les temps modernes, retraçant les événements de la Première et Seconde Guerre mondiale, les combats de libération, la proclamation d'un Etat letton indépendant et enfin en finissant par l'établissement de l'Etat. Le musée comporte un large éventail d'armes, de médailles, d'uniformes, de documents et photographies, ce en privilégiant toujours la figure du soldat letton. Jānis Tomaševskis explique que le choix du contenu des expositions est orienté selon une logique cherchant à représenter au mieux de façon matérielle l'histoire politico-militaire lettone²⁰⁵. Par exemple, le musée privilégie les objets, et non les textes que peu de visiteurs liraient. Il s'agit de montrer l'expérience de la guerre d'une façon concrète pour que le

²⁰¹ Interview de Jānis Tomaševskis, Riga, 12 février 2015.

²⁰² *Ibidem*.

²⁰³ Musée de la Guerre, <http://www.karamuzejs.lv/~media/A97535B789B84B52A78B1FBC07B3B229.ashx>, consulté le 5 avril 2015.

²⁰⁴ Interview de Jānis Tomaševskis, Riga, 12 février 2015.

²⁰⁵ *Ibidem*.

visiteur puisse toujours se mettre à la place du soldat letton : pour ressentir son héroïsme ou ses souffrances. Le choix du contenu à exposer se fait en interne lors des réunions où sont mis en avant les différentes possibilités, les moyens techniques ou les limites à prendre en compte. On notera que le musée est très moderne avec des moyens techniques mettant en valeur les expositions. Jānis Tomaševskis souligne en tout cas le caractère subjectif des choix²⁰⁶, d'ailleurs nous avons vu que, selon Dominique Poulot, un musée oscille toujours entre le subjectif et l'objectif²⁰⁷.

Le musée est public et dépend du Ministère de la Défense, il est sous son autorité administrative directe. On imagine alors qu'il peut servir d'instrument politique à l'Etat. Cependant, Jānis Tomaševskis explique qu'il n'y a « pas de pression ressentie », que la coopération avec le Ministère est « bonne » et que le musée est plutôt autonome²⁰⁸. Si le gouvernement n'a pas tendance à s'immiscer dans les affaires quotidiennes du musée, il n'en reste pas moins que le musée doit toujours rester « politiquement correct ». Par exemple, Jānis Tomaševskis a bien précisé que le musée ne collabore pas avec des chercheurs qui tenteraient de mettre en doute l'image de la Lettonie. On notera aussi que les ressources financières du musée se composent, tout d'abord de subventions budgétaires de l'Etat et de recettes générales du musée. Il y a ensuite les dons et cadeaux privés et enfin des aides financières étrangères.

La reconstruction du passé par le Musée de la Guerre, en privilégiant la représentation du soldat letton se battant pour la libération de la nation, cherche nécessairement à véhiculer un patriotisme letton. Margērs Vestermanis s'inquiète que les musées lettons n'arrivent pas à prendre le recul nécessaire pour représenter objectivement l'histoire : « le rôle du musée dépend de la qualité de l'exposition et de la capacité de penser clairement et de révéler la vérité tragique. Cela définit le succès de la reconstruction d'une image fidèle des événements de l'histoire lettone. Malheureusement, cette exigence est rarement mise en œuvre »²⁰⁹. Le Musée de la Guerre étant public, le travail de mémoire est influencé par le politique.

Dans ses relations internationales, le musée possède un document enregistré dans le programme *Mémoire du monde* de l'UNESCO. Ce document – le Mémorandum du Conseil central de Lettonie – est significatif dans le témoignage de la « lutte pour une République de Lettonie libre et indépendante de l'occupation par l'Union soviétique et l'Allemagne nazie dont les régimes visaient à détruire le pays »²¹⁰. A travers ce programme de l'UNESCO, l'objectif est de promouvoir la visibilité de l'histoire de la Lettonie. De plus, le musée est membre du *Comité international des musées d'armes et d'histoire militaire* (ICOMAM).

5.1.2. Les visiteurs

En 2013, le musée a compté 124 557 visiteurs. Traditionnellement, un grand nombre de personnes – majoritairement les Lettons ethniques – visitent le musée durant la « Nuit des musées ». Globalement, 50 % des visites sont individuelles, 28 % des visiteurs sont ceux participant aux événements publics organisés par le musée, 17 % sont des groupes²¹¹. Jānis Tomaševskis n'identifie pas de groupe saillant comme les étrangers, les russophones ou les Lettons ethniques. Il explique que le musée a été capable d'entretenir l'intérêt autant des visiteurs locaux que des étrangers, et ce grâce à l'étendue temporelle offerte par les expositions avec l'histoire politico-militaire du IX^e jusqu'au XX^e siècle.

²⁰⁶ *Ibidem.* .

²⁰⁷ POULOT, Dominique, « Une approche historique des musées d'histoire » dans BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, p. 26.

²⁰⁸ Interview de Jānis Tomaševskis, Riga, 12 février 2015.

²⁰⁹ Entretien écrit avec Margērs Vestermanis, 2 avril 2015.

²¹⁰ Musée de la Guerre, <http://www.karamuzejs.lv/lv/Muzejs.aspx>, consulté le 10 mars 2015.

²¹¹ Musée de la Guerre, <http://www.karamuzejs.lv/~media/A97535B789B84B52A78B1FBC07B3B229.ashx>, consulté le 10 mars 2015.

Le public cible est donc très large, le musée cherche à intéresser le maximum de personnes. Néanmoins, on peut noter l'étroite collaboration avec les écoles et universités lettones²¹². Conséquemment, parmi les excursions conduites, la majorité est destinée à des groupes scolaires. Il est possible de postuler que l'objectif de favoriser une éducation patriotique nationale, grâce au récit national du soldat, concerne davantage ces groupes scolaires alors que la volonté de privilégier une image positive de la Lettonie concerne surtout les visiteurs étrangers.

5.1.3. La mémoire de la Shoah

Jānis Tomaševskis explique que le Musée s'intéresse naturellement à la Shoah puisqu'« il y a un lien direct avec l'histoire politico-militaire lettone, c'est une part de l'histoire lettone, les victimes juives étaient aussi citoyens lettons »²¹³. C'est pourquoi on retrouve dans le musée une salle consacrée à la Shoah où sont exposées des photographies des victimes juives durant la Shoah, les vêtements que ces derniers ont portés ou encore des documents relatifs à la situation économique durant cette même période. Cette salle peut surprendre, car elle ne montre pas tellement « l'horreur » de la Shoah. Jānis Tomaševskis explique que le musée ne possède pas beaucoup de traces matérielles de cette période – celles-ci ont disparu et la grande partie se trouve dans d'autres musées de Riga. Cependant, c'est surtout la salle suivante avec l'exposition « La Lettonie dans la Seconde Guerre mondiale », retraçant parallèlement la vie des soldats lettons dans l'armée rouge et dans l'armée allemande qui peut poser problème.

En effet, récemment, des membres du Mouvement de l'aile gauche autrichienne « *Sozialistische Alternative (SOAL)* » et du Forum social européen ont exprimé leur indignation envers le Musée de la Guerre où les soldats lettons de la *Waffen-SS* sont montrés sans esprit critique et sans discernement²¹⁴. De même, le Comité Antifasciste Letton y remarque la résurgence du fascisme en Lettonie, se matérialisant, notamment, par le contenu du musée²¹⁵. On notera que ce Comité a la réputation de servir les intérêts de la Russie²¹⁶. Le chef des services de renseignements letton, Normunds Mezviets, a déclaré que la Russie a accordé 25 000 euros²¹⁷ en 2015 à ce Comité pour organiser des événements contre la marche du 16 mars et pour discréditer l'image de la Lettonie. Des enjeux de la propagande russe sont donc à prendre en considération. Le musée explique que le but de l'exposition « La Lettonie dans la Seconde Guerre mondiale » n'est pas de montrer au visiteur le « bon » ou le « mauvais » côté. Tout visiteur est encouragé à établir ses propres conclusions : qu'aucune des deux puissances occupantes n'était « bonne ». Le soldat est, en fait, victime des deux occupations et le musée ne cherche pas à représenter la culpabilité de soldats.

Ceci nous amène à regarder le rapport qu'établit le musée entre la Shoah et les répressions soviétiques. Dans la partie consacrée à la Seconde Guerre mondiale, il y a tout d'abord deux salles d'expositions consacrées aux crimes des deux occupations – on arrive d'abord dans celle consacrée aux crimes de l'occupation soviétique puis dans celle abordant l'occupation par l'Allemagne nazie. Ensuite, la salle principale de l'exposition sur la Seconde Guerre mondiale retrace parallèlement l'histoire des soldats ayant servi dans l'armée rouge et ceux ayant combattu auprès de l'armée allemande. En tant que visiteur, si les deux occupations –

²¹² *Ibidem*.

²¹³ Interview de Jānis Tomaševskis, Riga, 12 février 2015.

²¹⁴ Baltic News Service, « Antinacisti Latvijas valdībai pārmet holokausta noliegšanu », <http://www.delfi.lv/news/national/politics/antinacisti-latvijas-valdibai-parmet-holokausta-noliegsanu.d?id=45693850>, consulté le 15 mars 2015.

²¹⁵ *Ibidem*.

²¹⁶ *Ibidem*.

²¹⁷ Baltic News Service, « Krievija caur Ždanokas un Korena pārstāvētu organizāciju finansē 16.marta pasākumus Latvijā », <http://www.delfi.lv/news/national/politics/krievija-caur-zdanokas-un-korena-parstavetu-organizaciju-finanse-16marta-pasakumus-latvija.d?id=45664550>, consulté le 10 mars 2015.

soviétique et allemande – sont mises en parallèle, on ne peut pas identifier que l'une occulterait l'autre, car est mis en avant le soldat letton qui a combattu auprès des deux puissances. Il a subi les deux occupations. Jānis Tomaševskis explique que le musée n'a pas vocation à prétendre que les crimes soviétiques sont pires que les crimes nazis ou l'inverse. Le problème que peut poser cette représentation est l'absence de la singularité des crimes nazis.

Si on analyse les obstacles à la mémoire de la Shoah, il faut noter tout d'abord que le musée n'a certainement pas vocation à sensibiliser les visiteurs aux crimes nazis. De fait, la mémoire de la Shoah n'y est qu'infiniment véhiculée et apparaît très secondaire. La salle qui y est consacrée ne transmet pas la gravité des événements. De plus, dans la principale salle de l'exposition sur la Seconde Guerre mondiale où domine la figure du soldat, lorsqu'est présenté le légionnaire ayant combattu dans l'armée allemande, il n'est en aucun cas question de le présenter en tant qu'ayant eu un quelconque rapport avec la Shoah. Le légionnaire est une victime de l'occupation allemande. Cette dimension peut s'expliquer par le fait qu'un musée de la guerre a forcément pour objectif premier l'angle militaire de l'histoire et non les répressions commises par les Soviétiques ou les Allemands. Il n'en reste pas moins, que le Musée de la Guerre participe à la formation de la mémoire collective du pays et les logiques qui y dominent ne font qu'éloigner la Shoah de l'histoire de la Lettonie dans la perception des visiteurs. L'éducation patriotique nationale ne comporte pas la mémoire de la Shoah.

Jānis Tomaševskis confirme que le musée n'a pas vocation à placer la Shoah au centre de ses expositions. Si en Lettonie le niveau de recherche sur la Shoah est « très bon », cela grâce au travail de la Commission des historiens, Jānis Tomaševskis est d'accord que cela ne suffit pas, car le travail des historiens n'est pas assez popularisé auprès de la société. Par ailleurs, Margers Vestermanis rappelle « que tous les volumes de la Commission sont envoyés à toutes les bibliothèques et les écoles, mais l'information qui y est contenue n'arrive pas jusqu'à la conscience populaire. Probablement parce qu'il n'y pas la volonté de faire la lumière sur cette période »²¹⁸.

Conséquemment, selon Tomaševskis, c'est davantage par la culture qu'il est possible de travailler sur la mémoire collective de la Shoah – des événements culturels peuvent être un instrument de sensibilisation plus efficace qu'un musée pour n'importe quelle problématique de la société et peuvent rassembler davantage de public. Néanmoins, nous avons identifié que la problématique de la Shoah est justement présente aussi au niveau culturel, mais pas dans son aspect positif comme en a témoigné le spectacle controversé de Herberts Cukurs (cf. section *Problématique à différents niveaux*).

Sur le plan national, l'objectif du musée est de renforcer le sentiment patriotique des Lettons. Sachant qu'une importante part des visites de groupe du musée se constitue des excursions scolaires, il s'agit de transmettre ce sentiment patriotique chez les jeunes. Celui-ci ne peut pas être construit en mettant en avant des événements historiques auxquels les visiteurs ne s'identifient pas ou dont ils ont honte, un processus de sélectivité subjective est identifiable. Si la justification du musée se retrouve donc dans son titre – il s'agit de représenter les guerres militaires que la Lettonie a vécues et la Shoah n'en est pas une – une stratégie de mémoire identitaire, telle que théorisée par Jean Monbourquette²¹⁹, peut être identifiée. La représentation du soldat letton qui incarne la position victimaire durant la Seconde Guerre mondiale et l'objectif patriotique du musée sont destinés à façonner l'identité lettone. Ainsi, l'objectif même du musée apparaît comme un obstacle à la mémoire de la Shoah.

Sur le plan international, le musée cherche à maintenir une image favorable à la Lettonie. La fréquentation du musée est plutôt forte, qu'il s'agisse des étrangers ou des locaux. Prenant en compte le fait que le musée est public et dépendant du Ministère de la Défense, il ne mettra

²¹⁸ Entretien écrit avec Margers Vestermanis, 2 avril 2015.

²¹⁹ MONBOURQUETTE, Jean, « Mémoire collective et pardon collectif », *Théologiques*, vol. 2, n° 2, 1994, p. 99.

certainement pas en avant une perception négative de la Lettonie et des Lettons, par exemple, en favorisant des polémiques sur les légionnaires de la *Waffen-SS* qui seraient coupables.

Avec ces observations, il est possible de postuler que le Musée de la Guerre n'a pas pour ambition de faire coexister la position victimaire et coupable dans l'identité lettone. En effet, la figure du soldat letton est dominée par la position victimaire. En revanche, si le Musée de la Guerre pouvait occulter la mémoire des crimes nazis par la mémoire de l'occupation soviétique, c'est avant tout une question de l'essence même du Musée qui n'a tout simplement pas pour ambition de représenter les événements de la Shoah.

5.2. Le Musée de l'Occupation

« Le destin d'une petite nation parmi deux superpuissances »²²⁰

5.2.1. Le musée

En 1993, le Professeur d'histoire Paulis Lazda de l'Université du Wisconsin propose au Ministère de la Culture de Lettonie de créer un musée à Riga dédié à la période d'occupation de 1940 à 1991. La même année est créé « le fond pour le Musée des 50 ans d'occupation », aujourd'hui devenu l'« Association du Musée de l'Occupation ». Le musée est privé, mais accrédité par l'Etat, il est « non seulement financièrement indépendant, mais aussi politiquement »²²¹.

La première exposition a été ouverte le 1er juillet 1993 dans les anciens locaux du Musée des Tirailleurs rouges lettons. Celle-ci se consacrait seulement à la « cruauté » de la première occupation soviétique de 1940 à 1941. Dans les années suivantes, l'exposition fut complétée et améliorée pour couvrir la période des trois occupations : de 1940 à 1991.

Le 4 novembre 2012, le Musée de l'Occupation a déménagé pour cause de travaux dans le bâtiment principal. Si le musée est privé, le bâtiment appartient à l'Etat, c'est donc lui qui gère les travaux du bâtiment principal. En dépit de la décision initiale du Cabinet ministériel qui prévoyait la fin des travaux pour 2013, un retard important recule actuellement la date jusqu'en 2017. C'est pourquoi le musée est déplacé et offre une exposition temporaire, beaucoup plus petite par un espace disponible moins important, mais dont l'avantage serait « d'offrir une exposition très concise »²²².

L'objectif du musée se résume en trois actions, telle une devise : « se remémorer, commémorer, rappeler »²²³. Se remémorer de ce qui est arrivé à la Lettonie, au peuple letton et à son territoire lors de l'occupation par le régime communiste de l'Union soviétique et par l'Allemagne nazie, ce de 1940 à 1991 ; commémorer les injustement condamnés et assassinés, les victimes des guerres étrangères, les victimes des répressions, des déportations, ceux qui se sont enfuis des puissances occupantes et se sont dispersés de par le monde ; rappeler au monde les répressions commises en Lettonie, à son territoire, à son peuple par des puissances étrangères²²⁴. Pour le directeur, Gunārs Nāgels, « la société doit apprendre et se rappeler »²²⁵.

Le message principal du musée est de montrer que malgré une histoire douloureuse, « la Lettonie est devenue un Etat indépendant ; il y a eu des faits horribles durant toutes les occupations, mais nous avons tout survécu ». L'histoire de la Lettonie représentée par le musée est « une histoire de douleur et de joie »²²⁶, le musée se focalise sur le récit d'un peuple

²²⁰ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²²¹ Musée de l'Occupation, <http://okupacijasmuzejs.lv/par-muzeju/vesture>, consulté le 4 février 2015.

²²² Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²²³ Musée de l'Occupation, <http://okupacijasmuzejs.lv/par-muzeju>, consulté le 17 février 2015.

²²⁴ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²²⁵ *Ibidem*.

²²⁶ *Ibidem*.

victime de l'histoire, mais un peuple survivant. Dès lors, le directeur explique que les éléments exposés sont choisis pour rendre l'histoire plus réaliste, en évoquant l'exposition temporaire, Gunārs Nāgels explique « ici, il y a moins d'espace, mais l'histoire doit être illustrée de sorte à la rendre plus réaliste donc au plus il y a d'objets, au mieux c'est ». Sur ce point, le Musée de l'Occupation rejoint celui de la Guerre.

Le Musée de l'Occupation est privé, mais entretient des relations favorables avec l'Etat. Tout d'abord, il bénéficie d'un espace offert par l'Etat – le bâtiment du Musée est propriété de l'État – ce qui crée nécessairement une certaine dépendance, mais constitue aussi un soutien financier, car c'est l'Etat qui finance les travaux de rénovation du bâtiment principal. Le musée est même agréé par l'Etat et une loi établit ses fonctions et postule le fait qu'il puisse être financé par l'Etat. C'est surtout du Ministère de la Culture que provient le plus grand support. Gunārs Nāgels affirme que « le Ministère a accordé un financement beaucoup plus important que les années précédentes »²²⁷. Ainsi, environ un tiers du financement provient de l'Etat et est octroyé sur base annuelle. Le musée trouve son soutien autant dans les partis de la majorité que de l'opposition. C'est à travers le Ministère de la Culture, dépendant de la coalition gouvernementale et principalement du parti Association nationale, que le musée trouve un appui de la majorité. D'ailleurs, le Parlement a mis en place un groupe de soutien pour le musée, ses membres sont issus du parti nationaliste « Alliance nationale » et du parti l'« Unité ». Cependant, le musée trouve aussi un soutien de la part de l'opposition, et ce à travers le parti pro-russe « Centre de l'harmonie » dont est issu le maire de Riga et dont le Conseil municipal fournit un soutien depuis plusieurs années. Malgré ces aides importantes de l'Etat, la première source de financement se fait avant tout par des dons privés. Depuis la création du musée, une grande proportion provient des Lettons vivant en Amérique.

Dans ses relations internationales, le directeur du musée de l'Occupation prétend que « le monde vient à nous et nous allons vers le monde »²²⁸. Ainsi, le musée reçoit souvent des invités d'honneur étrangers comme des ambassadeurs, ministres ou chefs de gouvernement. D'ailleurs, depuis 1998, l'Etat a inclus dans le protocole du Ministère des Affaires étrangères la possibilité de visiter le Musée de l'Occupation, une invitation que, selon Gunārs Nāgels, une majorité des invités du gouvernement acceptent. Selon le directeur, « c'est une bonne introduction à l'histoire de la Lettonie allant de la déclaration d'indépendance jusqu'au renouveau de son indépendance »²²⁹. La visite du musée est même toujours proposée lors des accréditations des nouveaux ambassadeurs. C'est par la représentation du passé du Musée de l'Occupation que les étrangers sont invités à faire connaissance avec l'histoire lettone. On imagine que l'Etat letton souhaite avant tout montrer aux invités l'histoire « de douleur et de joie » de la Lettonie, le fait qu'une nation, victime de deux occupations et après un long parcours douloureux, a obtenu son indépendance. On peut alors imaginer que l'objectif de ces visites proposées aux invités étrangers est de faire reconnaître, par-dessus les frontières, les répressions que le peuple letton a vécues. Par ces visites protocolaires, on identifie clairement que le Musée est utilisé par l'Etat comme instrument politique.

D'un autre côté, à part ce monde qui vient vers le musée, Gunārs Nāgels relate que le musée de l'Occupation va aussi vers l'extérieur, ce grâce à l'exportation de certaines expositions comme celle de la « Voie balte », inaugurée dans la Chapelle Sainte-Agathe en Catalogne en octobre 2014.

Dans ses relations internationales, notons aussi que le musée est membre de la *Plateforme pour la mémoire et la conscience européenne*²³⁰ dont la création a été approuvée par le Parlement européen le 2 avril 2009. La participation du musée à cette organisation a un

²²⁷ *Ibidem*.

²²⁸ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²²⁹ *Ibidem*.

²³⁰ Platform of European Memory and Conscience, « Democracy matters »,

<http://www.memoryandconscience.eu/about-the-platfor/about-the-platform/>, consulté le 20 février 2015.

objectif clair – faire reconnaître dans la mémoire de l'Union européenne l'occupation soviétique. En effet, Gunārs Nāgels explique que : « Notre préoccupation est dans une large mesure le fait que les crimes de l'occupation soviétique ne sont pas reconnus en Europe occidentale. Si nous parlons de l'Holocauste, c'est reconnu »²³¹. On peut observer ici le « rideau de fer mémoriel »²³² à travers l'identification d'une concurrence entre la mémoire de la Shoah et celle de l'occupation soviétique. On notera que, parallèlement à la création de la *Plateforme pour la mémoire et la conscience européenne*, le Parlement européen a approuvé la mise en place d'une journée européenne de commémoration des victimes des crimes commis par les régimes nazis et communistes du XX^e siècle – le 23 août, jour de la signature en 1939 du Pacte Molotov-Ribbentrop. Sans surprise, l'initiative provenait majoritairement des pays de l'Europe de l'Est.

Tout comme le Musée de la Guerre, on retrouve cette volonté de faire connaître l'histoire de la Lettonie par-dessus les frontières. Dans le cas du Musée de l'Occupation, il s'agit avant tout de faire reconnaître les crimes soviétiques à l'étranger, tendance qu'avaient identifiée plusieurs chercheurs comme Emmanuel Droit ou Catherine Coquio. Pour ce faire, d'une part le musée est utilisé comme instrument politique avec des visites protocolaires destinées aux invités de l'Etat. D'autre part, le Musée entreprend ses propres initiatives pour favoriser cette reconnaissance, comme par la participation à la *Plateforme pour la mémoire et la conscience européenne* ou par ses expositions itinérantes.

5.2.2. Les visiteurs

Tout comme pour le Musée de la Guerre, le public cible du Musée de l'Occupation est large – il s'agit de tout le monde, « en commençant par les Lettons ethniques et en allant jusqu'aux présidents africains ; l'histoire doit être connue par tout le monde »²³³. Gunārs Nāgels s'inquiète que certains habitants de la Lettonie aient oublié l'époque soviétique, il insiste alors aussi sur l'objectif éducationnel du musée et le besoin de « rappeler ». De ce fait, le musée est enregistré comme établissement officiel d'enseignement et travaille régulièrement avec la jeune génération : il propose des cours collectifs, des visites guidées du musée, offre des frais de déplacement aux écoles en dehors de Riga pour pouvoir venir visiter le musée, organise des séminaires réguliers pour les enseignants. Subséquemment, tout comme le Musée de la Guerre, le Musée de l'Occupation participe également à la formation d'un patriotisme national, et ce dès le plus jeune âge.

En examinant, les groupes de visiteurs, on retrouve majoritairement trois catégories : des Lettons ethniques, des groupes scolaires, des visiteurs étrangers²³⁴. En ce qui concerne les visiteurs locaux, le Musée comporte une stratégie identitaire qui se traduit par l'aspect éducationnel. En ce qui concerne les visiteurs étrangers, le Musée cherche à faire reconnaître les répressions que la Lettonie a vécues, à montrer le statut d'une nation victime qui a subi les occupations de deux puissances étrangères, mais qui a survécu. Le directeur pense qu'une partie du public est atteinte, mais la capacité de comprendre le message du musée dépend de chaque personne, pas du groupe. D'après le directeur, il est néanmoins possible de noter la tendance chez les étrangers à être étonnés à propos de l'existence des déportations en Sibérie des habitants de Lettonie, ce qui confirme l'inquiétude du directeur que les répressions soviétiques ne sont pas reconnues à l'Ouest. Gunārs Nāgels se félicite néanmoins du nombre important de visiteurs annuels qui a atteint 130.000²³⁵ en 2014.

²³¹ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²³² DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, p. 103.

²³³ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²³⁴ *Ibidem*.

²³⁵ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

5.2.3. La mémoire de la Shoah

Le Musée consacre une partie de son exposition à la Shoah, car « l'Holocauste fait partie intégrante de l'histoire des occupations que la Lettonie a vécues, l'Holocauste a donc sa place dans ce Musée de l'Occupation »²³⁶. Tout comme le Musée de la Guerre, le Musée de l'Occupation place la Shoah comme composante intégrale de l'histoire de la Lettonie. Néanmoins, ici la Shoah est directement attribuée aux faits de l'occupation étrangère, c'est une composante historique des événements issus de l'occupation ; par cette représentation, la Shoah apparaît comme quelque chose d'extérieur à la nation lettone et ne facilite pas la domestication de l'évènement historique. Dans ce contexte, adoptant une position défensive, Gunārs Nāgels explique qu'il est important de souligner que le génocide contre les Juifs s'est en grande partie déroulé en 1941 : « ce que les gens ne comprennent pas, c'est que l'Holocauste en Lettonie s'est passé en six mois : en juillet sont arrivés les Allemands, en octobre déjà 35.000 Juifs furent tués, en décembre encore 25 000, ensuite cela a certes continué, mais la grande part de la tragédie a eu lieu au début »²³⁷. La mise en avant de cet aspect temporel transfère directement la responsabilité à l'arrivée de l'occupant. Par conséquent, cette attribution de la Shoah à l'occupant allemand en fait un élément abstrait et étranger. En analysant le Musée de l'Occupation, Sophie Wahnich s'inquiétait déjà du traitement purement informatif de la Shoah dont toute la singularité est tue²³⁸. Ce faisant, les Lettons oublient que la Shoah est une part intégrale de l'histoire de Lettonie. Jean-François Delangre²³⁹ identifie comme conséquence l'aspect défensif dans l'attitude des Lettons qui ont tendance à toujours souligner que la Lettonie était occupée, elle n'est donc responsable de rien. D'où une possible incompréhension quant au devoir de la mémoire et de commémoration de la Shoah.

Face aux critiques que les auteurs occidentaux adressent au Musée de l'Occupation (Bayou Céline en 2005, Droit Emmanuel en 2007, Velvet Aro en 2011, Wahnich Sophie en 2007), le directeur s'en trouve étonné. On notera que les critiques s'adressent à l'exposition du bâtiment principal qui est en travaux et que Gunārs Nāgels occupe le poste de directeur que depuis juillet 2014. Le Musée de l'Occupation a été surtout critiqué pour présenter les deux occupations et leurs crimes respectifs comme semblables, par exemple, en ayant placé à l'entrée du bâtiment principal la figure de Staline à côté de celle de Hitler²⁴⁰, mettant alors sur le même pied d'égalité les répressions soviétiques et allemandes. Pour le directeur, le musée ne cherche pas à comparer les crimes soviétiques et nazis. Pour Gunārs Nāgels, « on ne veut pas comparer, les crimes ne peuvent être comparés. Les deux occupations sont criminelles et les deux sont répréhensibles, mais aucune n'est la même que l'autre »²⁴¹. Le directeur explique qu'il est normal que le musée, en tant que musée de l'occupation, se doit de parler des deux occupations – soviétique et allemande –, mais cela ne veut pas dire qu'est établie une comparaison.

Dans tous les cas, le nouveau directeur pense que le musée accorde beaucoup d'importance à la Shoah. Il cite que le bâtiment principal comporte une grande pièce avec l'exposition récente « Anatomie du crime » qui a été mise en place avec la coopération du Musée « Juifs en Lettonie » en 2011 et qui est consacrée aux crimes commis sur le site de Rumbula où 83 %²⁴² des Juifs de Lettonie ont été massacrés. De plus, Gunārs Nāgels souligne l'avis d'Efraim Zuroff, directeur du Centre Simon-Wiesenthal de Jérusalem, qui, après avoir visité le Musée

²³⁶ *Ibidem*.

²³⁷ *Ibidem*.

²³⁸ WAHNICH, Sophie, « Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe », *Vacarme*, N° 52, 2010, p. 82.

²³⁹ Entretien avec Jean-François Delangre, Paris, 31 janvier 2015.

²⁴⁰ BAYOU, Céline, « Le Musée letton des occupations » *Ecrire l'histoire pour construire l'avenir, Le Courrier des pays de l'Est*, 2005/6 n° 1052, p. 75.

²⁴¹ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²⁴² POTEL, Jean-Yves, *Les 100 portes de l'Europe centrale et orientale*, Editions de l'Atelier, 1998, p173

temporaire, a mentionné que la Shoah y est beaucoup mieux représentée que dans l'ancien bâtiment. Il aurait émis une seule objection – le fait que les Lettons ayant sauvé des Juifs sont trop mis en avant.

En fait, le directeur s'oppose à l'idée que le Musée de l'Occupation ne favoriserait pas la mémoire de la Shoah. Pour lui, les obstacles se trouvent ailleurs.

Tout d'abord, il y aurait la question de la place de la Shoah dans les débats, « l'Holocauste est une partie douloureuse de l'histoire et comme tout fait douloureux, certains ne veulent pas en parler, c'est la même chose pour les déportations en Sibérie »²⁴³. En fait, pour le directeur il y a un manque d'attention pour toute la période de l'occupation – pas seulement pour la Shoah. Ce postulat est à discuter. C'est certain que si l'on regarde au niveau européen, la présence des débats sur l'occupation soviétique peut être discutable, notamment due au « rideau de fer mémoriel ». En revanche, en Lettonie, la période de l'occupation soviétique et allemande semble bien être présente dans les débats et ce à différents niveaux de la société – individuel, médiatique, culturel, politique. Ce qui pose problème en Lettonie est plutôt le contenu de ces débats.

Le second obstacle majeur mis en avant par le directeur est la présence de confusions. Premièrement, « beaucoup oublient le fait que la majorité des Juifs tués étaient des Lettons »²⁴⁴. Ceci est dû, par exemple, à la propagande allemande qui présentait le Juif comme bolchévique, des effets de cette propagande peuvent encore être ressentis. Il faut noter aussi que la majorité de la communauté juive de Lettonie a été massacrée. Aujourd'hui, il reste donc très peu de Juifs lettons qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale, il y en a beaucoup qui sont venus d'autres républiques de l'ex-URSS. Pour Gunārs Nāgels, il existe alors une confusion sur ce qu'est une personne juive. Pour de nombreux Lettons, ils ne sont pas lettons. La mémoire de la Shoah s'en retrouve ébranlée comme s'il s'agissait de commémorer des non-nationaux, alors même que le génocide comporte une majorité de victimes juives lettones.

Ensuite, il y a la question de la légion lettone *Waffen-SS* : selon Gunārs Nāgels « la légion est incorrectement associée à l'Holocauste »²⁴⁵, participant alors à cette confusion globale. Parmi les Lettons ethniques, peut circuler une image positive des légionnaires, tout le monde semble être d'accord sur le fait que l'objectif de la légion était avant tout de se battre auprès des Allemands pour combattre l'armée rouge, en espérant qu'ensuite les Allemands rendront à la Lettonie son indépendance. Dans le documentaire « *Latvian Legion* »²⁴⁶, les anciens légionnaires interviewés expliquent qu'ils se battaient pour le bien de la Lettonie, c'est-à-dire pour combattre son ennemi principal – les Soviétiques. Ils soulignent aussi que le recrutement dans la légion n'était pas majoritairement volontaire, mais bien forcé. L'utilisation par les Allemands du sigle « volontaire » aurait été la seule façon officielle dans le droit international de recruter des personnes d'un territoire occupé²⁴⁷. Par contre, en Occident, l'image de la légion lettone est tout autre, elle est associée à l'extermination des Juifs, des aspects antisémites feraient nécessairement partie des motivations. Si, pour l'historien Andrews Ezergailis, il s'agit d'un raccourci, car la première division de la légion lettone a été créée en 1943 et la deuxième en 1944 alors que la majorité des Juifs ont été exterminés en 1941²⁴⁸, il n'en reste pas moins que des membres du Commando de Arājs, qui a massacré quelques 26 000 Juifs, ont rejoint volontairement la légion. La marche du 16 mars des anciens légionnaires crée ainsi une vive polémique chaque année. Sous la pression internationale, le gouvernement letton a dû se défaire de cette marche, la qualifiant d'évènement privé.

²⁴³ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²⁴⁴ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²⁴⁵ *Ibidem*.

²⁴⁶ KOLMANE, Inara (Director), *Latvian Legion*, Documentary, Beta SP, 2000, 40'.

²⁴⁷ *Ibidem*.

²⁴⁸ *Ibidem*.

La troisième confusion est à rechercher dans l'identité collective lettone : « les Lettons n'arrivent pas à décider ce qu'ils sont – parfois victimes, parfois héros, parfois coupables »²⁴⁹. Pour le directeur, il ne faut pas faire de choix, il faut prendre du recul, car « il y a eu des victimes lors des deux occupations, il y a eu des coupables dans les deux occupations, et il y a eu des héros lors des deux occupations – c'est le destin d'une petite nation parmi deux superpuissances »²⁵⁰. Il faut alors prendre l'histoire telle qu'elle l'est. Emmanuel Droit affirme bien que « l'histoire, quand elle est pratiquée avec une distance critique par rapport au passé national (déconstruction du mythe du martyr), va contribuer à désamorcer les tensions mémorielles. Elle contribuera à mettre à distance les conflits mémoriels et à lancer le nécessaire travail de mémoire »²⁵¹. Néanmoins, cette nécessaire prise de recul semble difficile pour les Lettons, ceci peut partiellement s'expliquer par le fait que la Lettonie a récupéré son indépendance qu'en 1991 et par les composantes de l'identité nationale qui est largement construite sur une position victimaire. Dans les faits, les victimes sont parfois coupables, parfois même héros, mais dans les idéologies des Lettons, toutes ces positions semblent avoir du mal à cohabiter.

La conséquence de ces trois confusions est forcément négative, ne facilitant pas la gestion de la mémoire de la Shoah en Lettonie. Pour le directeur, « tout est mélangé »²⁵² et en ressort « une confusion qui résulte en un manque d'attention à la Shoah »²⁵³. Il explique qu'en Lettonie, la Shoah est traitée comme une boîte fermée : « elle existe, on peut en parler, on peut décider de ne pas en parler, mais dans tout le cas on oublie de l'ouvrir »²⁵⁴. On oublie que ce sont des milliers de personnes tuées en Lettonie : « des personnes réelles avec leur propre histoire, leur propre destin, leur propre tueur »²⁵⁵.

La mémoire de l'occupation soviétique a pu occulter celle de la mémoire de la Shoah dans le bâtiment principal du musée, précédant les travaux. Aujourd'hui, le Musée de l'Occupation se détache des critiques qui ont pu être exprimés quant à la volonté d'égaliser toutes les répressions. Le nouveau directeur, Gunārs Nāgels, ne souhaite pas établir de comparaison. Si le Musée œuvre pour la reconnaissance par l'Europe de l'Ouest des répressions soviétiques, notamment en apparaissant alors comme un instrument de l'Etat, le Musée ne souhaite pas nier la singularité des crimes nazis. Le directeur cherche avant tout à diminuer toutes les confusions qui peuvent exister dans la mémoire des occupations, soviétique et allemande, subies par la Lettonie. L'analyse du Musée de l'Occupation nous pousse à affirmer que ce sont les confusions présentes dans la mémoire des Lettons qui occultent la mémoire de la Shoah. Ces mêmes confusions amènent à des paradoxes dans l'identité collective lettone.

5.3. Le Musée « Juifs en Lettonie »

« Une partie de la société pense que les répressions sont un gâteau –
chacun aurait droit à sa part »²⁵⁶

5.3.1. Le musée

²⁴⁹ Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²⁵⁰ *Ibidem*.

²⁵¹ DROIT, Emmanuel, « Tout citoyen européen doit garder en mémoire Auschwitz et Kolyma », Nouvelle Europe, Mercredi 31 octobre 2007, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/295>, consulté le 30 mars 2015.

²⁵² Interview de Gunārs Nāgels, Riga, 16 février 2015.

²⁵³ *Ibidem*.

²⁵⁴ *Ibidem*.

²⁵⁵ *Ibidem*.

²⁵⁶ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

Situé au centre-ville de Riga, le bâtiment du musée « Juifs en Lettonie » est très facile d'accès. L'immeuble a d'ailleurs une importance historique – construit en 1913-1914, ce fut tout d'abord un théâtre et club Juif. De 1941 à 1944, l'immeuble a été occupé par les Allemands. Ensuite, par les Soviétiques. Finalement, il a été restitué à la communauté juive en 1990 qui en assure son administration. Par conséquent, dans l'immeuble se trouvent aussi les bureaux de la communauté juive de Riga. Le Musée est privé, mais est accrédité par l'Etat. Après avoir visité le Musée de la Guerre et celui de l'Occupation, le Musée « Juifs en Lettonie » étonne par sa petitesse et son manque de modernisme, son manque de moyens techniques. Il surprend aussi par son manque de visiteurs – en fait, il n'y eut aucun autre visiteur durant les deux visites, chacune d'une heure, consacrées à ce mémoire. Il est d'ailleurs difficile de comprendre où se trouve le musée en lui-même dans ce bâtiment. Il faut se rendre au troisième étage et passer une porte du hall. On arrive alors dans deux salles éclairées de taille moyenne et une troisième petite salle sombre consacrée à la Shoah.

L'objectif du musée est de rassembler tout ce qui a trait à l'histoire des Juifs de Lettonie et de populariser cette histoire. Si le principal fondateur du musée et survivant de la Shoah, Margers Vestermanis, considère que le musée est avant tout un mémorial, le directeur, Ilja Ļenskis, propose lui une autre conception. Un mémorial fait référence au passé. Néanmoins, le directeur veut montrer que tout n'est pas fini. Il ne s'agit pas de montrer les faits historiques, de se concentrer sur le passé, mais de travailler sur le présent. Il s'agit en fait de « faire naître dans le présent letton un intérêt pour les faits du passé de la communauté juive »²⁵⁷.

Le musée n'a pas de message principal. Ilja Ļenskis explique que le message du musée peut paraître différent selon les visiteurs et selon leurs intérêts. Quant aux objets exposés, le choix est très limité puisque le directeur explique qu'il y a très peu de matériel. Cependant sont privilégiés les objets les plus illustratifs, capables de susciter l'intérêt. Similairement aux autres musées, Ilja Ļenskis souhaite limiter l'exposition de « longs documents en allemand que personne ne lirait »²⁵⁸.

Les relations du musée avec le milieu politique letton sont « plutôt bonnes »²⁵⁹. Le directeur n'identifie pas de problèmes et précise que le musée est assez indépendant. Le financement quant à lui provient de sources très différentes. L'entrée du musée est gratuite, mais les frais du musée n'apparaissent pas très importants, étant donné que la taille du personnel est très limitée. C'est d'ailleurs le directeur lui-même qui est le plus souvent assis à l'accueil du musée dans un coin de la première salle. Les ressources financières proviennent de la communauté juive de Lettonie, des donations des visiteurs et des donations privées, mais aussi du Ministère letton de la Culture à travers différents fonds et projets. Durant la crise financière de 2008, les fonds du Ministère étaient extrêmement limités, aujourd'hui, selon le directeur, la situation est meilleure.

Au niveau des relations internationales, le directeur parle surtout de relations personnelles et non formelles. De bonnes relations sont établies avec le mémorial de *Yad Vashem* en Israël, avec des musées allemands et le mémorial de Paris. Le musée est membre de *l'Association européenne des musées* dans le cadre duquel, cette fois-ci, les contacts sont formels.

5.3.2. Les visiteurs

En 2013, le musée a compté 5135 visiteurs, un nombre largement moindre que celui du Musée de la Guerre et du Musée de l'Occupation. La majorité des visiteurs sont étrangers et proviennent des Etats-Unis, d'Israël, de l'Allemagne, des pays scandinaves²⁶⁰. Le musée n'a pas de public cible, mais dans tous les cas le directeur souhaite élargir ce public : « on

²⁵⁷ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

²⁵⁸ *Ibidem*.

²⁵⁹ *Ibidem*.

²⁶⁰ *Ibidem*.

souhaite intéresser les habitants lettons. Ils correspondent seulement à un tiers des visiteurs et viennent principalement durant la Nuit des musées »²⁶¹. Ilja Ļenskis insiste sur le fait qu'en général il n'y a pas beaucoup de visiteurs des pays de l'ex-URSS. La problématique d'un désintérêt pour le passé juif serait susceptible donc de concerner tous les pays qui ont vécu l'occupation soviétique.

Nous avons vu qu'un facteur déterminant l'efficacité de l'inscription de la mémoire dans un espace est la création d'un lien social. Marcel Calvez a noté la nécessité pour les lieux de mémoire de proposer une représentation du passé à travers laquelle les visiteurs arrivent à s'associer²⁶². Si cette problématique n'a pas l'air de concerner le Musée de la Guerre ou celui de l'Occupation, on peut identifier que les visiteurs qui arrivent à s'associer aux traces du passé proposées par le Musée « Juifs en Lettonie » proviennent avant tout de l'étranger. Le Musée « Juifs en Lettonie » ne créerait pas ce lien social parmi la population locale, notamment les Lettons ethniques.

Ilja Ļenskis explique que c'est difficile de juger la manière dont les groupes de visiteurs interprètent les messages principaux du musée, sachant surtout que pour le moment le musée n'a pas élaboré de message. Toutefois, le musée a débuté un projet afin de proposer des guides audio à travers lesquels il sera possible d'élaborer un message. Le directeur souhaiterait mettre en avant l'évolution et la modernisation de la communauté, car il existe un stéréotype sur l'invariabilité. Par cette mise en avant, il serait possible de montrer que d'une part, il y a toujours une communauté juive en Lettonie, et d'autre part, que celle-ci a changé, elle est moderne.

Quant aux intérêts des visiteurs, le directeur affirme que beaucoup s'intéressent à l'Holocauste, mais Ilja Ļenskis ne pense pas que ce soit l'intérêt dominant : « viennent surtout des personnes qui ont des liens avec la communauté juive de Lettonie »²⁶³. Dans ce cas, ces dernières sont intéressées par « toutes les thématiques portant sur le statut juridique des Juifs de Lettonie, sur leur statut économique »²⁶⁴. Ils auraient des stéréotypes fondés sur les histoires familiales et veulent les confronter aux faits historiques. Il s'agit donc surtout de personnes ayant un lien direct avec la communauté juive lettone qui, naturellement, s'associent à la représentation de l'histoire véhiculée par le Musée « Juifs en Lettonie ». C'est parmi ces derniers que le musée réussit à établir un lien social.

5.3.3. La mémoire de la Shoah

Le musée consacre une exposition sur la Shoah, car il s'agit d'« une partie intégrante de l'histoire de la Lettonie »²⁶⁵. Néanmoins, le directeur ne souhaite pas en faire un sujet majeur du musée. L'identité de la communauté juive ne devrait pas se construire sur les crimes nazis, tout comme l'identité nationale lettone ne devrait pas se construire sur les répressions soviétiques. Suivant cette logique, ce n'est pas par la Shoah qu'il serait possible d'intéresser la population lettone, c'est davantage en montrant l'histoire et l'évolution de la communauté juive dans une temporalité plus large, pas seulement en se focalisant sur une période précise.

En s'intéressant au rapport entre les répressions soviétiques et les crimes nazis, on remarque que le musée Juifs en Lettonie comporte une partie sur l'occupation soviétique, mais le directeur refuse qu'apparaisse une quelconque comparaison entre l'occupation soviétique et nazie. Pour Ilja Ļenskis, établir une comparaison est absurde, « on peut comparer les nombres de victimes, mais on ne peut pas mesurer la criminalité. Les discussions à vocation

²⁶¹ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

²⁶² CALVEZ, Marcel, « Les lieux comme mémoire des représentations collectives », dans LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, p. 221.

²⁶³ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

²⁶⁴ *Ibidem*.

²⁶⁵ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

comparative sont absurdes »²⁶⁶. Pour le directeur, il faut parler des deux crimes, des victimes des deux occupations, mais dans leur singularité et non pas en les comparant ou en les mettant sur un même pied d'égalité.

Le directeur avoue faire face à des critiques envers son musée, car on y parlerait trop peu de la collaboration lettone. Est-ce une stratégie d'oubli pour éviter des polémiques ? Dans les débats sur la collaboration des Lettons dans les crimes nazis, Ilja Ļenskis postule qu'il faut avant tout retenir qu'« en l'absence de l'occupation nazie, l'Holocauste n'aurait pas eu lieu en Lettonie – l'extermination des Juifs en Lettonie est le résultat de l'Allemagne nazie ». Si ce postulat comporte sa part de vérité, il est trop souvent utilisé pour prendre distance. Il s'en suit, à nouveau, un transfert de la problématique qui peut être un obstacle à l'inscription de la Shoah dans la mémoire collective avec le risque d'interpréter le génocide contre les Juifs comme un fait extérieur à la Lettonie. Nonobstant, pour Ilja Ļenskis, la Shoah ne doit pas être appropriée par un groupe spécifique, car « c'est une tragédie européenne. Ce n'est pas seulement une tragédie juive. Et il est nécessaire de prendre conscience des fondements culturels présents en Europe qui ont amené à cette tragédie pour qu'elle ne se reproduise plus jamais ». Ce ne serait pas en tant que pays spécifique qu'il faut commémorer la Shoah, c'est en tant qu'Européens que nous devrions nous souvenir de cette tragédie. Si en Europe de l'Ouest, cette prise de conscience est visible, Ilja Ļenskis explique que le problème pour l'Est, et donc pour la Lettonie, est que « les Lettons ne réalisent pas encore qu'ils font partie de l'Union européenne ». Dès lors, ils ne prennent pas conscience des événements historiques qui ont pu concerner toute l'Europe, ils se focalisent sur l'histoire de la Lettonie et de son peuple.

Ilja Ļenskis affirme alors que la conscience de la société est dominée par l'époque soviétique : « En Lettonie, on se souvient mieux des victimes du régime soviétique, car l'occupation soviétique a affecté tous les Lettons et a duré 40 ans. Plusieurs générations sont nées dans ce régime »²⁶⁷. Les deux occupations ont eu lieu directement l'une après l'autre, « peut-être la réaction serait différente s'il y avait une distance temporelle entre les deux occupations ».²⁶⁸ Ce rapprochement historique fait qu'il y a une tendance d'inscrire les deux occupations dans une temporalité unique – celle des temps « difficiles ». L'acteur qui joue Herberts Cukurs dans la performance musicale controversée – la polémique ayant même dépassé les frontières lettones et, dans une certaine mesure, offusqué la communauté juive – se justifie en disant que Herberts Cukurs, aviateur letton ayant fait partie du commando de Arājs durant la Seconde Guerre mondiale, est « une figure complexe qui s'inscrit dans des temps difficiles »²⁶⁹. Ilja Ļenskis pense que c'est la phrase clé qu'on retrouve le plus dans les discours lettons : « ce n'est pas nous qui sommes mauvais, c'est les temps qui étaient difficiles et le temps difficile continuent encore et toujours jusque aujourd'hui – c'est un problème beaucoup plus large ». Tout allait et va toujours mal pour les Lettons, favorisant ce statut de nation victime et laissant peu de place en général à la réflexion sur les souffrances d'autres communautés, par exemple, à la reconnaissance de l'implication de certains Lettons dans des crimes nazis.

En conséquence, parmi les obstacles à la mémoire collective de la Shoah, « le premier problème est le fait que les Lettons n'ont aucune idée que les Juifs font partie intégrante de l'histoire de la Lettonie, on ne sait rien des Juifs, on ne parle pas leur langue »²⁷⁰. Ilja Ļenskis prend l'exemple d'un livre d'histoire sur la ville de Varaklani où 60 % de la population était juive, mais seulement 2 pages sont consacrées à l'histoire juive de cette ville, « comme si ces

²⁶⁶ *Ibidem*.

²⁶⁷ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

²⁶⁸ *Ibidem*.

²⁶⁹ VEIDMANE, Elita, « Aktieris Juris Jope : lai cilvēku notiesātu, ir jābūt pierādījumiem », *Neatkarīgā Rīta Avīze*, le 31 octobre 2014, <http://nra.lv/kultura/128055-aktieris-juris-jope-lai-cilveku-notiesatu-ir-jabut-pieradijumiem.htm>, consulté le 21 mars 2015.

²⁷⁰ Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

60 % n'existaient pas »²⁷¹. Pourtant, l'accomplissement majeur de la Lettonie pour la mémoire de la Shoah est le travail de la Commission des historiens dans les années 90, qui a permis d'inscrire l'Holocauste dans l'histoire. Avant cela, explique Ila Ļenskis, « l'Holocauste ne faisait pas partie de l'histoire lettone, comme si cela s'était passé sur Mars »²⁷². Ce travail pourrait résoudre la problématique d'un manque de compréhension ou faire la lumière sur de nombreuses confusions, toutefois, il ne semble pas assez popularisé.

Pourtant, Ilja Ļenskis s'oppose à l'idée qu'on parlerait trop peu de la Shoah en Lettonie. En fait, dans les débats lettons on entend plutôt dire qu'il y a trop d'attention consacrée à la Shoah. On se souvient que le sondage de 2008 commandé par l'Université de Lettonie (cf. section *Problématique à différents niveaux*) avait mis en avant cet aspect. La problématique n'est donc pas à situer dans la présence ou non de la Shoah dans les débats : « En Lettonie on parle beaucoup de l'Holocauste, mais il s'agit juste de parler, il y a cette idée qu'il y a un devoir d'en parler, un devoir d'inscrire l'Holocauste dans les débats publics. Mais il y a une absence de compréhension. Ce sont des discours vides »²⁷³. On peut reprendre ici la métaphore utilisée par Gunārs Nāgels, selon qui la Shoah est mise dans une « boîte fermée » que personne ne prend la peine d'ouvrir.

Un autre aspect soulevé par Ilja Ļenskis est la grande différence qui existe entre Riga, la capitale, et les petites villes. Les grandes problématiques sociétales sont avant tout présentes dans la capitale. En conséquence, les discours publics sur l'Holocauste sont également concentrés à Riga, « dans les petites villes, il n'y a pas ces débats, tout est laissé aux mains des initiatives locales »²⁷⁴. Ceci alors que la mémoire de la Shoah devrait être entretenue au niveau national.

Le directeur cite aussi l'antisémitisme et ses trois vagues : « à l'antisémitisme des années 20 et 30, s'ajoute l'antisémitisme résultant de l'occupation soviétique et nazie, et aujourd'hui la nouvelle vague d'antisémitisme »²⁷⁵, qui n'est pas publiquement présente, mais qui existe.

Enfin, on retrouve cette concurrence entre les mémoires : « une partie de la société pense que les répressions sont un gâteau – chacun aurait droit à sa part ». Ceci est la conséquence de la position victimaire que les Lettons ont tendance à s'approprier. Ilja Ļenskis explique que « ce statut de victime forme l'identité lettone »²⁷⁶ et engendre une mémoire à caractéristique concurrentielle.

Il est clair que dans le musée « Juifs en Lettonie », la mémoire de l'occupation soviétique n'occulte pas celle de la Shoah. La problématique est à chercher dans les consciences individuelles des Lettons et dans l'identité nationale – y dominant le souvenir de l'occupation soviétique. La position victimaire de cette identité empêche la mémoire de la Shoah. C'est pourquoi, pour intéresser les Lettons, le musée « Juifs en Lettonie » veut populariser avant tout l'histoire de la communauté juive et ne pas mettre l'accent sur la Shoah. Par contre, s'il faut rappeler les événements de la Shoah aux Lettons, c'est en rappelant qu'il s'agit avant tout d'une tragédie européenne, pas seulement juive. En suivant cette logique, dans le contexte de la Lettonie où il y a cette tendance à se distancer des crimes nazis et où il y a une certaine incompréhension collective sur l'histoire de la communauté juive, Ila Ļenskis privilégie l'emploi du terme « personnes » par rapport à « Juifs » dans le discours sur la Shoah, ceci pour susciter l'intérêt des Lettons. A ce sujet, en 2011, le Musée de l'Occupation en collaboration avec le musée « Juifs en Lettonie » a inauguré une exposition sur les crimes commis à Rumbula le 10 novembre et 8 décembre 1941, menant à 25 000 victimes juives. La question s'est posée de citer « personnes tuées » ou « Juifs tués ». L'Ambassadeur d'Israël

²⁷¹ *Ibidem.*

²⁷² Interview de Ilja Ļenskis, Riga, 16 février 2015.

²⁷³ *Ibidem.*

²⁷⁴ *Ibidem.*

²⁷⁵ *Ibidem.*

²⁷⁶ *Ibidem.*

privilegiait le terme Juifs. Ilja Ļenskis favorise l'emploi du terme « personnes » pour que l'exposition parle davantage aux Lettons.

Finalement, Ilja Ļenskis pense que « le temps et le changement de générations permettront de résoudre le problème ». Il est vrai que le temps peut permettre une prise de recul et apporter une nouvelle réflexion sur les occupations que la Lettonie a vécues. Néanmoins, il a été constaté que la nouvelle génération a tendance à moins s'intéresser aux événements historiques. Prenant cela en compte, le rôle de l'éducation a toute son importance, mais se pose alors une nouvelle problématique – la manière dont est enseignée l'histoire dans les écoles.

5.4. Le Musée du Ghetto de Riga

« Notre devoir est de mentionner éternellement les victimes de l'Holocauste pour conscientiser la prochaine génération aux valeurs humaines qui doivent toujours passer en premier lieu »²⁷⁷

5.4.1. Le musée

Le quartier du Musée du Ghetto a conservé son caractère unique historique de l'ancien ghetto de Riga et n'a pas subi de modifications architecturales majeures dans les 60 dernières années. On y retrouve des petites maisons en bois et des maisons rouges qui gardent la mémoire de ceux qui, pendant la guerre, y étaient emprisonnés et utilisés pour du travail forcé dans des conditions inhumaines ou encore qui attendaient d'être transportés dans les camps de concentration ou la forêt de Rumbula pour finir exécutés. Ce quartier, autrefois entouré de barbelés, apparaît comme un monument historique et architectural authentique de la Seconde Guerre mondiale et, avant tout, des événements de la Shoah. C'est donc tout naturellement que s'y est implanté le Musée du Ghetto, inauguré le 21 septembre 2010 et fondé par l'association religieuse juive *Shamir*, en collaboration avec la municipalité de Riga. Le musée n'est pas encore atteint son stade final, des développements sont encore prévus.

L'objectif du musée est d'offrir aux visiteurs un aperçu de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en se rapportant entièrement à la période de la Shoah en Lettonie. Il se consacre à la vie de la communauté juive avant l'Holocauste et aux crimes commis durant l'Holocauste. Ce faisant, le musée se projette dans le passé, mais a aussi pour ambition de travailler sur le présent et le futur, cela en essayant de véhiculer des valeurs. Le site du musée explique : « nous essayons de garder les leçons du passé et aider le monde à atteindre un avenir dans lequel les gens seraient plus bons, plus tolérants et plus solidaires envers l'autre »²⁷⁸. En adoptant cette ambition, le Musée du Ghetto ne se veut pas un simple musée, « il incarne le souvenir des événements terribles de l'histoire lettone qui ne devraient jamais se reproduire à nouveau, il est comme un centre éducatif et culturel de la tolérance et de la source de respect mutuel »²⁷⁹.

Le musée se consacre à la vie de la communauté juive en Lettonie et leur « rôle dans la culture, le sport, l'art »²⁸⁰. Toutefois, il est surtout un véritable lieu de commémoration de la Shoah : le musée a retranscrit le nom de plus de 70.000 victimes juives des crimes nazis, car « notre devoir est de mentionner éternellement les victimes de l'Holocauste pour conscientiser la prochaine génération aux valeurs humaines qui doivent toujours passer en premier lieu »²⁸¹.

²⁷⁷ Musée du Ghetto de Riga, <http://lv.rgm.lv/about/>, consulté le 29 mars 2015.

²⁷⁸ Musée du Ghetto de Riga, <http://lv.rgm.lv/about/>, consulté le 29 mars 2015.

²⁷⁹ *Ibidem*.

²⁸⁰ *Ibidem*.

²⁸¹ *Ibidem*.

Cette retranscription est effectuée sur des stands situés dans la cour du musée où ont été implantés les pavés des rues du ghetto de Riga, sur lesquels les victimes du ghetto marchaient vers la mort. Le musée présente également une exposition de photos sur l'Holocauste letton, la propagande antisémite et le mouvement de résistance.

Dans ses relations nationales, le musée est directement dépendant de la religion puisque son administration est gérée par l'Association religieuse juive « Shamir »²⁸². De plus, le musée reçoit un soutien de la Municipalité de Riga et de son maire. Au niveau international, on peut noter que le site internet du musée est nommé pour le *Webby Awards* de l'Académie internationale des arts et des sciences numériques²⁸³. Il est vrai que le site témoigne d'une grande capacité digitale, offrant, par ailleurs, une visite virtuelle du musée.

5.4.2. Les visiteurs

Le Musée Ghetto a un public cible large, il s'adresse aussi bien aux « Lettons qu'aux visiteurs étrangers »²⁸⁴. Au total, en 2012, le Musée du Ghetto de Riga et le Musée de l'Holocauste ont été visités par 7168 visiteurs²⁸⁵. En 2014, le musée a compté son 30 000^e visiteur²⁸⁶. Les visiteurs étrangers sont néanmoins majoritaires, puisque un tiers des visiteurs sont lettons et deux tiers proviennent, par ordre d'importance, des États-Unis, de l'Allemagne, d'Israël, du Royaume-Uni, de Russie et des pays scandinaves²⁸⁷. Tout comme pour le musée « Juifs en Lettonie » se pose la question de l'intérêt des Lettons ethniques. Ces derniers semblent ne pas s'associer avec les éléments de l'histoire véhiculés par ce musée.

5.4.3. Le mémoire de la Shoah

Par son authenticité, le Musée du Ghetto est un incontestable lieu de mémoire de la Shoah en Lettonie, c'est aussi un lieu de commémoration de toutes les victimes tuées lors de cette période noire sur le territoire letton. Par conséquent, on peut croire que, à travers ce musée, la Lettonie réussit à faire son travail de mémoire de la Shoah.

Pourtant, les Lettons ethniques sont minoritaires parmi les groupes de visiteurs. Ce manque d'intérêt peut s'expliquer tout d'abord lorsqu'on analyse l'identité collective lettone qui n'inclut pas la Shoah. Il est, à nouveau, possible de constater que les Lettons n'arrivent pas à s'associer à cette tragédie.

Néanmoins, une autre explication mérite l'attention. Ce musée est géré par l'association religieuse juive *Shamir*, une communauté majoritairement russophone. De plus, le musée est soutenu par la municipalité de Riga dont le maire est issu du parti pro-russe « Centre de l'Harmonie ». Le manque de recul des Lettons par rapport à l'occupation soviétique implique que ces derniers peuvent percevoir, à travers ce musée, son ennemi de toujours – la Russie. De plus, en prenant en compte la propagande actuelle de la Russie à utiliser comme instrument la Shoah à des fins de discréditation de l'image de la Lettonie, les Lettons peuvent considérer que ce musée est utilisé comme un instrument de la Russie servant alors les intérêts russes. Par conséquent, le Musée du Ghetto, le seul lieu authentique de la mémoire de la Shoah en Lettonie, met en lumière la problématique sociolinguistique qui existe en Lettonie divisant les Lettons ethniques et les russophones du pays, une problématique qui constitue un véritable obstacle au travail de la mémoire la Shoah à un niveau national.

²⁸² Association religieuse juive de Lettonie, Shamir, <http://www.shamir.lv/en/>, consulté le 30 mars 2015.

²⁸³ Musée du Ghetto de Riga, <http://lv.rgm.lv/blog/>, consulté le 29 mars 2015.

²⁸⁴ Musée du Ghetto de Riga, <http://lv.rgm.lv/about/>, consulté le 29 mars 2015.

²⁸⁵ Musée du Ghetto de Riga, <http://lv.rgm.lv/blog/>, consulté le 29 mars 2015.

²⁸⁶ *Ibidem*.

²⁸⁷ *Ibidem*.

5.5. Le Mémorial de Žanis Lipke

« Il est primordial de continuer à transporter les valeurs humaines pour que plus jamais ne se reproduise un tel génocide »²⁸⁸

5.5.1. Le musée

Officiellement inauguré le 30 juillet 2013, le mémorial de Žanis Lipke prend la forme d'un musée-mémorial. C'est un musée dans son aspect proposant la reconstruction aussi proche que possible du bunker construit par Žanis Lipke et montrant ainsi au mieux les conditions de vie des Juifs qui s'y sont cachés et ont pu, par conséquent, être sauvés. Le bâtiment est d'ailleurs construit à côté de la vraie maison de Žanis Lipke où habite encore sa famille et donc où se trouvait le vrai bunker. De plus, l'exposition rassemble différentes traces matérielles ayant appartenu à Žanis Lipke, à sa famille, aux personnes qui l'ont aidé ou encore aux Juifs qui s'y sont cachés et ont pu être sauvés. À côté de cela, c'est un mémorial dédié à Žanis Lipke – l'homme « courageux » qui a sauvé plus de 50 Juifs du ghetto de Riga durant la Seconde Guerre mondiale, par la figure de Žanis Lipke, c'est une dédicace à tous les sauveurs de cette sombre période. L'idée du mémorial part d'une initiative privée, ses fondateurs sont le businessman letton, Māris Gailis, le directeur honoraire du Forum international du film de Riga, Augusts Sukuts, et la belle-fille de Žanis Lipke, Arija Lipke. Le mémorial est donc privé.

La directrice, Lolita Tomsone, explique que l'objectif du mémorial est d'être « un monument pour toutes les personnes ayant sauvé des vies »²⁸⁹. Il ne s'agit pas seulement de commémorer Žanis Lipke, mais « toutes les autres personnes de la Seconde Guerre mondiale qui étaient prêtes à sacrifier leur vie pour celle des autres »²⁹⁰. En mentionnant cet objectif, Lolita Tomsone explique que « le mémorial se veut non seulement être un endroit où l'on s'arrête, regarde en arrière et se souvient, mais aussi un endroit qui invite à la réflexion et où l'on continue à essayer de trouver qui était Žanis Lipke et où on essaye de se mettre à sa place »²⁹¹. En ce sens, on retrouve une similarité avec le Musée de la Guerre où le visiteur est invité à s'identifier au soldat letton. D'ailleurs, la visite guidée du mémorial commence par proposer de s'arrêter à l'entrée devant une vitre où l'on voit son propre reflet. La guide invite alors à se questionner sur ce que l'on aurait fait à la place de Žanis Lipke et sur les motivations qui auraient pu amener Žanis Lipke à risquer sa vie pour en sauver d'autres.

Le message principal que le mémorial souhaite faire passer est avant tout symbolique. Il s'agit de faire transmettre des valeurs intemporelles et universelles : « les notions de la clandestinité, d'espoir, de sauvetage et de courage dont parle cet endroit devraient être en mesure de transcender la mémoire de l'événement historique particulier et d'acquérir une signification plus large et plus profonde »²⁹².

La figure centrale du mémorial est Žanis Lipke, letton né en 1900 et mort en 1987. Dans la ville de Riga, occupée par les nazis, cet homme a trouvé un emploi qui l'aida à sauver des Juifs – après avoir suivi des cours de défense aérienne, il a commencé à travailler dans les entrepôts allemands de la *Luftwaffe* qui employaient des prisonniers du ghetto de Riga. Žanis Lipke était chargé de les escorter jusqu'au lieu du travail, ce qui lui a permis de pouvoir en sauver. Si quelqu'un lui demandait combien de personnes il a sauvées, il répondait : « je n'ai jamais compté, j'ai sauvé qui je pouvais sauver »²⁹³. Il existe différentes spéculations

²⁸⁸ Interview de Lolita Tomsone, Riga, 13 février 2015.

²⁸⁹ Interview de Lolita Tomsone, Riga, 13 février 2015.

²⁹⁰ *Ibidem*.

²⁹¹ *Ibidem*.

²⁹² *Ibidem*.

²⁹³ Mémorial de Žanis Lipke, <http://www.lipke.lv/lv/biografija>, consulté le 2 mars 2015.

concernant les motivations des Lipke. Certains disent qu'il avait un mépris personnel profond pour les occupants allemands, d'autres pensent qu'il était un aventurier, d'autres encore le considèrent simplement comme une personne exceptionnellement bonne²⁹⁴. Ainsi, à travers la figure de Žanis Lipke, le musée essaye de véhiculer des valeurs avant tout humaines. La directrice rappelle que « Žanis lui-même pensait que ce qu'il avait fait était tout simplement le devoir de tout être humain »²⁹⁵.

Dans ce contexte, le choix du contenu à exposer est nécessairement lié à la vie de Žanis Lipke. Sont présentés des objets personnels ayant essentiellement appartenu à Žanis Lipke et sa famille – des photographies, des lettres ou encore l'interview de la femme de Žanis Lipke. D'ailleurs c'est la famille de Lipke qui a donné au mémorial une grande part des objets qui y sont exposés. Hormis ces éléments personnels, le « cœur » du musée-mémorial est le bunker que les visiteurs sont invités à observer avec une vue d'en haut, il n'est pas permis d'y pénétrer puisqu'« il serait aujourd'hui impossible de se mettre à la place des personnes qui y vivaient cachées et d'en ressentir les conditions de vie »²⁹⁶.

Le Mémorial de Žanis Lipke est très indépendant du gouvernement. Le financement se fait donc par des dons privés. On notera tout de même parmi les donateurs, le Président Andris Bērziņš, la municipalité de Riga et le Conseil de la communauté juive de Lettonie.

Le musée est encore assez récent, ses relations internationales continuent donc d'évoluer, néanmoins, la directrice cite le fait que le mémorial accueille des expositions itinérantes. Le 23 septembre 2014 en collaboration avec l'Ambassade des Pays-Bas en Lettonie, le mémorial a accueilli l'exposition itinérante « Anne Frank – un message d'aujourd'hui » dont l'objet était d'informer les visiteurs de l'histoire de l'Holocauste et d'encourager la réflexion sur les valeurs telles que les questions des droits de l'homme, de la tolérance, de la démocratie, le respect mutuel entre les différentes cultures, religions, origines ethniques ou croyances politiques.

5.5.2. Les visiteurs

Le mémorial n'a pas de public cible, il s'adresse à tout le monde. Le principal groupe de visiteurs rest toutefois les Lettons qui viennent en famille ou en groupes scolaires. Après les Lettons ethniques, on retrouve les visiteurs étrangers. Ces derniers viennent dans une moindre mesure, car le mémorial est situé dans une zone résidentielle et est même difficile à trouver pour les Lettons. Ainsi, les visiteurs ne s'y retrouvent jamais par hasard. Les visiteurs étrangers viennent principalement de l'Allemagne et des Etats-Unis. La directrice note qu'il y a très peu de russophones qui visitent le musée et parmi ces derniers il n'y a même jamais de personnes ayant vécu la Deuxième Guerre mondiale, alors que nombreux sont les Lettons ethniques ayant vécu la guerre et qui s'intéressent au musée. En 2013, le mémorial a été visité par 3.415²⁹⁷ personnes, mais la directrice note une augmentation d'année en année.

Selon Lolita Tomšone, les visiteurs intègrent facilement le message symbolique du mémorial – les valeurs universelles qu'il essaye de véhiculer. On peut déduire que le mémorial réussit à intéresser, voire même à passionner les visiteurs, dont une grande part se compose de Lettons ethniques, ceux-ci arrivent à s'associer à la figure de Žanis Lipke. On en déduit alors que la position victimaire n'est pas exclusive, elle peut cohabiter avec l'héroïsme dans l'identité nationale, au contraire de l'attitude culpabilisante qui apparaît incompatible avec l'identité lettone. Lolita Tomšone affirme d'ailleurs qu'« il y a une tendance pour les Lettons de se

²⁹⁴ *Ibidem*.

²⁹⁵ Interview de Lolita Tomšone, Riga, 13 février 2015.

²⁹⁶ Interview de Lolita Tomšone, Riga, 13 février 2015.

²⁹⁷ KLĀSONS, Gints (dir.), *Latvijas iedzīvotāju kultūras patēriņš un līdzdalība kultūras aktivitātēs 2007-2014 : pētījumu dati un statistika*, Valsts Kultūrkapitāla fonds, Culturelab, Rīga, 2014, p. 15.

cantonner dans cette position de victime qui leur est avantageuse, en évitant ainsi une prise de responsabilité »²⁹⁸.

5.5.3. La mémoire de la Shoah

Le mémorial se rapporte à la période de la Shoah, néanmoins il ne traite pas immédiatement de la Shoah. En effet, l'angle de vue met au premier plan Žanis Lipke, un letton « héros » à travers qui est présentée une « histoire avec une fin heureuse »²⁹⁹. Ce n'est qu'indirectement que les visiteurs sont amenés à réfléchir sur la question de la Shoah, ceci à travers les valeurs que le mémorial essaye de transmettre par le biais de la figure de Žanis Lipke, « il est primordial de continuer à transporter les valeurs humaines pour que plus jamais ne se reproduise un tel génocide »³⁰⁰.

En conséquence, dans ce mémorial, ce n'est pas la mémoire de l'occupation soviétique qui occulte celle de la Shoah. Le visiteur est amené à se remémorer la Shoah, mais à travers la mémoire de Žanis Lipke. Le mémorial offre ainsi la représentation d'un aspect « positif » du passé douloureux de la Seconde Guerre mondiale. C'est par cette représentation « positive » que le mémorial arrive à intéresser son public – il ne s'agit pas de condamner quelqu'un, il ne s'agit pas de rappeler les horreurs de cette période, il s'agit de montrer qu'en Lettonie il y a un « héros » qui a sauvé des Juifs.

Lolita Tomsona est consciente qu'il existe en Lettonie des obstacles à la mémoire de la Shoah. Ceux-ci sont à chercher dans le comportement individuel des Lettons. Margērs Vestermanis rejoint l'idée que l'obstacle est avant tout dans les consciences individuelles : « Les obstacles sont en nous, dans nos préjugés et dans la réticence interne de faire face à la réalité »³⁰¹. Les Lettons ne réalisent pas ce qu'ils sont – tantôt victimes, tantôt héros, tantôt coupables. Le terme employé par Philippe Pérchoc résume parfaitement cette problématique de l'identité lettone en parlant de « schizophrénie postsoviétique »³⁰². Une schizophrénie qui renforce les confusions présentes dans la conscience des Lettons. Lolita Tomsona cite, par exemple, le problème des stéréotypes sur la communauté juive. Les visiteurs lui demandent souvent si Žanis Lipke était Juif, si elle-même est juive, « comme si une personne aiderait que les siens »³⁰³. Lolita Tomsona note l'étonnement des visiteurs lorsqu'elle leur répond que non, ni les fondateurs du mémorial, ni elle-même, ni même Žanis Lipke ne sont juifs. Il domine en Lettonie la conception que la communauté juive est quelque chose d'étranger et d'abstrait. Dans ce contexte, Lolita Tomsona partage l'affirmation du directeur du Musée de l'Occupation ; elle affirme qu'« il existe en Lettonie une confusion, tout est embrouillé »³⁰⁴. Elle prend l'exemple de la propagande allemande à propos des « Juifs bolchéviques » dont les effets se font encore ressentir. Aujourd'hui, « les Lettons semblent avoir oublié que parmi les bolchéviques il y avait aussi des Lettons ethniques »³⁰⁵. Pour la directrice, cela est dû au « manque de connaissances sur l'histoire de la communauté juive lettone, mais aussi au manque de contacts avec les Juifs »³⁰⁶. Si le Musée « Juifs en Lettonie » pallie le premier manque en invitant le letton à découvrir l'histoire de la communauté juive, le mémorial de Žanis Lipke pourrait pallier au second, en l'invitant à découvrir le fait que des lettons ethniques ont côtoyé la minorité juive de Lettonie.

²⁹⁸ Interview de Lolita Tomsona, Riga, 13 février 2015.

²⁹⁹ *Ibidem*.

³⁰⁰ *Ibidem*.

³⁰¹ Entretien avec Margērs Vestermanis, 2 avril 2015.

³⁰² PERCHOC, Philippe, « Le compromis mémoriel européen. Une étude balte » dans BONNARD, P., MINK, G., *Le Passé au présent, Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Houdiard, 2010, p. 55.

³⁰³ Interview de Lolita Tomsona, Riga, 13 février 2015.

³⁰⁴ *Ibidem*.

³⁰⁵ *Ibidem*.

³⁰⁶ *Ibidem*.

Lorsqu'on regarde le travail des musées dans la mémoire de la Shoah, Lolita Tomsone souligne que la Shoah est bien présente dans les débats publics, les musées s'y consacrent, mais « le problème est à situer dans l'élément de responsabilité qui lui n'est pas présent dans les musées »³⁰⁷. C'est peut-être dû à cette absence de la responsabilité et à la présence de non-dits qui font que la mémoire de la Shoah peine à trouver sa place parmi la société lettone.

Comme le montre la figure de Žanis Lipke, la directrice explique que le changement doit se faire par des actes individuels :

Il est impossible de provoquer un changement de masse, s'il est possible de changer quelque chose, c'est par des comportements individuels, c'est en faisant des choses concrètes qu'il est possible petit à petit de changer l'attitude des Lettons envers l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et donc envers les crimes nazis d'une part, et envers la communauté juive en général d'autre part.³⁰⁸

Selon Lolita Tomsone, les valeurs n'existent pas de soi, elles doivent être transportées par le travail individuel et par des contributions personnelles. C'est en partie ce qu'essaye de faire le mémorial de Žanis Lipke.

Le mérite du mémorial est de réussir à susciter l'intérêt des Lettons ethniques qui sont dès lors amenés, pour une fois, à se souvenir uniquement de la période allemande et des crimes nazis et non pas de l'occupation soviétique. D'autre part, le mémorial permet de domestiquer les crimes nazis en rappelant que ceux-ci ont eu lieu également sur le territoire lettone. De plus, le mémorial permet de remettre dans la conscience de chaque visiteur que le letton ethnique peut côtoyer des Juifs. De cette sorte, une relation est rétablie entre la communauté juive et les Lettons ethniques. Il ne s'agit pas juste de parler des Juifs comme une figure abstraite. Le mémorial identifie les Juifs que Žanis Lipke a sauvés et propose des traces matérielles de personnes concrètes.

Nonobstant, cette reconstruction du passé laisse d'autres aspects de la Seconde Guerre mondiale non dits, particulièrement la question de la responsabilité de la Lettonie dans les crimes nazis. Ici, le Letton qui a été victime des deux occupations arbore en fait une forme d'héroïsme. Tout en étant victime de l'histoire, le letton ethnique a trouvé le courage de sauver des vies d'une autre communauté : il y a un héros en Lettonie qui a sauvé des vies. Dès lors, la représentation qui associe les crimes nazis seulement à l'occupant allemand et jamais à des Lettons, telle que véhiculée aussi dans d'autres musées, reste présente.

5.6. Résumé des résultats

Caractéristiques principales des musées

Le caractère public ou privé des musées constitue avant tout un financement pour les musées et influence leurs relations nationales et internationales. Le musée de la Guerre apparaît alors comme le plus moderne, ayant le plus de moyens techniques. Cependant, ce caractère public apporte ses « contraintes », car le musée est « forcé » de véhiculer seulement une image positive de la Lettonie. Le musée de l'Occupation et le musée « Juifs en Lettonie » sont accrédités par l'Etat et reçoivent donc un soutien du gouvernement. Néanmoins, dans le cas du Musée de l'Occupation ce soutien apparaît plus important. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'Etat utilise le Musée de l'Occupation comme instrument politique pour proposer aux invités du gouvernement la retranscription de l'histoire lettone telle que véhiculée par le Musée de l'Occupation : l'histoire d'une nation victime qui a survécu aux occupations. Le

³⁰⁷ *Ibidem.*

³⁰⁸ Interview de Lolita Tomsone, Riga, 13 février 2015.

musée « Juifs en Lettonie », malgré qu'accrédité par l'Etat, surprend par son manque de modernisme et son manque d'espace. Enfin, le Musée du Ghetto et le Mémorial de Žanis Lipke sont privés, mais présentent assez des capacités pour proposer des expositions modernes.

En ayant examiné le message principal et l'objectif des musées, nous pouvons conclure que le Musée de la Guerre et le Musée de l'Occupation comportent des caractéristiques semblables. Tous deux véhiculent un patriotisme letton. Internationalement, cela se présente avec l'objectif de transporter une image favorable de la Lettonie et de faire reconnaître son passé douloureux. Nationalement, cela se traduit par un aspect éducationnel, cherchant à faire naître et entretenir un patriotisme chez les Lettons. Le Musée du Ghetto et le Mémorial de Žanis Lipke se ressemblent dans leur aspect symbolique : leur volonté est de transmettre des valeurs humaines pour favoriser un monde « meilleur ». Le musée « Juifs en Lettonie » sort du lot en souhaitant exclusivement apporter un éclaircissement objectif sur l'histoire de la communauté juive de Lettonie.

Le Musée de la Guerre et le mémorial de Žanis Lipke se ressemblent dans leur choix de la figure centrale, choix qui oriente le contenu des expositions. Tous deux ont choisi une approche individuelle, en se focalisant sur des hommes lettons. Le Musée de la Guerre se rapporte aux soldats lettons et expose leurs traces matérielles. Le mémorial de Žanis Lipke se concentre sur les Lettons qui ont sauvé des vies, à travers la figure de Žanis Lipke et ses traces matérielles. Le Musée de l'Occupation et le musée « Juifs en Lettonie » proposent une approche plus holistique, le premier en retraçant l'histoire de la Lettonie occupée, le second en retraçant l'histoire de la communauté juive de Lettonie. Entre ces deux approches, il y a le musée du Ghetto, qui d'un côté propose une approche individuelle en commémorant les victimes juives par la retranscription de leurs noms, d'autre part présente une approche plus générale en s'intéressant à l'histoire des Juifs de Lettonie.

Les visiteurs

Le Musée de la Guerre et le Musée de l'Occupation sont les plus fréquentés. D'ailleurs, ils comportent les mêmes caractéristiques : une large catégorie de visiteurs et un large public cible. On notera que ces deux musées, dont l'ambition n'est pas de se focaliser sur la mémoire de la Shoah et qui se consacrent autant à l'occupation allemande que soviétique, arrivent à créer un lien social parmi les Lettons ethniques qui s'associent facilement aux représentations du passé proposées par ces deux établissements.

Les trois autres musées sont largement moins visités, aucun ne dépassant le cap annuel des 10.000 visiteurs. Malgré un public cible large, le Musée « Juifs en Lettonie » et le Musée du Ghetto se ressemblent par le fait qu'ils intéressent majoritairement les visiteurs étrangers. Les Lettons n'y constituent que 1/3 des visiteurs. On peut en déduire que le letton ethnique ne parvient pas à s'associer aux éléments de l'histoire de la communauté juive qui y sont présentés : ces musées ne favorisent pas de lien social entre les Lettons ethniques. D'ailleurs, Fabrice Virgili avait identifié ce désintérêt des Lettons pour l'histoire de la communauté juive de Lettonie³⁰⁹.

Dans ce contexte, le Mémorial de Žanis Lipke comporte un aspect intéressant. Se rapportant à la période de la Shoah et ne s'intéressant pas du tout aux répressions soviétiques, ce musée/mémorial arrive pourtant à créer un lien social parmi les Lettons ethniques qui constituent la majorité des visiteurs. Cela s'explique par l'angle d'approche utilisé. C'est à travers un letton aux attitudes héroïques que le visiteur est invité à réfléchir sur la Shoah.

³⁰⁹ VIRGILI, Fabrice, « Des sites sans visiteurs : les mémoriaux du camp de Salaspils et de la forêt de Bikernieki en Lettonie », *Les cahiers Irice*, n° 7, 2011, p. 110.

La mémoire de la Shoah

Tous les musées affirment que la Shoah fait partie intégrante de l'histoire de la Lettonie. Pourtant ils en parlent différemment. Le seul musée se dédiant entièrement à la mémoire de la Shoah est le Musée du Ghetto. Le mémorial de Žanis Lipke se rapporte à la Shoah, mais propose une histoire « positive » de cette période à travers un letton « héros ». Les autres musées n'ont pas pour ambition première de proposer des expositions sur la Shoah. En effet, le Musée de la Guerre et le Musée de l'Occupation traitent d'une période plus étendue et parlent des occupations allemande et soviétiques. Le musée « Juifs en Lettonie » souhaite inscrire dans le présent l'histoire de la communauté juive de Lettonie, sans une focalisation sur la Shoah.

Par conséquent, en regardant le rapport entre la Shoah et les répressions soviétiques, on peut tout d'abord noter que le musée du Ghetto et le mémorial de Žanis Lipke ne se réfèrent pas au régime soviétique et ses répressions. Le musée « Juifs en Lettonie » parle de l'occupation soviétique puisque celle-ci a touché la communauté juive de Lettonie, mais ne traite pas parallèlement des crimes nazis et des répressions soviétiques. La Shoah y est représentée dans sa singularité dans une salle spéciale. Dans ces 3 musées, il est possible d'affirmer que la mémoire des répressions soviétiques n'occulte pas celle de la Shoah.

En revanche, le Musée de la Guerre et le Musée de l'Occupation présentent l'histoire des deux occupations, pouvant alors amener à confirmer l'hypothèse que la mémoire des répressions soviétiques occulterait celle de la Shoah. Pourtant, ces deux musées ont expliqué qu'une comparaison n'est pas du tout recherchée. Le Musée de la Guerre invite le visiteur à tirer ses propres conclusions. Le soldat letton a été victime des deux occupations. Néanmoins, cela peu amener à la critique que ce musée retrace le passé sans recul critique. Il faut aussi noter qu'on ne retrouve pas la singularité des crimes nazis, l'« horreur » de la Shoah semble y être absente. Toutefois, le Musée de la Guerre, dans son essence, n'a pas vocation à se focaliser sur la Shoah. Quant au Musée de l'Occupation, qui a reçu des critiques condamnant la mise sur un pied d'égalité des répressions soviétiques et des crimes nazis, a changé de bâtiment et cet aspect comparatif à l'air d'être atténué. Si le nouveau directeur cherche à faire reconnaître les crimes soviétiques en Europe de l'Ouest, il ne souhaite pas établir de comparaison entre les occupations soviétiques et allemandes et leurs crimes respectifs, chaque régime devant être considéré dans sa singularité.

En conséquence, ce ne sont pas tant les musées qui favorisent une représentation du passé où les répressions soviétiques occulteraient les crimes nazis. Le problème est dans la perception des visiteurs qui refusent l'héritage de la Shoah. La problématique de la mémoire de la Shoah se trouve dans l'identité collective lettone (qui est construite sur la communauté nationale imaginaire des Lettons ethniques, ne prenant pas en compte la multiculturalité de la Lettonie). De ce fait, c'est dans la conscience des visiteurs des musées que cette occultation peut exister, dès lors qu'il s'agisse des Lettons ethniques qui sont davantage concernés par l'occupation soviétique qu'allemande.

Le Musée de la Guerre et le Musée de l'Occupation véhiculent l'image d'une nation victime de l'histoire. Dans cette représentation, peu de place est laissée à la prise de responsabilité. Dès lors, ces deux musées participent à la formation dans l'identité lettone d'une position victimaire où l'aspect culpabilisant n'a pas sa place. C'est grâce à la représentation de la Lettonie comme victime de l'histoire que ces deux musées arrivent à créer un lien social parmi les Lettons. Toutefois, le directeur du Musée de l'Occupation a mis en avant un aspect important : la présence des confusions dans les consciences individuelles lettones. Si l'identité lettone apparaît comme obstacle à la mémoire de la Shoah, c'est parce qu'il existe des confusions sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et sur la communauté juive de Lettonie. La Shoah est traitée comme une « boîte fermée » : on en parle, mais on ne comprend pas ce qu'il y a dedans.

Face au Musée de la Guerre et au Musée de l'Occupation, on peut s'attendre à ce que le musée « Juifs en Lettonie » et le Musée du Ghetto réussissent à faire un travail de mémoire de

la Shoah. Néanmoins, ce n'est le cas que pour les visiteurs étrangers. Ces deux musées ne participent pas à la formation de l'identité collective lettone. Parce qu'ils ne créent pas de lien social parmi les Lettons ethniques, ces derniers ne s'associent pas à la Shoah. Il apparaît que « lorsque la mémoire se voit assigner une tâche qu'elle n'est pas à même d'accomplir – à savoir, jeter un pont entre l'identité personnelle et la société de masse –, cela peut mener à des formes extrêmes de déni de la réalité dans le cas d'événements que la remémoration ne peut cerner »³¹⁰. Dès lors, le Musée « Juifs en Lettonie » et le Musée du Ghetto ne renforcent pas la mémoire collective de la Shoah en Lettonie, du moins dans le niveau interne au pays.

Il en ressort que la seule façon d'arriver à faire un travail de mémoire de la Shoah, c'est en suivant la logique proposée par le mémorial de Žanis Lipke. Celui-ci arrive à intéresser les Lettons à la Shoah à travers la figure de Žanis Lipke qui est compatible avec les aspects de l'identité nationale lettone. Toutefois, cette représentation laisse forcément des événements de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans l'ombre, comme la responsabilité de certains Lettons dans la Shoah.

³¹⁰ BARASH, Jeffrey, Andrew, « L'abîme de la mémoire » La mémoire collective entre expérience personnelle et identité politique, *Cités*, Vol.1, No. 29, 2007, p. 116.

6. Conclusion : la position victimaire entre poids du passé et choix du passé

Le thème de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale nous a permis de constater que la Lettonie entretient encore un rapport complexe avec son histoire, ce qui débouche sur une problématique se référant à la gestion mémorielle de la Shoah, présente à différents niveaux de la société. Les auteurs, largement occidentaux, ayant étudié cette question, ont mis en avant une différence mémorielle entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est : la mémoire occidentale place en son centre la Shoah ; la mémoire de l'Est se concentre sur les répressions soviétiques. Il est alors possible d'identifier une concurrence des mémoires, voire une compétition victimaire. En conséquence, nous avons posé l'hypothèse suggérant qu'en Lettonie, la mémoire des répressions soviétiques occulte celle de la Shoah. Cette problématique et la littérature employée ont mis en avant les caractéristiques de l'identité nationale lettone où peut dominer cette position de nation victime de l'histoire, d'où notre question de départ : « Des victimes peuvent-elles aussi être partiellement coupables ? ».

Nous nous sommes alors intéressés au concept de la mémoire collective, fondé par Maurice Halbwachs, qui s'inspirant du constructivisme, nous a permis de constituer un cadre théorique apportant un éclairage sur les caractéristiques principales de la mémoire collective, sa fonction identitaire et les implications qui en découlent pour l'étude des musées. Ensuite, la littérature proposée et ces aspects théoriques ont permis de construire une grille d'analyse qui a été appliquée à l'étude de cas des musées lettons – des institutions de la mémoire contribuant à former l'identité collective. Dans ce cadre, un séjour à Riga additionnant une enquête sur le terrain avec des entretiens des représentants des musées constitue les données empiriques. Les musées ont été choisis sur base de leur emplacement et de leur contenu : tous se trouvent à Riga et tous, de manière directe ou indirecte, traitent de la Shoah.

D'un point de vue international, cette recherche a permis de constater, qu'à côté des différences économiques, politiques et sociales des Etats membres de l'Union européenne, s'ajoute une fraction dans la mémoire collective européenne, dont on parle moins souvent, mais qui favorise l'image d'une Europe fragmentée. De ce fait, la mémoire est plurielle – il existe ainsi de nombreuses mémoires de la Shoah et il n'existe pas de définition d'une « bonne » mémoire de la Shoah. Il est possible de soutenir la nécessité d'avoir une mémoire collective commune à l'Union européenne. Néanmoins, la multitude de mémoires collectives en Europe qui, de prime abord, se différencient selon le positionnement géographique et la multitude de mémoires collectives se rapportant au même événement historique, comme la Shoah, rendent l'unification difficile. Dans ce contexte, il apparaît alors que l'enjeu est de parvenir à un respect et une reconnaissance des multiples mémoires collectives qui existent en Europe.

Un second aspect international identifiable est la propagande russe et l'utilisation de la Shoah comme instrument pour discréditer l'image de la Lettonie. A cela, s'ajoute l'actualité de la menace russe qui renforce l'identité nationale de la Lettonie en tant que victime de l'occupation soviétique avec une nation qui ne veut plus jamais revivre ça. Cette actualité touchant l'Ukraine est aujourd'hui au cœur des débats politiques et médiatiques en Lettonie, rappelant qu'une menace de son grand voisin – la Russie – aux ambitions impériales est toujours présente. Dans ce contexte, alors que la Lettonie n'a toujours pas ou ne veut pas refermer ses cicatrices de l'occupation soviétique et que des nouvelles menaces l'agacent, la mémoire des répressions soviétiques ne fait que resurgir.

D'un point de vue national, en étudiant le cas de la Lettonie et de ses musées, il est possible de mettre en exergue la problématique de l'identité collective des Lettons. Cette problématique nous pousse à conclure que l'hypothèse que la mémoire des crimes soviétiques occulte celle de la Shoah n'est vérifiée que partiellement.

Le Musée de la Guerre et le Musée de l'Occupation qui traitent de l'histoire des deux occupations – soviétique et allemande – arrivent à créer un lien social parmi les Lettons

ethniques et, par conséquent, renforcent la position victimaire de l'identité nationale et la représentation de la Lettonie comme nation victime de l'histoire. Dès lors, pour ces deux musées, l'hypothèse que la mémoire soviétique occulte celle de la Shoah s'avère vérifiée. Néanmoins, dans ce cas, les obstacles à la mémoire de la Shoah ne se trouvent pas tant dans le contenu des musées. Les débats sur la Shoah sont bien présents. La problématique se retrouve davantage dans la conscience des Lettons qui arrivent à s'associer seulement aux événements historiques compatibles avec leur identité, c'est-à-dire aux faits historiques victimisent la nation lettone, comme l'occupation soviétique.

Le musée « Juifs en Lettonie » et le Musée du Ghetto de Riga apparaissant de prime abord comme véritables lieux de mémoire de l'histoire de la communauté juive et de la Shoah. Dans ce cas, notre hypothèse n'est pas vérifiée : la mémoire des répressions soviétiques n'occulte pas celle de la Shoah. Néanmoins, ces musées témoignent d'un désintérêt de la part des Lettons ethniques, ne créant pas ce lien social. Ne présentant pas des événements historiques qui sont compatibles avec l'identité lettone fondée sur une position victimaire, ces musées parviennent à intéresser majoritairement que les visiteurs étrangers.

Finalement, le mémorial de Žanis Lipke présente un aspect inédit. En effet, alors que se consacrant seulement à la période de la Shoah, ce mémorial arrive pourtant à intéresser les Lettons ethniques. De ce fait, l'hypothèse n'est pas vérifiée : les répressions soviétiques n'occultent pas les crimes nazis. Il apparaît alors que la seule manière de faire un travail de mémoire de la Shoah est d'employer la méthode du mémorial de Žanis Lipke. C'est par la figure de Žanis Lipke, un letton « héros » qui a sauvé des Juifs, plutôt que par une figure culpabilisante, que le mémorial réussit à pousser les Lettons à réfléchir sur la Shoah. Cependant, cette représentation laisse des aspects de la Shoah dans l'ombre, comme la responsabilité de certains Lettons dans les crimes nazis.

Il apparaît que la position de victime n'est pas exclusive. Elle est compatible avec une attitude héroïque. Néanmoins, l'identité lettone ne permet pas la prise en compte d'éléments de culpabilité. La communauté imaginaire nationale se réfère seulement aux Lettons ethniques et les Lettons ethniques ont plus souffert de l'occupation soviétique qu'allemande. L'identité lettone est construite sur la souffrance. Elle ne parvient pas à faire cohabiter plusieurs positions. En conséquence, la mémoire de la Shoah, qui ne crée pas de lien social parmi les lettons, reste dans l'ombre. Dès lors, des victimes peuvent être des héros, mais ne peuvent pas être des coupables. Si la position victimaire est un poids du passé dû aux répressions soviétiques, elle est également avantageuse puisque permettant d'éviter la prise de responsabilité et la culpabilité des lettons dans les crimes nazis.

En définitive, il semble que la nation doit d'abord dépasser sa douleur issue de l'occupation soviétique et prendre du recul. Elle doit alors rappeler que la communauté juive fait partie intégrante de l'histoire de la Lettonie, il s'agit d'enlever les stéréotypes des consciences individuelles, il s'agit de montrer qu'il y a bien une communauté juive lettone, cela en diminuant la présence des confusions relatives à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est qu'une fois que la communauté juive sera replacée dans l'histoire de la Lettonie, qu'il sera possible aussi de rappeler que la Shoah fait partie de l'histoire des Lettons et de la Lettonie. En effet, lorsque la Lettonie arrivera à dépasser sa position victimaire et s'assumera comme une nation singulière, en arrêtant de construire son identité sur une occupation étrangère, elle pourra considérer chaque crime dans sa singularité, sans vouloir établir de comparaison où vouloir se rappeler éternellement des temps « difficiles ». Actuellement, si la Shoah est une thématique bien présente dans les débats, Gunārs Nāgels nous a rappelé qu'elle reste dans une « boîte fermée » que, pour le moment, personne ne souhaite ouvrir.

En regardant la littérature existante, cette recherche, profitant d'une vision intérieure à la Lettonie, a permis d'approfondir certains aspects présentés par des chercheurs, majoritairement occidentaux, réfléchissant sur la mémoire de la Shoah de l'Europe de l'Est. Dans le contexte national de la Lettonie, cette étude apporte des aspects pouvant être considérés comme inédits, les recherches lettones sur la gestion mémorielle de la Shoah étant

seulement dans un stade encore précoce. En effet, jusqu'ici le travail sur la Shoah en Lettonie est attribué qu'à des historiens. A notre connaissance, seul le doctorant de l'Université de Lettonie, Didzis Bērziņš, se consacre sur la problématique actuelle de la gestion de la mémoire de la Shoah.

Pour aller plus loin dans la réflexion sur la mémoire de la Shoah dans une perspective de relations internationales, on peut s'intéresser si d'autres pays, qui ont vécu des occupations distinctes, ont le même rapport complexe à l'histoire. Plus particulièrement, il serait pertinent de voir si d'autres « petites » nations ont également difficile de se remémorer d'événements historiques qui ne sont pas forcément favorables à l'image du pays ou qui bousculerait l'identité nationale, cela par rapport aux grandes nations. On pourrait aussi comparer des institutions de la mémoire de différents pays. En revanche, si l'on veut aller plus loin sur le plan national de la Lettonie, on peut analyser le travail de la mémoire de la Shoah selon une approche comparative, en étudiant différents groupes ethniques du pays et leur façon de penser la Shoah. Enfin, si ce travail-ci se focalise sur les musées, une autre piste serait de se concentrer sur d'autres institutions de la mémoire.

Bibliographie

Ouvrages

- ABOLS, Guntars, *Contribution of History to Latvian Identity*, Nationalais apgads, 2003, 262 p.
- ANGRICK, Andrej, KLEIN, Peter, *The 'Final Solution' in Riga: Exploitation and Annihilation, 1941-1944*, Berghahn Books, 2012, 530 p.
- AMACHER, Korine, BERELOWITCH, Wladimir, *Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique : le passé qui encombre*, Publications de l'institut européen de l'université de Genève, numéro 12, 266 p.
- BERNHARD, Michael, KUBIK, Jan, *Twenty Years After Communism: The Politics of Memory and Commemoration*, Oxford University Press, 2014, 362 p.
- BOURSIER, Jean-Yves (dir.), *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire*, Nouvelle édition, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005, 257 p.
- CARRETEREO, Mario, *Constructing patriotism, teaching history and memories in global worlds*, Clark Univeristy, 2011, 221 p.
- COMET, Georges, LEJEUNE, Antoine, MAURY-ROUAN, Claire, *Mémoire individuelle, mémoire collective et histoire*, Collection Résiliences, Solal, 2008, 216 p.
- EZERGAILIS, Andrew, *The Holocaust in Latvia, 1941-1944: The Missing Center*, United States Holocaust Memorial Museum, 1996, 465 p.
- EZERGAILIS, Andrew, *Domaajot par Lesinski – II*, Jauna Gaita, 1980, 129 p.
- FINKELSTEIN, Norman, *Holocaust Industry : Reflections on the Exploitation of Jewish Suffering*, Verso, 2003, 286 p.
- GILBERT, Martin, *Atlas de la Shoah*, l'Aube, 2005, 262 p.
- HÄHNEL-MESNARD, Carola, LIÉNARD-YETERIAN, Marie, MARINAS, Cristina, *Culture et mémoire. Représentations contemporaines de la mémoire dans les espaces mémoriels, les arts du visuel, la littérature et le théâtre*, Les Editions de l'Ecole Polytechnique, 2008, p. 536.
- HALBWACHS, Maurice, *On Collective Memory*, London: University of Chicago Press, 1992, 254 p.
- HALBWACHS, Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Presses Universitaires de France, 1952.
- HALBWACHS, Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Presses Universitaires de France, 1950.
- JÄCKEL, E., LONGERICH, P., SCHOEPS, J. H. (dir.), *Enzyklopädie des Holocaust*, Argon, 1993 ; première édition israélienne : Israel Gutman (dir.), 1990.
- KAPRANS, Martins, ZELCA, Vita (dir.), *Pedējais kars : Atmina un traumas komunikacija*, LU SZF SPPI, Mansards, 2011, 303 p.
- KLĀSONS, Gints (dir.), *Latvijas iedzīvotāju kultūras patēriņš un līdzdalība kultūras aktivitātēs 2007-2014 : pētījumu dati un statistika*, Valsts Kultūrkapitāla fonds, Culturelab, Rīga, 2014, 76 p.
- KOSTER, Emlyn H., SCHIELE Bernard, *La révolution de la muséologie des sciences : vers les musées du XXIe siècle ?*, Presses Universitaires Lyon, 1998, 493 p.
- LAURENS, Stéphane, ROUSSIAU, Nicolas, *La mémoire sociale, Identités et représentations sociales*, Didact Psychologie sociale, Presses universitaires de Rennes, 2002, 307 p.
- MEUNIER, Anik (dir.), *La muséologie, champ de théories et de pratiques*, Culture et publics, 2012, 300 pages.
- NAMER, Gérard, *Halbwachs et la mémoire sociale*, Logiques sociales, 2000, 250 p.

- NOLLENDORFS, Valters, OBERLÄNDER, Erwin, *The hidden and forbidden history of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991: selected research of the Commission of the Historians of Latvia*, Institute of the History of Latvia, 2005, 383 p.
- NORA, Pierre, *Présent, nation, mémoire*, Gallimard (Bibliothèque des Histoires), 2011, 432 p.
- NORA, Pierre, *Les lieux de mémoire, La nation*, Gallimard (Bibliothèque des Histoires), 1986, 602 p.
- POULOT, Dominique, *Musée et muséologie*, Repères, La Découverte, 2009, 128 p.
- POTEL, Jean-Yves, *Les 100 portes de l'Europe centrale et orientale*, Editions de l'Atelier, 1998, 335 p.
- RAUTENBERG, Michel, *La rupture patrimoniale*, Editions A la Croisée, 2003, 173 p.
- RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Edition du Seuil, Paris, 2000.
- RISLAKKI, Jukka, *The Case for Latvia: Disinformation Campaigns Against a Small Nation : Fourteen Hard Questions and Straight Answers about a Baltic Country*, Rodopi, 2008, 295 p.
- ROUSSO, Herny, *Stalinisme et nazisme : histoire et mémoire comparées*, Ed. Complexe, 1999, 210 p.
- SCHNEIDER, Floriane, *Shoah : dans l'atelier de la mémoire, France, 1987 à aujourd'hui*, Le bord de l'eau, 2013, 206 p.
- SMITH, David J., GALBREATH, David J., SWAIN, Geoffrey, *From Recognition to Restoration, Latvia's History as a Nation-State*, On the boundary of two worlds, Volume 25, 2010, 174 p.
- SULEIMAN, Susan Robin, *Crises de mémoire, Récits individuels et collectifs de la Deuxième Guerre mondiale*, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 272 p.
- ZELLIS, Kaspars (dir.), *Miti Latvijas vesture*, Rakstu krajums, Latvijas Universitātes zurnala « 'Latvijas vesture' » fonds, 2006, 146 p.
- ZELLIS, Kaspars, *Ilūziju un baiļu mašīnērija. Propaganda nacistu okupētajā Latvijā : vara, mediji un sabiedrība (1941-1945)*, Rīga : Mansards, 2012, 363 p.

Articles scientifiques

- ASSMANN, Aleida, « Four Formats of Memory: From Individual to Collective Constructions of the Past », in EMDEN, C., MIDGLEY, D. , *Cultural Memory and Historical Consciousness in the German-Speaking World Since 1500*, Peter Lang, 2004, pp. 19–37.
- BARASH, Jeffrey, Andrew, « L'abîme de la mémoire. » La mémoire collective entre expérience personnelle et identité politique, *Cités*, Vol.1, No. 29, 2007, pp. 105-116.
- BAYOU, Céline, LE BOURHIS, Eric, « Rendez-vous manqué entre histoire et mémoire, Le camp de concentration de Salaspils en Lettonie », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/6 n° 1064, pp. 65-76.
- BAYOU, Céline, « Le Musée letton des occupations », *Ecrire l'histoire pour construire l'avenir, Le Courrier des pays de l'Est*, 2005/6 n° 1052, p. 75-78.
- BONNARD, Pascal, MECKL, Markus, « La gestion du double passé nazi et soviétique en Lettonie : impasses et dépassement de la concurrence entre mémoires du Goulag et d'Auschwitz », *L'Europe et ses passés douloureux*, 2007, pp. 169 – 180.
- CONSONNI, Manuela, « The new grammar of Otherness: Europe, the Shoah, and the Jews », *Jewish History*, No. 24, 2010, pp. 105–126.
- COQUIO, Catherine, « La mémoire des “camps” en Europe : surdité et chassés-croisés », *Hermès, La Revue*, 2008/3 No. 52, pp. 119-126.
- DÉCHAUX, Jean-Hugues, « La mémoire collective par Maurice Halbwachs », *Revue française de sociologie*, Vol. 39, No. 3, 1998, pp. 624-625.

- DENIS, Juliette, « Complices de Hitler ou victimes de Staline ? Les déplacés baltes en Allemagne de la sortie de guerre à la guerre froide », *Le Mouvement Social*, 2013/3 n° 244, pp. 81-98.
- DENIS, Juliette, « Entretiens avec les directeurs du Musée Juif et du Musée de l'occupation de Riga, les 29 et 30 avril 2011, à Riga, Lettonie », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 12, 2011, 12 p.
- DENIS, Juliette, « Identifier les "Éléments ennemis" en Lettonie, Une priorité dans le processus de resoviétisation (1942-1945) », *Cahiers du monde russe*, 2008/2 Vol 49, pp. 297-318.
- DENIS, Juliette « Violences en URSS : chantiers historiographiques et enjeux mémoriels », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, Nr 19, 2010, pp. 141-153.
- DROIT, Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah, Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 94, 2007, pp. 101-120.
- ERICH SENN, Alfred, « Baltic Battleground » in Commission of the Historians of Latvia, *The Hidden and Forbidden History of Latvia under Soviet and Nazi occupations 1940-1991*, Symposium of the Commission of the historians of Latvia Vol 14, Institute of the History of Latvia, 2005, 383 p.
- EVANS, Martin, « Memories, Monuments, Histories: The Re-thinking of the Second World War since 1989 », *National Identities*, Vol. 8, No. 4, December 2006, pp. 317-348.
- LAPIERRE, Nicole, « Le cadre référentiel de la Shoah », *Ethnologie française*, 2007/3 Vol. 37, pp. 475-482.
- LEMÉE-GONÇALVES, Carole, GALAY, Daniel, « L'Après-Shoah : des traumas aux processus de réinscription », *Face à face*, 2003, 14 p.
- LÉVY, Luc, « Les Juifs de Lettonie. De l'oubli à la mémoire », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/3 n° 1061, pp. 76-84.
- LICATA, Laurent, KLEIN, Olivier, GÉLY, Raphaël, « Mémoire des conflits, conflits de mémoires : une approche psychosociale et philosophique du rôle de la mémoire collective dans les processus de réconciliation intergroupe », *SAGE Publications*, 2007, Vol 46(4), pp. 563-589.
- MADIOT, Béatrice, « La Lettonie et l'Europe : identité nationale et mémoire collective », *Connexions*, 2005/2 no 84, p. 111-128.
- MONBOURQUETTE, Jean, « Mémoire collective et pardon collectif », *Théologiques*, vol. 2, n° 2, 1994, p. 91-116.
- ONKEN, Eva-Clarita, « Memory and democratic pluralism in the Baltic states – rethinking the relationship », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 41, No. 3, 2010, pp. 277-294.
- PERCHOC, Philippe, « Le compromis mémoriel européen. Une étude balte » dans BONNARD, P., MINK, G., *Le Passé au présent, Gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Houdiard, 2010, pp. 55-68.
- PERETZ, Pauline « À l'origine de la mobilisation américaine en faveur des Juifs soviétiques », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, Nr 14, 2004, pp.50-67.
- PLASSERAUD, Yves, « Pays baltes : rêves, propagandes, malentendus », *Questions de communication Nr 6, Presses universitaires de Nancy*, 2004, 6, pp. 15-32.
- RAMBOUR, Muriel, « Histoire, mémoire et identité nationale », *Temporalités*, No. 5, 2006.
- ROSEMAN, Mark, « Recent writing on the Holocaust », *Journal of Contemporary History*, 36 (2), 2001, pp. 361- 361-372.

- TCHERNEVA, Irina, DENIS, Juliette, « Je me souviens de tout, Richard (Rolands Kalniņš, Studio de Riga, 1967) : une manifestation précoce d'une mémoire concurrente de la Grande Guerre patriotique », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 12, 2011, 22 p.
- VELMET, Aro, « Occupied identities : national narratives in Baltic museums of occupations », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 42, No. 2, 2011, pp. 189–211.
- VIAUD, Jean, « Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales », *Connexions*, 2003/2 no80, pp. 13-30.
- VIDAL-BENEYTO, José, « La construction de la mémoire collective. Du franquisme à la démocratie », *Diogenes*, Vol. 1, No. 201, 2003, pp. 17-28.
- VIRGILI, Fabrice, « Des sites sans visiteurs : les mémoriaux du camp de Salaspils et de la forêt de Bikernieki en Lettonie », *Les cahiers Irice*, n° 7, 2011, pp.101-110.
- VOISIN, Vanessa, « Contemporary Uses of the Second World War in Russia and the Former Soviet Republics. Introduction », *The Journal of Power Institutions in Post-Soviet Societies*, Issue 12, 2011, 6 p.
- WAHNICH, Sophie, « Ça se passe à Vilnius, ça se passe en Europe », *Vacarme*, N° 52, 2010, pp. 80-83.
- WAHNICH, Sophie « Transmettre l'effroi, penser la terreur », *Gradhiva*, N° 5, 2007, pp. 26-37.
- ZAKE, Ieva, « The secret Nazi network' and post-world war II Latvian emigres in the United-States », *Journal of Baltic Studies*, Vol. 41, No. 1, 2010, pp. 91–117.
- ZISERE, Bella, « The memory of the Shoah in the post-soviet Latvia », *East European Jewish Affairs*, Vol. 35, No. 2, 2005, pp. 155-165.
- ZYMEK, Bernd, « Le processus dialectique de la mémoire collective : l'exemple de l'Allemagne après-guerre », *Revue française de pédagogie*, No.165, 2008.

Articles de presse

- AVOTIŅŠ, Viktors, « Autors ņem varoni, kādu grib », *Neatkarīgā Rīta Avīze*, 17 octobre 2014, <http://nra.lv/viedokli/viktors-avotins/127198-autors-nem-varoni-kadu-grib.htm>, consulté le 15 avril 2015.
- Baltic News Service, « Arlietu ministrs : uzvedumi par Cukuru nav laba gaume », 10 octobre 2014, <http://www.bns.lv/topic/1113/news/48353652/print/true/>, consulté le 15 avril 2015.
- Baltic News Service, « Antinacisti Latvijas valdībai pārmet holokausta noliegšanu », <http://www.delfi.lv/news/national/politics/antinacisti-latvijas-valdibai-parmet-holokausta-noliegsanu.d?id=45693850>, consulté le 15 mars 2015.
- Baltic News Service, « Atdodot piecus īpaumus ebreju kopienai, Latvija noverstu vesturisko netaisnību », <http://www.bns.lv/topic/1113/news/49133291/>, consulté le 18 mars 2015.
- BOLDOVA, Elizabeth, « Шествия на День независимости пятнают литовскую демократию », *RuBaltic*, 10 mars 2015, <http://www.rubaltic.ru/article/politika-i-obshchestvo/10032015-shestviya/>, consulté le 15 mars 2015.
- Delfi, « Krievija caur Ždanokas un Korena pārstāvētu organizāciju finansē 16.marta pasākumus Latvijā », <http://www.delfi.lv/news/national/politics/krievija-caur-zdanokas-un-korena-parstavetu-organizaciju-finanse-16marta-pasakumus-latvija.d?id=45664550>, consulté le 10 mars 2015.
- DROIT, Emmanuel, « Tout citoyen européen doit garder en mémoire Auschwitz et Kolyma », *Nouvelle Europe*, Mercredi 31 octobre 2007, <http://www.nouvelle-europe.eu/node/295>, consulté le 30 mars 2015.
- Finance Net, « Krupņikovs : daļa no 270 īpašumiem jāatdod ebreju kopienai; par pārējiem jāmaksā atlīdzība », <http://financenet.tvnet.lv/viedokli/545661->

[krupnikovs dala no 270 ipasumiem jaatdod ebreju kopienai par parejiem jamaks a atlidziba](#), consulté le 29 janvier 2015.

- Fondation nationale des sciences politiques, « Vie politique en Lettonie : dossier de presse », Centre de documentation contemporaine (France), Bibliothèque de Science Po Paris, consulté le 30 janvier 2015.
- JACOB, Antoine, « Une marche d'anciens SS fait polémique en Lettonie », *la Croix*, 16 mars 2015, <http://www.la-croix.com/Actualite/Europe/Une-marche-d-anciens-SS-fait-polemique-en-Lettonie-2015-03-16-1291560>, consulté le 20 mars 2015.
- La voix de la Russie, « L'UE autorisera-t-elle la Lettonie à récompenser les anciens waffen SS ? », 6 mars 2013, http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2013_03_06/LUE-autorise-la-Lettonie-a-embellir-les-anciens-SS/, consulté le 15 mars 2015.
- La Voix de la Russie, « Exposition sur la Shoah annulée : la Lettonie craint pour son image », 20 janvier 2015, http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/news/2015_01_20/Exposition-sur-la-Shoah-annulee-la-Lettonie-craint-pour-son-image-6813/, consulté le 20 janvier 2015.
- Letonika, « Tautības un etniskās grupas », *Latvijas vēstures enciklopēdija*, <http://www.letonika.lv/groups/?title=Iedz%C4%ABvot%C4%81ju%20etniskais%20sast%C4%81vs/32572>, consulté le 20 avril 2015.
- MANDEVILLE, Laure, « Riga : le défilé des vétérans de la Waffen SS », *Le Figaro*, 18 mars 1998.
- NORA, Pierre, « Mon métier d'historien », entretien, *Le monde*, 17 février 2006.
- RIA Novosti, « Шествие легионеров СС: марш в отставку », 11 mars 2015, <http://ria.ru/analytics/20150311/1051960676.html>, consulté le 15 mars 2015.
- The Economist, « Andris Berzins, a hard-pressed Latvian », 24 juin 2000.
- The Times of Israel, « Israel slams Latvian musical celebrating Nazi's life », 24 octobre 2014, <http://www.timesofisrael.com/israel-slams-latvian-musical-celebrating-nazis-life/>, consulté le 15 avril 2015.
- VEIDMANE, Elita, « Aktieris Juris Jope : lai cilvēku notiesātu, ir jābūt pierādījumiem », *Neatkarīgā Rīta Avīze*, le 31 octobre 2014, <http://nra.lv/kultura/128055-aktieris-juris-jope-lai-cilveku-notiesatu-ir-jabut-pieradijumiem.htm>, consulté le 21 mars 2015.
- VERNET, Daniel, « La réappropriation de notre mémoire est un processus douloureux que nous avons commencé », *Le Monde*, 18 octobre 2000.
- VITKINE, Benoît, « Bataille de mémoires en Lettonie », *Le Monde*, 17 mars 2015, http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/03/17/bataille-de-memoires-en-lettonie_4595064_3214.html, consulté le 18 mars 2015.
- WILLIAMS, Daniel, « Latvians Still Choosing sides in World War II », *Le Herald Tribune*, 31 mars 2000.

Sites internet

- Association religieuse juive de Lettonie, « Shamir », <http://www.shamir.lv/en/>, consulté en février et mars 2015.
- Bureau central des statistiques, <http://www.csb.gov.lv/statistikas-temas/metodologija/iedzivotaju-skaitis-un-galvenie-demografiskie-raditaji-36803.html>, consulté le 19 avril 2015.
- Cabinet du Président de la République de Lettonie, « Président de Lettonie », http://www.president.lv/pk/content/?cat_id=2766, consulté le 20 janvier 2015.
- Encyclopédie Larousse, « la Shoah », http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/la_Shoah/144183, consulté le 10 février 2015.

- Encyclopédie Larousse, « le Pacte germano-soviétique », http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/pacte_germano-sovi%C3%A9tique/121239, consulté le 20 février 2015.
- Faculté des sciences sociales de l'Université de Lettonie, « Université de Lettonie », <http://www.szf.lu.lv/petnieciba/sppi/socialas-atminas-petniecibas-centrs/>, consulté le 11 février 2015.
- Latvijas vēstures mazās bibliotēkas atbalsta fonds, « 16 March explained », http://demoshistoria.lv/images/16.marts_en.pdf, consulté le 11 avril 2015.
- Latvijas vēstures mazās bibliotēkas atbalsta fonds, « Vēsturnieki īpašā info materiālā skaidro 16. martu », <http://demoshistoria.lv/vesture-un-politika/vesturnieki-ipasa-info-materiala-skaidro-16-martu>, consulté le 11 avril 2015.
- Média « Chaula TV », https://chaula.tv/lv/chaula_video/7970x9KKKdVxKwK/, consulté le 7 avril 2015.
- Ville de Salaspils, « le Mémorial de Salaspils », <http://www.salaspils.lv/ru/apskates-objekti/25-pieminas-vietas/240-salaspils-memorialais-ansamblis>, consulté le 11 février 2015.
- Mémorial de Žanis Lipke, <http://www.lipke.lv/lv/>, consulté en février, mars et avril 2015.
- Ministère des Affaires étrangères de la Lettonie, <http://www.mfa.gov.lv/en/policy/information-on-the-history-of-latvia>, consulté le 25 février 2015.
- Musée de la Guerre, <http://www.karamuzejs.lv/>, consulté en février, mars et avril 2015.
- Musée de l'Occupation, <http://okupacijasmuzejs.lv/>, consulté en février, mars et avril 2015.
- Musée du Ghetto de Riga, <http://lv.rgm.lv/>, consulté en février, mars et avril 2015.
- Platform of European Memory and Conscience, « Democracy matters », <http://www.memoryandconscience.eu/about-the-platfor/about-the-platform/>, consulté le 20 février 2015.
- Simon Wiesenthal Center, « Herberts Cukurs: Certainly Guilty », 7 juin 2005, <http://www.wiesenthal.com/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=lsKWLbPJLnF&b=4442249&ct=5853335>, consulté le 15 avril 2015.

Conférence

- 73e conférence de l'Université de Lettonie, conduite par ZELČE, Vita, Recherche sur la mémoire sociale et l'identité, programme national de recherche « Identité nationale », Riga, 12 février 2015.

Documentaire

- KOLMANE, Inara (Director), « Latvian Legion », Documentary, Ministry of Defence of Latvia, Beta SP, 2000, 40'.

Sondages

- Pētījumu centrs SKDS, « Latvijas sociālās atmiņas monitorings », Valsts pētījumu programmas « Nacionālā identitāte » ietvaros, 2012, http://www.km.gov.lv/lv/doc/jaunumi/jaunumi_2013/socialas_atminas_monitorings.pdf, consulté le 20 février 2015.
- Pētījumu centrs SKDS, « Latvijas sociālās atmiņas monitorings », Valsts pētījumu programmas « Nacionālā identitāte » ietvaros, 2008.
- Anti-Defamation League, « ADL GLOBAL 100 », 2014, <http://global100.adl.org/>, consulté le 13 février 2015.

Entretiens

- Entretien avec Jean-François Delangre, candidat au Doctorat en Sciences politiques à Université Libre de Bruxelles, Paris, 31 janvier 2015.
- Interview de Jānis Tomaševskis, responsable du département de la Seconde Guerre mondiale au Musée de la Guerre Riga, 12 février 2015.
- Interview de Lolita Tomšone, directrice du mémorial « Žanis Lipke », Riga, 13 février 2015.
- Entretien avec Didzis Bērziņš, candidat au Doctorat en Sciences de la communication à l'Université de Lettonie, Riga, 16 février 2015.
- Interview de Ilja Ļenskis, directeur du musée « Juifs en Lettonie », Riga, 16 février 2015.
- Interview de Gunārs Nāgels, directeur du Musée de l'Occupation, Riga, 16 février 2015.
- Entretien écrit avec Marģers Vestermanis, historien, curateur du musée « Juifs en Lettonie », survivant de la Shoah, 2 avril 2015.

Autres

- Sanita Pavluta-Deslandes, Ambassade de Lettonie en France, Note verbale adressée à M. Roger Cukierman, Paris, 26 janvier 2015.